

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL – PATRIE

**PROJET DE LOI PORTANT LOI DE FINANCES DE
LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN POUR L'EXERCICE 2023**

PREMIÈRE PARTIE
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

TITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER.- La présente loi a pour objet d'évaluer les ressources et charges de l'État, de définir les conditions de l'équilibre budgétaire et financier, et d'arrêter son budget pour l'année 2023.

ARTICLE DEUXIÈME.- Les ressources et charges de l'État comprennent les recettes et les dépenses budgétaires, ainsi que les ressources et les charges de trésorerie et de financement.

1. Le budget de l'État détermine la nature, le montant et l'affectation de ses recettes et dépenses, le solde budgétaire qui en résulte, ainsi que les modalités de son financement.
2. Le budget de l'État est constitué du budget général et des comptes d'affectation spéciale.

ARTICLE TROISIÈME.- La présente partie prévoit et autorise les ressources de l'État, fixe les plafonds des charges de l'État et arrête l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte.

TITRE DEUXIÈME
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE QUATRIÈME.- Les impôts, droits, taxes, contributions, redevances, autres produits et revenus publics de la République du Cameroun continuent d'être perçus conformément aux textes en vigueur, sous réserve des dispositions de la présente loi.

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS ET TAXES DE DOUANE

ARTICLE CINQUIÈME.- **Taxation des marchandises acquises par le biais du commerce électronique :**

1. Les marchandises acquises par voie électronique et importées au Cameroun acquittent les droits et taxes de douane inscrits au Tarif des douanes, quel que soit le mode de livraison, notamment par messagerie, poste, dépôt à une adresse par un facteur ou un courtier.
2. Les opérateurs qui font profession de commerce électronique peuvent cependant être admis à signer des protocoles d'accord de collaboration avec l'Administration des Douanes, en vue d'effectuer directement les formalités de dédouanement pour le compte des tiers à l'importation de marchandises acquises par voie électronique, suivant les modalités définies par voie conventionnelle, intégrant la modulation des droits et taxes de douane à payer suivant les pratiques forfaitaires pour les minuties ou de « *côte mal taillée* », conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE SIXIEME.- Modalités spécifiques de collecte des droits et taxes de douane à l'importation des téléphones portables, tablettes et terminaux numériques :

1. Les dispositions de l'article septième de la loi de finances pour l'exercice 2019 sont modifiées ainsi qu'il suit :
 - a) Les importateurs des téléphones portables, tablettes et terminaux numériques sont tenus de déclarer ceux-ci lors du franchissement des frontières et d'acquitter les droits et taxes de douane exigibles par tous moyens de paiement autorisés ;
 - b) L'Administration des Douanes ou son mandataire le cas échéant communique par voie numérique aux sociétés locales de téléphonie, les éléments d'identification des téléphones, tablettes et terminaux numériques importés ;
 - c) Sur la base du répertoire des données transmises par l'Administration des Douanes ou son mandataire, les sociétés locales de téléphonie sont tenues de configurer leurs systèmes de manière à éviter toute connexion au réseau d'appareils de communication non répertoriés par l'Administration des Douanes, à l'exclusion de ceux utilisés provisoirement par les touristes et les visiteurs en court séjour au Cameroun ;
 - d) Les téléphones, tablettes et terminaux numériques importés bénéficient d'un abattement de 50% sur la valeur imposable à l'importation, pour une période de vingt-quatre mois ;
 - e) Les téléphones, tablettes et terminaux numériques ayant déjà été connectés à un réseau de téléphonie local avant la date de mise en œuvre effective du nouveau dispositif prévu aux points a), b) et c) ci-dessus, sont considérés comme dédouanés et bénéficient de l'amnistie fiscale.
2. Les modalités d'application des dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus sont fixées par des textes particuliers.

ARTICLE SEPTIEME.- Modalités de collecte et de recouvrement des droits et taxes de douane dans le cadre de l'exécution des marchés publics

1. Les marchés publics sont conclus toutes taxes comprises et soumis aux droits et taxes de douane prévus par la législation en vigueur à la date de leur conclusion, notamment le droit de douane et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), y compris les redevances pour services rendus.
2. Les marchés publics conclus en violation des dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus ne sont pas opposables aux administrations des douanes et des impôts.
3. Sans préjudice des dispositions des articles troisième et vingt-huitième des lois de finances 2018 et 2019 relatives au régime fiscal de la commande publique, les dispositions ci-après sont applicables en matière douanière :

- a) Dispositions communes aux marchés publics

- I. Lors de la conclusion des marchés publics, les maîtres-d'ouvrage sont tenus de veiller à ce que le montant estimatif des droits et taxes de douane soit indiqué dans le contrat lorsque ceux-ci impliquent des importations ;
- II. Le régime douanier des fournitures, matériaux et des véhicules de tourisme importés dans le cadre de l'exécution de la commande publique est celui de la mise à la consommation ;
- III. Le régime douanier des matériels, appareils, engins et véhicules utilitaires, susceptibles de réexportation, importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics, est celui de l'admission temporaire spéciale ;
- IV. Lorsque la totalité des annuités dues au titre desdits biens placés sous le régime de l'admission temporaire spéciale a été prise en charge par le budget de l'Etat ou d'une personne publique, leur mise à la consommation se fait sur la base d'une valeur résiduelle de 20%, à la diligence de leur propriétaire ;
- V. Le paiement partiel ou total de l'adjudicataire d'un marché public impliquant des importations, est subordonné à la présentation au comptable public des quittances d'acquiescement des droits et taxes de douane ou des attestations de prise en charge le cas échéant.

b) Dispositions spécifiques aux marchés sur financement propre ou extérieur

- I. Dans le cadre des marchés publics sur financement propre, l'adjudicataire est le redevable légal des droits et taxes dus au titre des importations ;
- II. Pour tout marché public à financement extérieur, les maîtres- d'ouvrage sont tenus, en liaison avec l'adjudicataire et l'administration dépositaire des fonds de contrepartie le cas échéant, de prévoir dans le budget concerné, par anticipation et à hauteur des engagements consentis, les couvertures budgétaires nécessaires à la prise en charge des droits et taxes de douane consécutifs aux importations dudit marché ;
- III. L'ordonnateur des fonds de contrepartie délivre les attestations de prise en charge des droits et taxes de douane au fur et à mesure des importations, dans la limite des crédits budgétaires relatifs au marché concerné ;
- IV. Après délivrance des attestations de prise en charge des droits et taxes de douane visés au point iii) ci-dessus, l'ordonnateur des fonds de contrepartie est tenu de procéder à l'engagement budgétaire conséquent au fur et à mesure des importations, sur la base des déclarations en douane validées et produites par les adjudicataires du marché.

ARTICLE HUITIEME.- Droit d'accises à l'importation de certaines marchandises

Les marchandises ci-après sont soumises au droit d'accises *ad valorem* à l'importation ainsi qu'il suit :

| Désignation | Tarif douanier | Taux |
|--|--|--------|
| Tabacs et succédanés de tabac fabriqués ; produits, contenant ou non de la nicotine, destinés à une inhalation sans combustion ; autres produits contenant de la nicotine destinés à l'absorption de la nicotine dans le corps humain ; Préparations pour pipes ; Cigarettes électroniques et dispositifs de vaporisation électriques ; Pipe (y compris les têtes de pipes), fume-cigare et fume-cigarette, et leurs parties | 2401.10.00.000 à 2404.99.00.000 ; 3824.90.00.0000 ; 8543.40.00.000 9614.00.00.000 | 50 % |
| Bières de malt | 2203. | 30 % |
| Vins de raisins, Vermouths, boissons fermentées et autres mélanges de boissons fermentées ou non, à l'exclusion de l'alcool éthylique à usages médicamenteux du 22.07.10.10.000 | 2204.10.10.100 à 2208.90.92.000 | |
| Eaux minérales, boissons gazeuses et bière sans alcool | 2201.10.00.100 à 2202.99.00.000 | |
| Articles et emballages en carton et en papier kraft | 4819.10.00.000 à 4819.60.00.000 | 25 % |
| Papiers et ouates de cellulose ou nappes de fibres de cellulose, des types utilisés à des fins domestiques, sanitaire ou de toilette | 4818.10.00.000 à 4818.50.00.000 ; 4818.90.00.000 | |
| Bouchons, capsules et couvercles pour bouteilles, autres dispositifs de fermeture en plastiques et en métaux communs | 3923.30.10.000 3923.50.00.000 8309.10.00.000 8309.90.00.000 | |
| Tubes et tuyaux et leurs accessoires, plaques, feuilles, bandes, rubans et adhésifs, même en rouleaux, en matières plastiques | 3917.10.00.000 à 3917.40.00.000 ; 3919.10.00.000 à 3920.79.00.000 | |
| Mayonnaise, moutarde et autres préparations de tomates ou pour sauces, soupes, potages ou bouillons, condiments et assaisonnements, composés ou homogénéisés | 2103.10.00.000 à 2104.20.00.000 | 12,5 % |
| Glace de consommation | 2105.00.10.000 2105.00.90.000 | |

ARTICLE NEUVIEME.- Redevance informatique

Les dispositions des articles cinquièmes des lois de finances pour les exercices 2003 et 2004 ainsi que de l'article deuxième alinéa 3 de la loi de finances pour l'exercice 2018 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

- a) Le taux de la redevance de service dite « *redevance informatique* », instituée à l'article cinquième de la loi de finances pour l'exercice 2003, est fixé à 1% de la valeur imposable des marchandises. Ce prélèvement est plafonné à 15 000 F CFA par déclaration à l'exportation.

b) Le produit de la redevance informatique visée à l'alinéa 1 ci-dessus est affecté ainsi qu'il suit :

- 75 % au profit du budget de l'Etat ;
- 25 % pour le développement des technologies de l'information et de la communication, des projets de modernisation et le suivi de l'activité douanière.

ARTICLE DIXIEME.- Taxation à l'exportation

1. Les dispositions des articles cinquième de la loi de finances pour l'exercice 2020 et neuvième de la loi de finances pour l'exercice 2022 relatives au droit de sortie à l'exportation sont modifiées ainsi qu'il suit :
 - a) Les produits manufacturés semi-finis sont soumis à un droit de sortie au taux de 2 % de la valeur FOB (*free on board*), à l'exclusion des bois ouvrés et semi-ouvrés.
 - b) L'or et le diamant sont soumis à un droit de sortie au taux de 5 % de la valeur FOB. Ledit droit de sortie est prélevé en nature par l'organisme mandataire sur la quote-part de 75% de la production brute de l'exploitant prévue par les dispositions de l'article 28 du Code minier. Ce prélèvement est ultérieurement reversé en contre-valeur par les services du Trésor à l'Administration des Douanes sur la base de la déclaration en détail émise par le bureau compétent. Tout ou partie de pierres précieuses suscitées ayant acquitté les droits de sortie, et mis ultérieurement à la consommation nationale, est éligible au remboursement desdits droits sous forme d'avoir fiscal. En tout état de cause, l'exportation desdits biens est conditionnée par la production d'une autorisation délivrée par les autorités compétentes après production des justificatifs de paiement des redevances, impôts, droits et taxes de douane dus.
 - c) Le taux du droit de sortie applicable aux bois en grumes est fixé à 60 % de la valeur FOB du volume de l'essence. Ce taux s'applique également à l'entrée des bois en grumes dans les points francs industriels.
 - d) Le taux du droit de sortie applicable aux bois ouvrés et semi-ouvrés des positions tarifaires 4406., 4407. et 4409. est de 15 % de la valeur FOB de l'essence. Les bois ouvrés et semi-ouvrés exportés au départ des points francs industriels ne sont pas soumis audit prélèvement.
 - e) Des textes particuliers conjoints des ministres en charge des finances et des forêts fixent, en tant que de besoin, les valeurs administratives FOB pour les bois en grumes ou débités.
2. Sans préjudice des redevances applicables, les fèves de cacao exportées sans transformation sont soumises à un droit de sortie autonome au taux de 10 % de la valeur FOB. Ce taux est de 2 % pour les fèves de cacao exportées vers les points francs industriels ou les régimes assimilés.

ARTICLE ONZIEME.- Intérêt de retard au paiement des droits et taxes de douane

L'intérêt de retard prévu aux dispositions de l'article deuxième alinéa 9 de la loi de finances pour l'exercice 2018 ne s'applique pas aux marchandises importées dans le cadre de l'exécution d'une commande publique dont les droits et taxes de douane sont pris en charge par l'Etat.

ARTICLE DOUZIEME.- Prorogation exceptionnelle de la durée d'un contrôle douanier a posteriori

Les vérificateurs qui sollicitent la prorogation du délai d'exécution d'un contrôle *a posteriori* en raison de manœuvres dilatoires du contrôlé doivent en rapporter la preuve à travers le procès-verbal de constat dressé à cet effet ou les demandes écrites d'informations adressées au concerné restées sans effet.

ARTICLE TREIZIEME.- Avances de fonds dans le cadre du financement anticipé des exportations

1. Les opérateurs économiques qui perçoivent par anticipation des « avances de fonds » en contrepartie des marchandises qui seront exportées ultérieurement, sont tenus d'en faire préalablement la déclaration auprès de l'Administration des Douanes.
2. Les avances de fonds visés à l'alinéa 1 ci-dessus doivent être domiciliées préalablement auprès d'un intermédiaire agréé, sur la base du contrat de vente et d'une déclaration d'exportation délivrée par l'Administration des Douanes ou son mandataire le cas échéant.
3. L'absence de déclaration visée à l'alinéa 1 ci-dessus entraîne la non prise en compte desdites avances dans la comptabilisation des recettes rapatriées issues des exportations.
4. Les modalités d'application des dispositions visées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus sont fixées en tant que de besoin par des textes particuliers.

ARTICLE QUATORZIEME.- Déclaration de la politique des prix de transferts

1. Les entreprises ou groupes d'entreprises qui pratiquent la politique des prix de transferts en leur sein sont tenues de transmettre toute la documentation y afférente à l'Administration des Douanes au plus tard le 31 mars de chaque année, lorsque celle-ci porte sur des échanges transfrontaliers des biens et services.
2. Le défaut de transmission desdites informations est assimilé à l'infraction de refus de communication des pièces prévue à l'article 465 du Code des Douanes CEMAC, sans préjudice des suites contentieuses qui pourront résulter de l'exploitation ultérieure de ladite documentation.

ARTICLE QUINZIEME.- Sanction des transferts frauduleux de fonds sans importation effective des biens et services dans le cadre du commerce extérieur

- 1 Les dispositions de l'article vingt-sixième de la loi de finances pour l'exercice 2019 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :
 - a) Dans le cadre du commerce extérieur, les opérations d'émission de fonds et/ou de réception de fonds de l'étranger sans contrepartie justifiée en termes d'importation de marchandises ou de services dans les délais contractuels, sont interdites ;
 - b) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1 a) ci-dessus, les opérateurs économiques qui souhaitent procéder au règlement à partir du Cameroun des marchandises destinées à être livrées à des clients domiciliés hors du territoire national, doivent solliciter l'autorisation préalable de l'Administration des Douanes ;
3. Le non-respect des règles fixées à l'alinéa 1 ci-dessus est assimilé à l'infraction d'importation ou d'exportation sans déclaration suivant le cas, et sanctionné conformément à la législation vigueur.

ARTICLE SEIZIEME.- Utilisation des moyens technique, aérien et naval pour la lutte contre la contrebande, la contrefaçon et autres trafics illicites

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande, la contrefaçon et les autres trafics illicites, l'Administration des Douanes est habilitée à utiliser des dispositifs techniques numériques pour le contrôle du statut douanier des marchandises en circulation ou en détention dans le rayon des douanes ainsi que des équipements, appareils de navigation et de surveillance maritime et aérienne, dans le respect des législations spécifiques en vigueur le cas échéant.

CHAPITRE DEUXIEME
DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS

ARTICLE DIX-SEPTIEME.- Les dispositions des articles 7, 17 bis, 18, 21, 70, 91, 93 quater, 119 bis, 122, 123, 124, 124 A, 128, 142, 228 quinquies, 229 (nouveau), 231, 232, 233 (nouveau), 234 (nouveau), 235 (nouveau), 237, 547, 548, 549, 550, 553, 554, 555, 557, 571, 586, 597, 606, L 7, L 8 quinquies, L 14 bis, L 22 ter, L 28 bis, L 33 ter, L 86 bis, L 99, L 104, L 108, L 112, L 113, L 116, L 118, L 121 (nouveau), L 121 bis, L 143, L 144 (nouveau), L 145 et C 52 ter du Code Général des Impôts, sont modifiées et/ou complétées ainsi qu'il suit :

LIVRE PREMIER
IMPOTS ET TAXES

TITRE I
IMPOTS DIRECTS

CHAPITRE I
IMPOT SUR LES SOCIETES

SECTION III
BENEFICE IMPOSABLE

ARTICLE 7.- Le bénéfice net imposable est établi sous déduction de toutes charges nécessitées directement par l'exercice de l'activité imposable au Cameroun, notamment :

C - Pertes proprement dites

Sont déductibles du bénéfice :

-;
-;
- les pertes relatives aux avaries, dûment constatées et validées en présence d'un agent des impôts ayant au moins le grade de contrôleur, dans les conditions définies au Livre des Procédures Fiscales.

Toutefois, pour les avaries et casses exposées par les entreprises du secteur brassicole, les pertes y relatives sont admises en déduction au taux forfaitaire de **1%** du volume global de la production.

Le reste sans changement.

SECTION VI
CALCUL DE L'IMPOT

ARTICLE 17 bis.- (1) Nonobstant les dispositions de l'article 17 ci-dessus, le taux de l'impôt sur les sociétés pour les contribuables réalisant un chiffre d'affaires égal ou inférieur à FCFA trois (3) milliards est fixé à **25%**.

(2) Le taux prévu à l'alinéa premier est applicable à partir de l'exercice fiscal clos au 31 décembre **2022**.

SECTION VII
OBLIGATIONS DES PERSONNES IMPOSABLES

ARTICLE 18.- (1) Pour l'assiette du présent impôt, les contribuables sont tenus de souscrire une déclaration des résultats obtenus dans leur exploitation au cours de la période servant de base à l'impôt au plus tard le 15 mars. Ladite déclaration est présentée conformément au système comptable OHADA.

(2).....

(3) La déclaration visée à l’alinéa premier du présent article est obligatoirement accompagnée du Document d’Information sur le Personnel Employé (DIPE) qui doit être présenté suivant le modèle fourni par l’administration.

Le reste sans changement.

SECTION IX
PAIEMENT DE L’IMPOT

ARTICLE 21.- (1) L’impôt sur les sociétés est acquitté spontanément par le contribuable au plus tard le 15 du mois suivant d’après les modalités ci-après :

- a.;
- b. Pour les entreprises de production relevant des secteurs à **marge administrée** un acompte représentant 2% du chiffre d’affaires réalisé après abattement de 50%. Cet acompte est majoré de 10% au titre des centimes additionnels communaux. **Il s’agit des entreprises des secteurs ci-après :**
 - **secteur de la minoterie ;**
 - **secteur pharmaceutique ;**
 - **secteur des engrais.**
- b Pour les entreprises **de distribution des produits à marge administrée** un acompte représentant 14 % de la marge brute est payé au plus tard le 15 du mois suivant. Cet acompte est majoré de 10 % au titre des centimes additionnels communaux. **Il s’agit des entreprise de distribution des :**
 - produits pétroliers et gaz domestique;
 - produits de la minoterie ;
 - produits pharmaceutiques ;
 - produits de la presse ;
 - **engrais.**

Le reste sans changement.

(3) Donnent lieu à perception d’un précompte :

-
-
-
-

Ne donnent pas lieu à perception d’un précompte :

- ;
- ;
- ;
- ;
- **les achats effectués par les Organismes à but non lucratif ;**
- **les achats en détail auprès des importateurs-distributeurs.**

Le taux du précompte est de :

- ;
- ;
- ;
- ;

Les achats effectués directement auprès des industriels ou en gros auprès des importateurs par des non professionnels sont réputés faits pour des besoins de revente. Ils sont à ce titre passibles du précompte sur achats au taux de 10 %.

Le reste sans changement.

CHAPITRE II
IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

SECTION III
CALCUL DE L'IMPOT

ARTICLE 70. - (1) Pour le cas spécifique des revenus des capitaux mobiliers, il est appliqué un taux libératoire de 15 % sur le revenu imposable.

Ce taux est porté à 30% pour les revenus des capitaux mobiliers versés à une personne physique ou morale domiciliée ou établie dans un territoire ou un Etat considéré comme un paradis fiscal au sens de l'article 8 ter du présent Code.

Le reste sans changement.

SECTION VI
MODALITES DE PERCEPTION

SOUS-SECTION IV
BENEFICES ARTISANAUX, INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX, BENEFICES
AGRICOLES ET BENEFICES NON COMMERCIAUX

ARTICLE 91.- (1) L'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est acquitté spontanément par le contribuable, à la Recette des impôts territorialement compétente à l'aide d'imprimés spéciaux fournis par l'Administration, de la manière suivante :

1) Régime simplifié

.....

2) Régime réel

.....

Toutefois, pour les entreprises assujetties au régime du réel **ou du simplifié** relevant des secteurs à marge administrée, le chiffre d'affaires servant de base au calcul de l'acompte de l'impôt sur les sociétés est déterminé tel que prévu par les dispositions de l'article 21 ci-dessus.

Le reste sans changement.

CHAPITRE III :
DISPOSITIONS GENERALES ET COMMUNES A L'IMPOT SUR LES SOCIETES ET
A L'IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

SECTION I :
REGIMES D'IMPOSITION

ARTICLE 93 quater.- (1)

(2)

(3) Relèvent du régime réel :

- a. les entreprises individuelles et les personnes morales qui réalisent un chiffre d'affaires annuel hors taxes égal ou supérieur à 50 millions de F CFA ;
- b. sans considération de leur chiffre d'affaires :
 - i. les nouveaux contribuables qui relèvent des secteurs pétrolier, minier, gazier, du crédit, de la microfinance, de l'assurance et de la téléphonie mobile ;
 - ii. les nouveaux contribuables qui justifient d'un agrément à l'un des régimes de la loi n° 2013/004 du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun ;
 - iii. les titulaires des charges notariales.

Le reste sans changement.

SECTION V **MESURES INCITATIVES**

D- MESURES RELATIVES A L'ACCOMPAGNEMENT FISCAL DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

I. DU PARTENARIAT FISCAL INTEGRE

ARTICLE 119 bis.- (1) L'administration fiscale peut conclure des partenariats avec des groupements de contribuables dans le but de promouvoir le civisme fiscal et d'accompagner ceux-ci dans l'accomplissement de leurs obligations fiscales.

(2) Les partenariats établis en application de l'alinéa premier du présent article donnent lieu à des obligations réciproques entre les parties.

(3) Les obligations des groupements des contribuables comprennent entre autres des engagements relatifs à l'élargissement de l'assiette fiscale, au respect des obligations déclaratives et de paiement, et à l'amélioration de la qualité des déclarations.

(4) Les obligations de l'administration fiscale recouvrent entre autres la dispense des contrôles fiscaux, l'octroi des remises de pénalités et des moratoires de paiement préférentiels.

(5) Les modalités de mise en œuvre du dispositif du Partenariat Fiscal Intégré sont précisées par un texte particulier.

G- MESURES RELATIVES A LA PROMOTION DE LA POLITIQUE DE L'IMPORT SUBSTITUTION

1. DE LA PROMOTION DU SECTEUR AGRICOLE

ARTICLE 122.- Les entreprises des secteurs de la production agricole, de l'élevage et de la pêche, bénéficient des avantages fiscaux ci-après :

a. En phase d'investissement :

- dispense des charges fiscales et patronales sur les salaires versés aux ouvriers agricoles saisonniers ;
- exonération de la TVA sur l'achat des pesticides, des engrais et des intrants, ainsi que des équipements et matériels de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche figurant à l'annexe du présent titre ;
- exonération des droits d'enregistrement des mutations de terrains affectés à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche ;
- exonération des droits d'enregistrement des conventions de prêts destinées au financement des activités agricoles, de l'élevage et à la pêche ;

- exonération de la taxe foncière des propriétés appartenant aux entreprises agricoles, d'élevage et de pêche, et affectés à ces activités, à l'exclusion des constructions à usage de bureau.

b. En phase d'exploitation :

1) Les exploitants individuels y compris lorsqu'ils sont constitués sous forme de coopératives ou de groupe d'initiative commune (GIC), ayant pour activité la production agricole, l'élevage et la pêche, bénéficient des avantages ci-après :

i. Pendant les cinq (05) premières années d'exploitation :

- exonération de la contribution des patentes ;
- exonération de l'acompte et du minimum de perception de l'impôt sur le revenu ;
- exonération de l'impôt sur les revenus.

ii. Au-delà de la cinquième (5^{ème}) année :

- exonération de la contribution des patentes ;
- paiement d'un prélèvement libératoire au titre de l'impôt sur le revenu au taux de 0,5% du chiffre d'affaires, majoré de 10% au titre des centimes additionnels communaux.

2) Les entreprises opérant dans les secteurs agricole, de l'élevage et de la pêche, qui ne relèvent pas de la catégorie visée à l'alinéa 1 ci-dessus peuvent bénéficier des avantages fiscaux prévus par la loi du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé, sous réserve du respect des conditions de fond et de forme prévues par ladite loi.

H-..... supprimé.

2. DE LA PROMOTION DE LA TRANSFORMATION LOCALE

a. Des matériaux locaux de construction

ARTICLE 123.- Les établissements publics de promotion des matériaux locaux de construction bénéficient des avantages fiscaux ci-après :

Le reste sans changement.

b. Des boissons locales

ARTICLE 124.- (1) Les boissons nouvelles dûment agréées, produites et conditionnées exclusivement à partir de la matière première locale, sauf indisponibilité absolue d'un ingrédient sur le marché local dûment constatée par les autorités compétentes, sont passibles uniquement du droit d'accises ad valorem à l'exclusion du droit d'accises spécifique visé à l'article 142 (8) 1.

Dans tous les cas, le pourcentage de la matière première issue de l'agriculture locale ne peut être inférieur à 40% des composants utilisés et les emballages servant de conditionnement, lorsqu'ils sont non retournables, doivent nécessairement être recyclés au Cameroun.

(2)

(3) En cas d'indisponibilité ou de disponibilité insuffisante de la matière première locale, constatée dans les conditions visées à l'alinéa 1 ci-dessus, pour les produits dûment agréés, le Ministre en charge des finances peut accorder des dérogations ponctuelles et limitées dans le temps, au seuil de 40% minimal requis.

(4) Les boissons locales remplissant les conditions visées à l'article 124 alinéa 1 et 2 ci-dessus bénéficient d'un abattement de la base d'imposition aux droits d'accises ad valorem à hauteur de 30% pendant les trois (03) premières années d'exploitation.

(5) La période de trois (03) ans visée à l'alinéa 4 ci-dessus court à compter de la date de promulgation de la présente loi pour les boissons nouvelles déjà agréées.

C- Des autres produits locaux

ARTICLE 124 A.- (1) Les entreprises qui procèdent dans les secteurs ci-après à la transformation sur le territoire national de la matière première locale bénéficient de l'application d'un abattement de 50 % au titre de l'acompte mensuel et de l'impôt sur le revenu, ainsi que du minimum de perception :

- le secteur de l'agriculture ;
- le secteur de l'élevage ;
- le secteur de la pêche ;
- le secteur des produits du cuir;
- le secteur de l'ébénisterie.

L'abattement prévu au présent article est valable pour une période de cinq (05) ans à compter du 1^{er} Janvier 2023.

(2) Le bénéfice du régime prévu à l'alinéa premier ci-dessus est subordonné à la validation préalable par l'administration fiscale de l'appartenance à ces secteurs d'activités.

TITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE
ET AUX DROITS D'ACCISES

CHAPITRE I
CHAMP D'APPLICATION

SECTION III
EXONERATIONS

ARTICLE 128.- Sont exonérés de la Taxe sur la Valeur Ajoutée :

6) les biens de première nécessité figurant à l'annexe 1, notamment :

- ;
- ;
- ;
- les produits du cru vendus directement par les agriculteurs, les éleveurs, et les pêcheurs.

26) Les achats des denrées alimentaires de première nécessité effectués auprès des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs par les entités publiques en charge de la régulation ou de la gestion des stocks de sécurité.

CHAPITRE II
MODALITÉS DE CALCUL

SECTION III
LIQUIDATION

B – TAUX

ARTICLE 142.- (1) Les taux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et du Droit d'accises sont fixés de la manière suivante :

(9). Pour le cas spécifique des emballages non retournables, il est appliqué un droit d'accises spécifique selon les tarifs ci-après :

- ;
- 5 FCFA par unité d'emballage non retournable, plafonné à **5%** de la valeur du produit, pour tous les autres produits.

Le reste sans changement.

TITRE IV
IMPOTS ET TAXES DIVERS

CHAPITRE IV
TAXE SUR LES TRANSFERTS D'ARGENT

C- TARIF

ARTICLE 228 quinquies.- (1) La taxe est liquidée au taux de 0,2% du montant transféré ou retiré.

(2) Pour les opérations de transfert postal de fonds, le montant de la taxe sur les transferts d'argent est plafonné au montant de la commission perçue par l'entreprise prestataire.

TITRE V
FISCALITES SPECIFIQUES

CHAPITRE I
TAXE SPECIALE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

ARTICLE 229 (nouveau).- (1) Il est institué une taxe spéciale sur les ventes des produits pétroliers ci-après :

- l'essence super ;
- le gasoil ;
- le gaz naturel à usage industriel, à l'exception du gaz acquis par les entreprises de production de l'électricité destiné au grand public, et du gaz destiné à la production locale du gaz de pétrole liquéfié.

Le reste sans changement.

ARTICLE 231.- Les tarifs de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers sont les suivants :

- ;
- ;
- **70 francs par mètre cube pour le gaz naturel à usage industriel.**

ARTICLE 232.- Le fait générateur de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers est constitué par :

- ;
- ;
- ;
- ;
- **la livraison des produits taxables par les entreprises de production ou de distribution du gaz naturel à usage industriel.**

ARTICLE 233 (nouveau).- La Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers est retenue à la source par la SCDP lors de l'enlèvement par les compagnies distributrices, et par la SONARA pour ses livraisons aux personnes morales ou physiques autres que les compagnies distributrices et **par les entreprises de production ou de distribution de gaz naturel à usage industriel pour leurs livraisons aux entreprises locales.**

ARTICLE 234 (nouveau).- Le produit de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers est partiellement affecté au Fonds Routier conformément au plafond annuel arrêté par la Loi des Finances.

Toutefois, le produit de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers sur le gaz naturel à usage industriel est entièrement affecté à l'Etat.

Article 235 (nouveau).- La taxe spéciale sur les produits pétroliers collectée par la SCDP, la SONARA **ou les entreprises de production ou de distribution du gaz naturel à usage industriel** est reversée auprès du Receveur des impôts compétents.

ARTICLE 237.- (1) La Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers collectée par la SCDP, la SONARA, l'importateur des produits taxables **et les entreprises de production ou de distribution du gaz naturel à usage industriel**, doit être reversée au plus tard le vingt (20) de chaque mois pour les opérations réalisées au cours du mois précédent, au vu de la déclaration du redevable.

Le reste sans changement.

TITRE VI
ENREGISTREMENT, TIMBRE ET CURATELLE

SOUS-TITRE II
LEGISLATION NON HARMONISEE EN ZONE CEMAC

CHAPITRE II
TARIFS DES DROITS DE TIMBRE

SECTION I
TIMBRE DE DIMENSION

ARTICLE 547.- Le tarif des papiers timbrés et droits de timbre de dimension énoncés aux articles 438 et 444 ci-dessus est fixé comme ci-après :

| Désignation | Format | Tarif |
|-------------------------------|-------------|-------------------|
| | | |
| Papier normal | (29,7 x 42) | 1 500 FCFA |
| Demi-feuille de papier normal | (21 X 29,7) | 1 500 FCFA |

SECTION II
TIMBRE SPECIAL A CERTAINS DOCUMENTS ET DIVERS

A - TIMBRES DES PASSEPORTS ET VISAS

ARTICLE 548.- Le droit de timbre sur les passeports et autres documents en tenant lieu est fixé ainsi qu'il suit :

1)

2) Visa de passeports étrangers :

Le droit de timbre pour les visas d'entrée ou de sortie sur les passeports étrangers est fixé ainsi qu'il suit :

- **Supprimé ;**
- **Supprimé ;**
- **visa pour plusieurs entrées et sorties valables de 0 à 6 mois :**
 - * **supprimé ;**
 - * **Visa normal : 100 000 F CFA ;**
 - * **Visa express : 150 000 F CFA.**
- **visa pour plusieurs entrées et sorties supérieur à 6 mois :**
 - * **Visa normal : 150 000 F CFA ;**
 - * **Visa express : 200 000 F CFA.**

Le reste sans changement.

B - CARTES D'IDENTITE ET DE SEJOUR

ARTICLE 549.- Les cartes d'identité délivrées aux personnes de nationalité camerounaise, les cartes de séjour et de résident délivrées aux personnes de nationalité étrangère, sont soumises aux droits de timbre ci-après :

1) Cartes nationales d'identité : (sans changement)

2) Carte de séjour

- **50 000 F CFA** pour les cartes de séjour délivrées aux étudiants ;
- **75 000 F CFA** pour les cartes de séjour délivrées aux travailleurs étrangers sous contrat avec l'Etat ou une collectivité publique locale et les conjoints sans emplois
- **150 000 F CFA** pour les cartes de séjour délivrées aux ressortissants des pays africains ainsi que leur renouvellement ;
- **300 000 F CFA** pour les cartes de séjour délivrées aux ressortissants des pays non africains ainsi que leur renouvellement.

3) Carte de Résident

- **75 000 FCFA** pour les cartes de résident délivrées aux membres des congrégations religieuses dument reconnues, aux conjoints sans emploi ou enfants mineurs à la charge des expatriés ainsi qu'aux épouses expatriées de camerounais lorsque ces membres de famille conservent leur nationalité d'origine ;
- **300 000 F CFA** pour les cartes de résident délivrées aux ressortissants des pays africains ;

- **750 000 F CFA** pour les cartes de résident délivrées aux ressortissants des pays non africains.

Le reste sans changement.

B bis- PERMIS DE CONDUIRE

ARTICLE 550.- a) Les permis de conduire nationaux et leurs duplicata sont soumis à un droit de timbre fiscal de **10 000 F CFA**.

b) Les certificats de capacité pour la conduite de certains véhicules urbains, sont soumis à un droit de timbre fiscal de **10 000 F CFA**.

D - PERMIS DE PORT D'ARMES

ARTICLE 553.- Les permis de port d'armes sont soumis à un droit de timbre fiscal de **100 000 F CFA**. Ce même tarif s'applique à leur duplicata et à leur renouvellement.

E - PERMIS DE CHASSE ET ACTIVITES ASSIMILEES

ARTICLE 554.- Les droits de timbre pour la délivrance des permis et des licences relatifs aux activités cynégétiques sont fixés ainsi qu'il suit :

1) Permis de chasse

a) Permis sportif de petite chasse

Gibier à plumes

- Catégorie A : (Nationaux)..... **100 000 F CFA**.
- Catégorie B : (Étrangers résidents) **150 000 F CFA**.
- Catégorie C : (Touristes)**200 000 F CFA**.

Gibier à poils :

- Catégorie A : (Nationaux). ...**100 000 F CFA**.
- Catégorie B : (Étrangers résidents) **200 000 F CFA**.
- Catégorie C : (Touristes)**300 000 F CFA**.

b) Permis sportif de moyenne Chasse

- Catégorie A : (Nationaux)**150 000 F CFA**.
- Catégorie B : (Étrangers résidents) : **300 000 F CFA**.
- Catégorie C : (Touristes)**400 000 F CFA**.

c) *Permis sportif de grande chasse*

- Catégorie A : (Nationaux) **300 000 F CFA.**
- Catégorie B : (Étrangers résidents) ... **350 000 F CFA**
- Catégorie C : (Touristes)**500 000 F CFA.**

2) Permis de capture

a) *Permis de capture à but commercial des animaux non protégés*

- Catégorie A : (Nationaux) **3 000 000 de F CFA.**
- Catégorie B : (Étrangers résidents)...**4 000 000 F CFA.**

b) *Permis de capture à but scientifique des animaux non protégés*

- Catégorie A : (Nationaux) **300 000 F CFA.**
- Catégorie B : (Étrangers résidents) **350 000 F CFA.**
- Catégorie C : (Touristes) **400 000 F CFA.**

3) Permis de collecte

a) *Les droits de permis de collecte des dépouilles et des animaux des classes B et C réservés aux nationaux sont fixés au taux unique de **300 000 F CFA** par trimestre.*

b) *Taxe de collecte des peaux et des dépouilles :*

- Varan **25 000 F CFA/peau**
- Python**50 000 F CFA/peau**

c) *Taxe forfaitaire pour les autres produits**75 000 F CFA.***

4) Permis de recherche à but scientifique : **100 000 F CFA.**

5) Licence de game farming et de game ranching : **300 000 F CFA.**

6) Licence de guide de chasse :

a) *Licence de guide de chasse titulaire*

- Catégorie A : (Nationaux)**1 000 000 F CFA.**
- Catégorie B : (Étrangers résidents) **3 000 000 F CFA.**

b) *Licence de guide de chasse assistant.*

- Catégorie A : (Nationaux) ...**500 000 F CFA.**
- Catégorie B : (Étrangers résidents)**1 500 000 F CFA.**

1) **Licence de chasse photographique :**

- Photographe amateur : **100 000 F CFA.**
- Photographe**300 000 F CFA.**
- Cinéaste amateur**500 000 F CFA.**
- Cinéaste professionnel : **750 000 F CFA.**

E bis - TIMBRE SUR CONNAISSEMENT

ARTICLE 555.- Le timbre de connaissance est de **25 000 F CFA** par connaissance, quel que soit le nombre d'exemplaires.

F bis - TIMBRE SUR CERTIFICAT D'IMMATRICULATION DES APPAREILS SOUMIS A LA TAXE SUR LES JEUX DE HASARD ET DIVERTISSEMENT

ARTICLE 557.- Les certificats d'immatriculation des appareils soumis à la taxe sur les jeux de hasard et de divertissement, ainsi que leurs duplicata, donnent lieu à la perception d'un droit de timbre dont le montant est fixé à **25 000 F CFA.**

CHAPITRE III :
OBLIGATIONS ET SANCTIONS

SECTION X
REMISE, MODERATION ET MAJORATION DES PENALITES DE RETARD ET
AMENDES

ARTICLE 571.- Conformément à l'article 410 du présent Code, la modération ou la remise gracieuse des pénalités, **est** accordée de **façon automatique suivant les mêmes modalités que celles prévues à l'article L 144 (nouveau) et L 145 du présent Code.**

..... (supprimé).

..... (supprimé).

..... (supprimé).

Le reste sans changement.

SOUS-TITRE III
CODE NON HARMONISE EN ZONE CEMAC

CHAPITRE III
TIMBRE GRADUE

SECTION II
ASSIETTE ET TARIF

ARTICLE 586.- Le taux du droit de timbre gradué est fixé comme suit, pour chaque exemplaire de l'acte, et selon la valeur maximale énoncée dans cet acte, s'il s'agit d'actes sous seing privé, pour les originaux, de la minute et des expéditions s'il s'agit d'actes notariés.

- **25 000 F CFA** pour la valeur comprise entre 0 et 1 000 000 F CFA ;
- **50 000 F CFA** pour la valeur comprise entre 1 000 001 et 20 000 000 F CFA ;
- **75 000 F CFA** pour la valeur comprise entre 20 000 001 et 50 000 000 F CFA ;
- **150 000 F CFA** pour la valeur comprise entre 50 000 001 et 100 000 000 F CFA ;
- **250 000 F CFA** pour la valeur comprise entre 100 000 001 et 500 000 000 F CFA ;
- **400 000 F CFA** au-dessus de 500 000 000 F CFA.

CHAPITRE V
DROIT DE TIMBRE SUR LES AUTOMOBILES

ARTICLE 597.- (1) Les taux du droit de timbre sur les véhicules automobiles sont fixés comme suit :

A. Pour les véhicules de transport en commun de personnes et de marchandises

- véhicules de 02 à 7 CV 15 000 FCFA ;
- véhicules de 08 à 13 CV25 000 FCFA ;
- véhicules de 14 à 20 CV 50 000 FCFA ;
- véhicules de plus de 20 CV....150 000 FCFA.

B. Pour les autres véhicules

- véhicules de 02 à 7 CV 30 000 FCFA ;
- véhicules de 08 à 13 CV50 000 FCFA ;
- véhicules de 14 à 20 CV 75 000 FCFA ;
- véhicules de plus de 20 CV....200 000 FCFA.

(2) L'application des tarifs prévus à l'alinéa 1 A du présent article est conditionnée par la présentation d'une licence de transport dûment délivrée par l'autorité compétente.

CHAPITRE VII
DROIT DE TIMBRE D'AEROPORT

ARTICLE 606.- Le droit de timbre d'aéroport est fixé à :

- i. Concernant les vols internationaux **en zone CEMAC** :
 - **25 000 F CFA par personne et par voyage.**
- ii. Concernant les vols internationaux **hors CEMAC** :
 - **40 000 F CFA par personne et par voyage en classe économique ;**
 - **120 000 F CFA par personne et par voyage en classe affaire.**
- iii. Concernant les vols nationaux : **1 000 F CFA par personne et par voyage**

LIVRE DEUXIEME
LIVRE DES PROCEDURES FISCALES

SOUS-TITRE I
ASSIETTE DE L'IMPOT

CHAPITRE UNIQUE
OBLIGATIONS DES CONTRIBUABLES

SECTION III
OBLIGATIONS DE PAIEMENT DE L'IMPOT

ARTICLE L 7.- Toute personne tenue au paiement d'un impôt, d'un droit, d'une taxe, d'une redevance, ou d'un acompte d'impôt ou taxe, ainsi qu'au versement d'impôts collectés par voie de retenue à la source auprès des tiers pour le compte de l'Etat ou de toute autre personne morale de droit public, doit s'acquitter de sa dette auprès de la Recette des Impôts dans les délais fixés par la loi.

..... :

- ;

-

Pour le cas spécifique des entreprises **relevant d'une unité de gestion spécialisée, notamment les structures en charge de la gestion des moyennes et des grandes entreprises**, les impôts, droits, taxes et redevances sont acquittés obligatoirement par télépaiement.

SECTION V
OBLIGATION DE DECLARATION DU BENEFICIAIRE EFFECTIF

ARTICLE L 8 quinquies. - (1) Sous peine d'application de l'amende prévue à l'article L 104 du Livre des Procédures Fiscales :

- a. les personnes morales ainsi que les administrateurs de constructions juridiques de droit camerounais ou étranger établis au Cameroun, qu'ils soient ou non soumis à l'Impôt sur les Sociétés ou à l'Impôt sur les Revenus des Personnes Physiques, doivent identifier leurs bénéficiaires effectifs et tenir un registre actualisé à cet effet ;
- b. le bénéficiaire effectif est tenu de fournir aux personnes visées au point (a) du présent alinéa, toutes les informations nécessaires à son identification.

(2) Les personnes visées à l'alinéa premier du présent article ou, le cas échéant, leurs mandataires, sont tenus de déclarer à l'administration fiscale, les renseignements relatifs à leurs bénéficiaires effectifs, sous peine d'amende prévue à l'article L 99 du Livre des Procédures Fiscales :

- dans un délai de trente (30) jours à compter de leur immatriculation ;
- au plus tard le quinze (15) mars de chaque année, en même temps que leur Déclaration Statistique et Fiscale.

(3) Les informations contenues dans le registre des bénéficiaires effectifs et les pièces justificatives relatives à un bénéficiaire effectif doivent être conservées pour une durée minimale de cinq (05) ans suivant la fin de l'année au cours de laquelle ce dernier a cessé de l'être, ou suivant la fin de l'année de cessation de la personne morale ou des fonctions des administrateurs des constructions juridiques.

(4) Les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par un texte particulier.

SOUS-TITRE II
CONTROLE DE L'IMPOT

CHAPITRE I
DROIT DE CONTRÔLE

SECTION III
MODALITES D'EXERCICE DU DROIT DE CONTROLE

SOUS-SECTION I
VERIFICATION SUR PLACE

ARTICLE L 14 bis.- (1)

(2) La durée des opérations de contrôle sur place prévue à l'article L 40 du présent Code, court à compter de la date du début effectif des travaux telle que précisée dans le procès-verbal prévu à l'alinéa (1) ci-dessus.

SOUS-SECTION IV
PROCEDURE DU DIALOGUE DE CONFORMITE

ARTICLE L 22 ter.- (1) Nonobstant les dispositions des articles L 21 et L 22 du Livre des procédures Fiscales et sous réserve des dispositions des articles L34 et L 36 du même livre, l'administration peut, sur la base des déclarations souscrites par un contribuable ou des informations extra comptables en sa possession, engager un dialogue de conformité visant à clarifier, et le cas échéant à régulariser la situation fiscale de ce dernier.

(2) L'administration adresse à cet effet au contribuable une invitation écrite à une séance de travail huit (08) jours au moins avant la date de sa tenue. Celle-ci doit préciser l'objet de la séance ainsi que les éléments à produire le cas échéant.

(3) Le dialogue de conformité peut déboucher :

- soit sur des régularisations spontanées lorsque le contribuable reconnaît le bien fondé des observations de l'administration fiscale. Ces régularisations ne donnent pas lieu à application des pénalités.
- soit sur une programmation pour un co ntrôle fiscal lorsque des divergences subsistent entre les parties au terme des échanges contradictoires.

(4) Le délai des échanges contradictoires dans le cadre du dialogue de conformité ne saurait dépasser quarante-cinq (45) jours à, compter de la date de la première séance de travail y relative.

(5) Dans tous les cas, le dialogue de conformité ne peut donner lieu directement à une notification de redressement ou à une taxation d'office.

(6) Le dialogue de conformité donne obligatoirement lieu à un procès-verbal dressé et signé par les deux parties. Mention de l'éventuel refus de signer est faite sur ledit procès-verbal.

SECTION IV
PROCEDURE DE REDRESSEMENT

SOUS-SECTION I BIS
DU CONTROLE QUALITE DES REDRESSEMENTS

ARTICLE L 28 bis.- (1) Le contribuable contrôlé ou le service en charge du contrôle peut à tout moment de la procédure de contrôle fiscal, mais avant l'émission de l'avis de mise en recouvrement, saisir le Directeur Général des Impôts d'une demande d'arbitrage sur certains chefs de redressements envisagés lorsque les divergences de vues entre les parties sont manifestes et les niveaux d'imposition envisagés sont de nature à préjudicier la poursuite de l'activité de l'entreprise.

(2) Le recours prévu à l'alinéa premier ci-dessus suspend le décompte des délais de procédure de contrôle.

(3) L'arbitrage rendu dans le cadre de ce recours lie le service de contrôle.

SOUS-SECTION IV
PROCEDURE DE RESCRIT FISCAL

ARTICLE L 33 bis.- (1) Tout contribuable peut, préalablement à la conclusion d'une opération sous la forme d'un contrat, d'un acte juridique ou d'un projet quelconque, solliciter l'avis de l'Administration sur le régime fiscal qui lui est applicable.

Lorsque le contribuable a fourni à l'Administration l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de la portée véritable de l'opération en cause, la position énoncée par celle-ci garantit le contribuable contre tout changement d'interprétation ultérieur.

(2) L'absence de réponse de l'administration, dans un délai de trois mois, à une demande de rescrit d'un redevable ayant fourni l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de la portée de l'opération envisagée, vaut acceptation tacite de la position énoncée par le redevable dans sa demande. Dans ce cas, la garantie prévue à l'alinéa précédent s'applique également.

SOUS-SECTION V
PROCEDURE D'ACCORD PREALABLE EN MATIERE DE PRIX DE TRANSFERT

ARTICLE L 33 ter.- (1) Les entreprises qui sont directement ou indirectement sous la dépendance ou qui contrôlent d'autres entreprises situées hors du Cameroun au sens des dispositions de l'article 19 bis du présent code, peuvent solliciter auprès de l'administration fiscale la conclusion d'un accord préalable sur la méthode de détermination des prix de transfert pour une période ne dépassant pas quatre (04) exercices.

(2) Les modalités de mise en œuvre du présent article sont fixées par un texte particulier.

SOUS-TITRE III
RECouvreMENT DE L'IMPOT

CHAPITRE III
GARANTIES DE RECouvreMENT

SECTION III
SOLIDARITE DE PAIEMENT

ARTICLE L 86 bis.- (1) En cas de cession indirecte d'actions, d'obligations et autres parts de capital d'une entreprise de droit camerounais, y compris les droits portant sur les ressources naturelles, celle-ci est tenue de :

- déclarer cette cession à son Centre des Impôts de rattachement dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la signature dudit ou desdits contrats. Ce délai est porté à trois (03) mois lorsque la cession a lieu à l'étranger ou fait intervenir des entités de droit étranger ;
- produire un document explicatif du mode de valorisation des actifs cédés.

(2) En cas de non-respect des obligations visées à l'alinéa 1 ci-dessus, l'Administration fiscale dispose de la faculté de procéder à l'évaluation de la plus-value potentielle de l'opération par tous moyens.

(3) L'évaluation administrative de la plus-value est opposable aux redevables réels et légaux, à charge pour ces derniers d'en apporter la preuve contraire.

SOUS-TITRE IV **SANCTIONS**

CHAPITRE I **SANCTIONS FISCALES**

SECTION I **PENALITES D'ASSIETTE**

SOUS-SECTION II **ABSENCE DE DECLARATION**

ARTICLE L 99.- (1) Donne lieu à une amende forfaitaire égale à un million (1 000 000) F CFA, le dépôt, après mise en demeure, d'une déclaration faisant apparaître un impôt néant ou un crédit.

(2) Donne lieu à l'application d'une amende d'un million (1 000 000) F CFA par mois, après mise en demeure :

- le non dépôt dans les délais des déclarations prévues aux articles 18 (3), 18 bis, 101,102, 242, 104 ter **et L 8 quinquies** ;
- **l'absence ou le défaut de mise à jour des registres prévus aux articles 18 bis et L 8 quinquies.**

Le reste sans changement.

SECTION II **SANCTIONS PARTICULIERES**

ARTICLE L 104.- Une amende forfaitaire pouvant aller jusqu'à cinq millions (5 000 000) de F CFA est appliquée à toute personne ayant communiqué de fausses informations, qui s'est opposée au droit de communication ou à l'avis à tiers détenteur, ou qui s'est abstenue de communiquer les informations ou documents requis par l'Administration fiscale en vertu des dispositions des articles 18 (4), 18 ter, 79, 93 decies (6), 245, 598 bis, L1, L 6, **L 8 quinquies** et L 48 ter du Livre des Procédures Fiscales. De même, une astreinte de cent mille (100 000) francs par jour de retard, au-delà des délais indiqués sur la demande, est appliquée à toute tentative de différer l'exécution du droit de communication ou de l'avis à tiers détenteur.

Le reste sans changement.

CHAPITRE II **SANCTIONS PENALES**

SECTION I
PEINES PRINCIPALES

ARTICLE L 108.- Est également puni des peines visées à l'article L 107 ci-dessus quiconque :

- omet de passer ou de faire passer des écritures ou fait passer des écritures inexactes ou fictives, dans les livres-journaux et d'inventaire prévus par l'Acte Uniforme OHADA, ou dans les documents qui en tiennent lieu, ainsi que toute personne qui est convaincue d'avoir établi ou aidé à établir de faux bilans ;
- par voies de fait, de menaces ou manœuvres concertées, organise ou tente d'organiser le refus collectif de l'impôt, ou incite le public à refuser ou à retarder le paiement de l'impôt ;
- **par voies de fait, de menaces ou manœuvres individuelles, organise ou tente d'organiser le refus de paiement de ses impôts ;**
-

SECTION III
DEPOT DE PLAINTES

ARTICLE L 112.- Sous peine d'irrecevabilité, les plaintes visant l'application des sanctions prévues à l'Article L 107 ci-dessus, sont déposées par le ministre en charge des finances, **suite aux procès-verbaux établis par les agents assermentés de l'administration fiscale** ayant au moins le grade d'inspecteur et ayant pris une part personnelle et directe à la constatation des faits constitutifs de l'infraction.

..... (Supprimé).
..... (Supprimé).

ARTICLE L 113.- Les plaintes peuvent être déposées sans qu'il soit nécessaire de mettre au préalable le contribuable en demeure de régulariser sa situation. Elles peuvent être déposées jusqu'à la fin de la quatrième année au cours de laquelle l'infraction a été commise.

..... (Supprimé).

SOUS-TITRE V
CONTENTIEUX DE L'IMPOT

CHAPITRE I
JURIDICTION CONTENTIEUSE

SECTION I
RECOURS PREALABLE DEVANT L'ADMINISTRATION FISCALE

SOUS-SECTION II
RECLAMATIONS

ARTICLE L 116.- (1)

(4) Le Chef de Centre régional des impôts **et** le Directeur en charge des grandes entreprises disposent chacun d'un délai de trente (30) jours pour répondre à la réclamation du contribuable. **Ce délai est porté à quarante-cinq (45) jours** pour le Directeur Général des impôts. Ces réponses doivent être motivées en fait et en droit.

ARTICLE L 118 (nouveau).- **(1)** Lorsque la décision du Chef de Centre Régional, du Directeur chargé de la gestion de grandes entreprises ou du Directeur Général des Impôts ne donne pas entièrement satisfaction au demandeur, celui-ci doit adresser sa réclamation au ministre chargé des finances dans les conditions fixées à l'article L 119 ci-dessous.

(2) En cas de silence du Chef de Centre Régional, du Directeur chargé de la gestion de grandes entreprises ou du Directeur Général des Impôts au terme des délais **fixés à l'article L 116 ci-dessus**, le contribuable peut saisir d'office le Ministre en charge des finances.

SOUS-SECTION III
SURSIS DE PAIEMENT

ARTICLE L 121 (nouveau). - **(1)** Le contribuable qui conteste le bien-fondé ou le montant d'une imposition mise à sa charge, peut obtenir le sursis de paiement administratif de la partie contestée desdites **impositions**, dans les conditions ci-après :

Le reste sans changement.

ARTICLE L 121 bis. – **(1)** Nonobstant les dispositions de l'article L 121 (nouveau) ci-dessus, **bénéficie d'un sursis de paiement, les contribuables qui sollicitent :**

- **le dégrèvement d'office des impositions émises à leur charge suite à une erreur matérielle imputable au système informatique de l'administration fiscale. Le sursis est également accordé lorsque la demande est initiée par les services fiscaux ;**
- **une remise gracieuse des pénalités ou un moratoire ;**

(2) Le sursis de paiement visé à l'alinéa premier du présent article cesse d'avoir effet à compter de la date de notification de la décision de l'administration.

CHAPITRE II
JURIDICTION GRACIEUSE

SECTION II
DEMANDES DES CONTRIBUABLES

SOUS-SECTION I
FORME DE LA DEMANDE

ARTICLE L 143.- (1) Les demandes tendant à obtenir soit une remise, soit une modération doivent être adressées à l'autorité compétente en application des dispositions de l'article L 145 du présent code.

Supprimé.

(2) Les demandes visées à l'alinéa 1 ci-dessus peuvent être introduites à travers l'application informatique de l'Administration fiscale suivant les modalités qui seront précisées par voie réglementaire.

SOUS-SECTION II
DECISION DE L'ADMINISTRATION

ARTICLE L144 (nouveau).- (1) Sous réserve des dispositions de l'article L 96 bis du Livre des Procédures Fiscales, les remises et modérations sont automatiquement accordées au contribuable suivant les modalités ci-après :

- pour les contribuables du circuit vert : abattement de 50% du montant des pénalités et intérêts de retard dus ;
- pour les contribuables du circuit orange : abattement de 25% du montant des pénalités et intérêts de retard dus ;
- pour les contribuables du circuit rouge : aucun abattement du montant des pénalités et intérêts de retard dus.

(2) Au sens des dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus :

a. Sont considérés comme contribuables du circuit vert, ceux à jour de leurs obligations déclaratives et de paiement et relevant d'un partenariat intégré ou d'un Centre de gestion agréé.

Relèvent également du circuit vert, les contribuables remplissant à la date d'introduction de leurs demandes les critères cumulatifs ci-après :

- ne pas avoir d'arriérés fiscaux ou disposer d'un sursis de paiement ou d'un moratoire ;
- ne pas avoir fait l'objet d'une taxation d'office durant les trois (03) derniers exercices ;
- ne pas avoir fait l'objet de redressements fiscaux ayant entraîné l'application des pénalités de mauvaise foi au cours des trois (03) derniers exercices.

b. Sont considérés comme contribuables du circuit orange, les contribuables remplissant à la date d'introduction de leurs demandes les critères cumulatifs ci-après :

- ne pas avoir d'arriérés fiscaux ou disposer d'un sursis de paiement ou d'un moratoire ;
 - ne pas avoir fait l'objet d'une taxation d'office durant les trois (03) derniers exercices.
- c. Sont considérés comme contribuables du circuit rouge, ceux n'appartenant à aucune des catégories ci-dessus.

L'administration fiscale publie, en cas de besoin, la liste des contribuables du circuit vert.

ARTICLE L 145.- (1) Les remises ou modérations peuvent être notifiées en ligne par le système informatique de la Direction Générale des Impôts.

(2) Toutefois, le Ministre des Finances et le Directeur Général des Impôts peuvent, dans la limite de leurs seuils de compétence ci-après, accorder des remises ou modérations supérieures aux taux fixés à l'article L144 (nouveau) ci-dessus en cas de difficulté financière manifeste et dument établie :

- par le Directeur Général des Impôts dans la limite de **deux cent cinquante millions (250 000 000) F CFA**, pour les impôts et taxes en principal et de **deux cent cinquante millions (250 000 000) F CFA** pour les pénalités et majorations ;
- par le Ministre chargé des finances pour les impôts et taxes en principal dont les montants sont supérieurs à **deux cent cinquante millions(250 000 000) F CFA**, ainsi que pour les pénalités et majorations dont les montants sont supérieurs à **deux cent cinquante millions (250 000 000) F CFA**.

LIVRE TROISIEME FISCALITE LOCALE

TITRE II DES IMPOTS COMMUNAUX

CHAPITRE IX DE LA TAXE DE SEJOUR

ARTICLE C52 ter.- Le produit de la taxe de séjour est affecté à la commune du lieu de situation de l'établissement d'hébergement à concurrence de **30%**.

CHAPITRE TROISIEME DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTRES RESSOURCES

ARTICLE DIX-HUITIEME.- Précision du sort fiscal de l'écart de réévaluation sur les immobilisations non amortissables et amortissables et extension de la mesure d'étalement de l'imposition de l'écart de réévaluation libre jusqu'au 31 décembre 2025.

- 1) L'entreprise qui procède à une réévaluation libre de l'ensemble de ses immobilisations corporelles et financières dans les conditions prévues aux articles 62 à 65 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit comptable et à l'information financière, peut réintégrer l'écart de réévaluation afférent aux immobilisations amortissables dans ses bénéfices imposables, à parts égales sur une période de cinq (05) ans.
- 2) **L'écart de réévaluation afférent aux immobilisations non amortissables peut ne pas être pris en compte pour la détermination du résultat imposable de l'exercice au titre duquel elle procède à cette réévaluation.**
- 3) **La dispense d'imposition de l'écart de réévaluation prévue à l'alinéa 2 ci-dessus est subordonnée à l'engagement de l'entreprise de calculer la plus-value ou la moins-value réalisée ultérieurement lors de la cession des immobilisations non amortissables, d'après leur valeur non réévaluée.**
- 4) **La cession d'une immobilisation amortissable entraîne l'imposition immédiate de la fraction de l'écart de réévaluation afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée à la date de la cession.**
- 5) **La présente mesure est limitée aux opérations de réévaluation en cours jusqu'au 31 décembre 2025.**

ARTICLE DIX-NEUVIEME.- Retrait des agréments aux régimes d'incitations fiscales

Sur proposition des administrations fiscales et douanières, les Agences en charge de la promotion des investissements procèdent au retrait des agréments accordés en application de la loi n° 2013/004 du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé en République du Cameroun, dans les cas ci-après :

- **usage non conforme par l'investisseur des avantages fiscaux et douaniers à eux accordés;**
- **non-respect, par l'investisseur des délais légaux fixés par les articles 5 et suivants de ladite loi pour la mise en place de leurs projets.**

ARTICLE VINGTIEME.- Dispositions générales relatives aux recettes non fiscales.

- 1) L'assiette, la gestion, le recouvrement et le régime des pénalités des recettes non fiscales relèvent de la compétence de l'administration chargée de la régulation budgétaire de concert avec les administrations sectorielles concernées.
- 2) Les modalités de recouvrement des recettes non fiscales sont celles définies par les dispositions du Livre des Procédures Fiscales du Code Général des Impôts, sous réserve des dispositions particulières et spécifiques qui se rapportent auxdites recettes.

- 3) La prise en charge, la comptabilisation, l'encaissement et la centralisation des recettes visées ci-dessus relèvent de l'administration chargée du Trésor Public.
- 4) Les modalités pratiques de mise en œuvre des dispositions ci-dessus visées sont déterminées par des textes du Ministre en charge des finances, le cas échéant.
- 5) Les modalités de répartition et d'affectation des recettes non fiscales sont déterminées par un arrêté du Ministre en charge des finances en liaison avec les Administrations concernées.

ARTICLE VINGT-UNIEME.- Dispositions relatives aux recettes des prestations consulaires

Les dispositions de l'article vingt-unième de la loi n°2021/026 du 16 décembre 2021 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022 sont modifiées et complétées comme suit :

« ARTICLE VINGT-UNIEME (nouveau).-

- 1) **Les recettes issues des prestations consulaires portent notamment sur les recettes fiscales et des recettes de services régulièrement inscrites dans le budget de l'Etat.**
- 2) **Les recettes des prestations consulaires sont constituées notamment :**
 - **des frais de visa papier ;**
 - **des frais d'e-visa ;**
 - **des frais des cartes consulaires ;**
 - **des frais des laissez-passer ;**
 - **des frais d'authentification internationale des documents ;**
 - **des frais de production des plaques diplomatiques ;**
 - **des frais d'authentification de la traduction des documents officiels entrants/sortants du Cameroun ;**
 - **des frais d'inscription des traducteurs agréés au répertoire du Ministère des Relations Extérieures ; et**
 - **des frais de consultation des Archives diplomatiques.**
- 3) **Les recettes fiscales des prestations consulaires issues des droits de timbre pour visa et pour laissez-passer sont encaissées aux tarifs fixés par l'article 548 du Code Général des Impôts.**
- 4) **Les recettes de service des prestations consulaires sont encaissées aux tarifs ci-après :**

- **Les frais d'authentification internationale** des actes de l'état civil, des actes de la juridiction civile et commerciale, des actes notariés, des diplômes, des actes administratifs et tout autre document assimilé, sont fixés à **20 000 FCFA**.
- **Les frais de production des plaques diplomatiques** pour les véhicules des représentations diplomatiques et des organismes internationaux installés au Cameroun, sont fixés à **50 000 FCFA**.
- **Les frais d'authentification de la traduction des documents officiels entrants/sortants du Cameroun**, constitués des actes de l'état civil, des actes de la juridiction civile et commerciale, des actes notariés et des actes administratifs, sont fixés à **20 000 FCFA par document**.
- **Les frais d'inscription des traducteurs agréés au répertoire du Ministère des Relations Extérieures, s'agissant de** la traduction de tout document requis par les ambassades et représentation consulaire étrangères installées au Cameroun, sont fixés à **150 000 FCFA par traducteur par an**.
- **Les frais de consultation des Archives diplomatiques** du Ministère des Relations Extérieures sont fixés à **10 000, 25 000 et 50 000 FCFA**.
- **Les frais pour les cartes consulaires** sont fixés à **15 000 FCFA**.
- **Les frais pour les laissez-passer** sont fixés à **75 000 FCFA**.

5) **L'encaissement des recettes issues des prestations consulaires est effectué exclusivement par voie électronique.**

6) **Il peut le cas échéant être concédé à un prestataire privé dans les conditions fixées par les textes applicables en la matière. Ce dernier est soumis à la législation fiscale en vigueur.**

7) **Les recettes des droits de timbre pour visa visés à l'article 548 du Code Général des Impôts sont réparties ainsi qu'il suit :**

- ✓ **Pour le droit de timbre pour visa normal de 100 000 FCFA d'une validité de six (06) mois :**
 - **timbre sur demande de visa : 1 500 FCFA ;**
 - **droit de timbre pour visa : 50 000 FCFA ;**
 - **rémunération du prestataire : 32 500 FCFA ;**
 - **quote-part des administrations : 6 000 FCFA ;**
 - **droit et frais administratifs : 10 000 FCFA**
- ✓ **Pour le droit de timbre pour visa express de 150 000 FCFA d'une validité de six (06) mois :**

- timbre sur demande de visa : 1 500 FCFA ;
 - droit de timbre pour visa : 50 000 FCFA ;
 - rémunération du prestataire : 32 500 FCFA ;
 - quote-part des administrations : 6 000 FCFA ;
 - droit et frais administratifs : 60 000 FCFA
- ✓ Pour le droit de timbre pour visa normal de 150 000 FCFA de plus de (06) mois :
- timbre sur demande de visa : 1 500 FCFA ;
 - droit de timbre pour visa : 100 000 FCFA ;
 - rémunération du prestataire : 32 500 FCFA ;
 - quote-part des administrations : 6 000 FCFA ;
 - droit et frais administratifs : 10 000 FCFA
- ✓ Pour le droit de timbre pour visa express de 200 000 FCFA de plus de (06) mois :
- timbre sur demande de visa : 1 500 FCFA ;
 - droit de timbre pour visa : 100 000 FCFA ;
 - rémunération du prestataire : 32 500 FCFA ;
 - quote-part des administrations : 6 000 FCFA ;
 - droit et frais administratifs : 60 000 FCFA
- 8) Les recettes des cartes consulaires sont réparties ainsi qu'il suit :
- timbre de dimension : 1 500 FCFA ;
 - rémunération du prestataire : 10 000 FCFA ;
 - quote-part des administrations : 3 500 FCFA.
- 9) Les recettes d'authentification internationale des documents sont réparties ainsi qu'il suit :
- timbre de dimension : 1 500 FCFA ;
 - rémunération du prestataire : 10 000 FCFA ;
 - quote-part des administrations : 3 500 FCFA.
 - droit et frais administratifs : 5 000 FCFA

10) Les modalités de répartition des quotes-parts des recettes consulaires affectées aux administrations aux alinéas (7), (8) et (9) ci-dessus sont définies par voie réglementaire.

ARTICLE VINGT-DEUXIEME.- Dispositions relatives aux recettes issues de l'apposition du visa sur les contrats des travailleurs de nationalité étrangère

- 1) Il est institué un prélèvement au titre des frais de visa de travail apposé sur les contrats des travailleurs de nationalité étrangère.
- 2) Y sont assujettis, tous les personnes physiques de nationalité étrangère qui sollicite un contrat de travail sur le territoire Camerounais, sous réserve des conventions internationales.
- 3) Le prélèvement sus visé est fixé à :
 - L'équivalent de deux (02) mois de salaire et traitement brut pour les travailleurs non africains ;
 - L'équivalent d'un (01) mois de salaire et traitement brut pour les travailleurs africains, avec abattement de 50%.

ARTICLE VINGT-TROISIEME.- Dispositions relatives aux recettes domaniales, cadastrales et foncières.

Les tarifs des droits afférents aux opérations domaniales, cadastrales et foncières énumérées à l'article treize de la loi de Finances n° 91/003 du 30 juin 1991 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 1991-1992 sont modifiés comme suit :

« ARTICLE TREIZE (nouveau).-

L'article 14 de la Loi de finances n°90/001 du 29 Juin 1990 est modifié ainsi qu'il suit :

ARTICLE 14.- (nouveau).-

Alinéa 1^{er}- Les tarifs des droits afférents aux opérations domaniales, cadastrales et foncières énumérées à l'article 19 de l'ordonnance n° 74/1 du 6 Juillet 1974 fixant le régime foncier sont modifiés ainsi qu'il suit :

I. ETABLISSEMENT DU TITRE FONCIER

a) Par voie d'immatriculation sur le domaine national de 1^{ère} catégorie ;

- 10 francs par m² dans la zone urbaine, minimum à percevoir : 10 000 francs ;
- 5 francs par m² dans la zone rurale, minimum à percevoir : 5 000 francs ;

b) Par morcellement des propriétés existantes

- 3 % du prix d'achat en cas d'acquisition onéreuse ;
- 2 % de la valeur vénale énoncée par l'acte notarié en cas d'acquisition gratuite.

c) Par transformation d'un acte en Titre Foncier

- 2 % de la valeur vénale de l'immeuble calculé sur la base du prix des terrains domaniaux dans la localité.

d) Par fusion des Titres Fonciers :

- 1 % de la valeur vénale des immeubles à fusionner

e) Retrait d'indivision

50 000 francs par titre foncier

f) Délivrance du duplicatum du titre foncier

50 000 francs par titre foncier

g) Demande en rectification, en diminution ou en augmentation

50 000 francs par titre foncier

II. INSCRIPTIONS DIVERSES DANS LE LIVRE FONCIER

a) Hypothèques et privilèges

- 1,25 % de la valeur vénale des immeubles concernés ;

b) Mutations totales

- Par vente : 4 % du prix d'achat ;
- par décès : 1 % de la valeur vénale déclarée de l'immeuble ;
- par échange : 2 % de la valeur énoncée par l'acte notarié ;
- par apport au capital des Sociétés : 2 % de la valeur des actions correspondantes ;
- Par donation entre vifs : 2 % de la valeur vénale énoncée par l'acte notarié.

c) Inscription des Baux

2 % du montant total des loyers calculés sur la durée du bail.

d) Radiations d'hypothèque

100 000 francs par titre foncier

e) Prénottations judiciaires du titre foncier

250 000 francs par titre foncier

f) Rétraction d'ordonnance judiciaire

50 000 francs par titre foncier

g) Commandements, mise à jour des copies de titres fonciers et toutes autres inscriptions :

15 000 francs par titre foncier.

III. DELIVRANCE DES RELEVES ET DES CERTIFICATS

- Certificat de propriété, de dépôt, de visa d'acquisition ou tout autre certificat attestant la propriété immobilière ou l'inscription des droits immobiliers ; 25 000 francs par dossier pour les personnes physiques et 50 000 francs pour les personnes morales.
- Relevé immobilier ; 50 000 francs par titre foncier.

IV. TARIFICATION DE L'INSCRIPTION OU DE L'EXAMEN DES OPPOSITIONS

Les tarifs des taux afférents à l'inscription ou à l'examen des oppositions prévues à l'article 16 du décret n° 76/165 du 27 Avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier sont fixés ainsi qu'il suit :

100 000 francs en zone urbaines et 50 000 francs en zone rurale.

V. TRAVAUX TOPOGRAPHIQUES ET CADASTRAUX

Ces travaux se répartissent en deux groupes :

- travaux topographiques de terrain ;
- travaux de bureau.

V.1 – travaux topographiques

Entrent dans ce groupe, les travaux planimétriques et altimétriques.

V.1-1- Les travaux planimétriques :

a) Les bornages :

Les bornages d'immatriculation, de concession, de morcellement et de délimitation simple. Pour l'exécution de ces travaux, il est perçu :

Terrain situés à l'intérieur du périmètre urbain

- 50 000 F CFA pour une superficie inférieure ou égale à 5 000 m² ;
- 500 F CFA en zone urbaine et 1 000 francs en zone rurale par are supplémentaire pour une superficie supérieure à 5 000 m².

Terrains situés hors du périmètre urbain

- 25 000 F CFA pour une superficie inférieure ou égale à 5 hectares ;
- 50 000 F CFA pour une superficie comprise entre 5 hectares et 20 hectares ;
- 10 000 F CFA par hectare supplémentaire au-delà de 20 hectares.

b)-Divers travaux planimétriques

Rentrent dans cette catégorie :

- Le rétablissement et suppressions des limites ;
- Les vérifications et rectifications des limites ;
- Les implantations ;
- La mise à jour des plans cadastraux ;
- Le rattachement au réseau géodésique ;
- Les expertises foncières.

Pour ces travaux, il est perçu :

- un droit fixe de 25 000 F.CFA avant toute descente sur le terrain ;
- 5 000 F.CFA par borne reconstituée, rectifiée ou implantée ;
- 5 000 F.CFA pour la mise à disposition des fiches signalétiques ;
- Les frais de rédaction des procès-verbaux sont compris dans ces tarifs.

V.1-2 –Travaux altimétriques

Ce groupe concerne les levés avec points cotés et éventuellement traçage de courbes de niveau.

Pour ces travaux, il est perçu :

- 35 000 F.CFA pour une superficie égale ou inférieure à 1 000 m² ;
- 7000 F.CFA par are supplémentaire pour une superficie supérieure à 1 000 m².

Rentrent dans ce groupe, les plans topographiques et topométriques, les plans de masses et de situation pour les permis de bâtir et les plans d'études diverses.

Pour le calcul des droits à verser, la contenance est arrondie à l'are ou à l'hectare supérieur.

- Les tarifs mentionnés ci-dessus couvrent les frais de reconnaissance, de réalisation de canevas d'appui, de levée sur le terrain, de calcul, de dessin du plan minute et du calque, de la fourniture de 9 tirages de plans et éventuellement d'un procès-verbal de bornage.
- La fourniture, le transport et la mise en place des bornes sont à la charge des requérants qui, en outre, doivent prendre des dispositions afin que les débroussailllements soient effectués avant le passage des géomètres.
- Lorsque le requérant dûment convoqué à trois reprises, ne se présente pas et ne se fait pas représenter le jour de la descente des géomètres sur le terrain, il est dressé un procès-verbal de carence et les frais liquidés à l'avance ne lui sont pas restitués. Il en est de même lorsque le requérant refuse de fournir les bornes et de procéder au débroussaillage des limites.

V.2 – travaux de bureau

Rentrent dans ce groupe :

- les tirages de plan ;
- le dossier de plan ;
- la mise à jour des plans.

V.2-1– Tarifs des tirages de plans

a) Tirage de plans de bornages planimétriques

- format 21 x 31 cm..... 150 francs par tirage ;
- format 26 x 37 cm..... 250 F.CFA par tirage ;
- format 37 x 52 cm..... 300 F. CFA par tirage ;
- format 52 x 105 cm.....1 000 F.CFA par tirage.

b) Tirage et cession de plans spéciaux

- feuilles de plan cadastral 105 x 75 cm : 10 000 F CFA par tirage ;
- fiche de point géodésique du canevas national : 3 000 F CFA par tirage ;

- fiche de point triangulation locale : 1 000 F CFA par tirage ;

- contre - calque d'une feuille de plan cadastral : 50 000 F CFA par contre-calque ;
- plans de situation pour débit de boissons : (dessin du calque et fourniture de 4 tirages) 10 000 F CFA.

V.2-2 – Tarifs de dessin de plans cadastraux et topométriques

Les frais sont calculés en fonction de la densité des détails à dessiner et du temps mis. L'exécution des travaux topographiques et cadastraux, ainsi que la délivrance des extraits sont subordonnées au paiement à l'avance, par le bénéficiaire, des frais ci-dessus indiqués, lorsque la superficie exacte ou le nombre de bornes à poser ne sont pas connus avant le démarrage des travaux.

Le reliquat est liquide à la fin des travaux et avant la signature et la livraison des plans et documents au bénéficiaire.

Dans toutes les transactions immobilières et foncières, la description et l'identification des immeubles bâties et non bâties relèvent du Cadastre.

Aucun plan ou extrait de plan ne doit être accepté par les autorités administratives, judiciaires ou par les officiers ministériels, s'il n'est pas revêtu du visa de contrôle de ce service.

Les reproductions, les tirages et photocopies par des tiers des documents de service, à savoir : fiches géodésiques, extraits cadastraux, plans cadastraux et plans de bornage, à des fins de cession gratuite ou onéreuse sont interdites.

- a) Les travaux exécutés pour le compte des administrations et des collectivités locales bénéficient d'une réduction de 50 % sur les tarifs visés ci-dessus. Les frais de débroussaillage, de fourniture et de pose des bornes sont à la charge de ces administrations.
- b) Les états de cessions établis à cet effet sont liquidés par les gestionnaires des crédits qui doivent justifier de l'existence des crédits avant le démarrage des travaux.
- c) Les plans de toutes natures soumis au contrôle et au visa du Cadastre par les géomètres agréés inscrits à l'ordre des Géomètres sont soumis au droit de timbre fiscal.
- d) En cas de confection du plan cadastral, les propriétaires des immeubles bornés au cours des opérations doivent payer les frais de bornage de leurs parcelles si ceux-ci ne l'étaient pas avant le démarrage des travaux.

VI. CONCESSIONS DES DEPENDANCES DU DOMAINE NATIONAL

La redevance de base des concessions des dépendances du domaine national prévues à l'article 15 du décret n° 76/166 du 27 Avril 1976 fixant les modalités de gestion du domaine national est, suivant la nature et l'affectation du terrain, fixée ainsi qu'il suit au mètre carré :

a) Concession provisoire

| Affectation du terrain | Terrain urbain/m ² | Terrain rural/m ² |
|------------------------|-------------------------------|------------------------------|
| Résidentiel | 2 000 f cfa | 1 000 f cfa |
| commercial | 3 000 f cfa | 1 500 f cfa |
| Industriel | 900 f cfa | 450 f cfa |
| Social | 300 f cfa | 150 f cfa |
| Culturel | 150 f cfa | 80 f cfa |
| Agricole | 50 f cfa | 25 f cfa |
| cultuel | 10 f cfa | 10 f cfa |

b) Concession définitive (transformation en titres foncier).

Il est prélevé 1% de la redevance foncière.

VII. LES BAUX (SUR LE DOMAINE PRIVE DE L'ETAT ET SUR LE DOMAINE NATIONAL)

a) Baux sur le domaine privé de l'Etat (ordinaire et/ou emphytéotique)

Les dispositions en vigueur sont celles du décret n° 2014/3211/PM fixant les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'Etat.

b) Baux sur le domaine national (ordinaire et/ou emphytéotique)

| Affectation du terrain | Terrain urbain/ m ² | Terrain rural/ m ² |
|------------------------|--------------------------------|-------------------------------|
| Résidentiel | 2 000 francs | 1 000 f cfa |
| commercial | 3 000 francs | 1 500 f cfa |
| Industriel | 900 francs | 450 f cfa |
| Social | 300 francs | 150 f cfa |
| Culturel | 150 f cfa | 80 f cfa |
| Agricole | 50 f cfa | 25 f cfa |
| cultuel | 10 f cfa | 10 f cfa |

c) Autres redevances sur le domaine privé de l'Etat

• **Redevance suite à la vente de gré à gré et vente par adjudication publique ;**

Les dispositions en vigueur sont celles du décret n° 2014/3211/PM fixant les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'Etat.

• **Redevance suite à la transformation de l'arrêté d'homologation de vente de gré à gré en titre foncier**

4% du montant de la redevance domaniale.

VIII. REDEVANCE SUR L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Les dispositions en vigueur sont celles du décret n° 2014/3211/PM fixant les prix minima applicables aux transactions sur les terrains relevant du domaine privé de l'Etat.

IX. TAXE D'ENCOMBREMENT

Les dispositions de la délibération n° 44/53 de l'Assemblée Territoriale du Cameroun, du 07 mai 1953 relatives à la taxe d'encombrement sont modifiées ainsi qu'il suit :

| Nature du produit pétrolier | Montant annuel / pistolet de distribution |
|------------------------------------|--|
| Essence super | 35 000 f cfa |
| Gasoil | 35 000 f cfa |
| Pétrole lampant | 25 000 f cfa |

ARTICLE VINGT-QUATRIEME.- Dispositions relatives aux amendes issues de la protection du patrimoine routier.

1) Les amendes visées par la loi n° 2022/ 007 du 27 avril 2022 portant protection du patrimoine routier national sont constituées :

- des amendes infligées pour dépassement du poids total autorisé en charge ou au dépassement de la charge à l'essieu ;
- des amendes infligées pour non-respect du gabarit des véhicules ;
- des amendes infligées pour hors gabarit dû aux dimensions de la charge transportée ;
- des amendes infligées pour refus de conduire le véhicule à la pesée ;

2) Le tarif des amendes visées à l'alinéa 1 ci-dessus sont fixées ainsi qu'il suit :

- Pour les amendes infligées à toute personne physique ou morale qui met en circulation un véhicule dépassant le poids total autorisé en charge et/ou en charge à l'essieu sont fixées ainsi qu'il suit :
 - Surcharge inférieure à cinq (05) tonnes : cinquante mille (50 000) F CFA d'amende par tonne ;
 - Surcharge de cinq (05) à dix (10) tonnes : cent mille (100 000) F CFA d'amende par tonne ;
 - Surcharge supérieure à dix (10) tonnes : cent cinquante mille (150 000) francs d'amende par tonne.
- Une amende de deux cent cinquante mille (250 000) F CFA est infligée à toute personne physique ou morale qui met en circulation un véhicule ne respectant pas le gabarit, tel que prévu à l'article 7 de la loi n° 2022/ 007 du 27 avril 2022.
- Une amende de deux cent cinquante mille (250 000) F CFA est infligée à toute personne physique ou morale qui met en circulation un véhicule ne respectant pas les dimensions du fait de la charge transportée.
- Une amende de cinq cent mille (500 000) francs est infligée à toute personne physique ou morale qui refuse de conduire un véhicule à la pesée.

3) Le produit des amendes sus visées sont des recettes non fiscales régulièrement inscrites dans le budget de l'Etat.

ARTICLE VINGT-CINQUIEME.- Dispositions relatives à la mobilisation des garanties prévues par le Code des Marchés Publics.

- 1) En cas de résiliation pour défaillance d'un prestataire dans l'exécution d'un marché public, le Maître d'Ouvrage procède à la mobilisation des garanties fournies par ce prestataire, conformément aux dispositions du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics et des textes connexes.
- 2) Les garanties susceptibles d'être mobilisées au profit de l'Etat, sont les suivantes :
 - cautionnement définitif, compris entre deux pour cent (2%) et cinq pour cent (5%) du montant du coût prévisionnel des prestations ;
 - caution de retenue de garantie, dont le montant ne peut excéder dix pour cent (10%) du montant du coût prévisionnel des prestations ;
- 3) Les garanties mobilisées sont reversées au Trésor Public et leur produit constitue des recettes non fiscales régulièrement inscrites dans le budget de l'Etat.

ARTICLE VINGT-SIXIEME.-Dispositions relatives aux recettes minières et industrielles.

1) Les recettes issues du sous-secteur mines et industrie constituent des recettes de service régulièrement inscrites dans le budget de l'Etat.

2) Les recettes issues du sous-secteur mines et industrie concernées sont constituées notamment de :

- Frais d'agrément au bureau de normalisation et aux organismes d'évaluation de la conformité ;
- Frais sur lettres de voitures sécurisées ;
- Frais de poinçonnage des matériaux précieux ;
- Frais de consultation et d'acquisition des données géologiques et minières ;
- Les frais d'inspection des appareils à pression de gaz et à pression de vapeur d'eau ;
- Frais d'inspection et de contrôle annuels.

3) Les tarifs des droits afférents aux opérations minières et industrielles ainsi que les délais d'encaissement des taxes et frais repris respectivement par les lois N°2016/17 du 14 décembre 2016 portant code minier et les lois N°98/015 du 14 Juillet 1998 relative aux établissements classés dangereux, insalubres ou incommodes, la loi N°96/11 du 05 aout 1996 relative à la normalisation et la loi N°98/020 du 24 décembre 1998 régissant les appareils à pression de gaz et à pression de vapeur d'eau sont modifiés ainsi qu'il suit :

- **Pour les frais d'agrément**, dus par les bureaux de normalisation sectorielle, les cabinets-conseils en normalisation et qualité, les organismes de formation en normalisation et qualité, les laboratoires d'analyses et d'essais, les organismes d'inspection dans le domaine de la normalisation et de la qualité, les organismes de certification et les laboratoires de métrologie, le montant des droits fixé à **500 000 FCFA**.
- **Pour les frais sur lettres de voitures sécurisées** produites par l'Etat ou un organisme mandaté par l'Etat et mises à la disposition des carrières industrielles et commerciales, le montant des droits est fixé à 5 000 FCFA par chargement.
- **Pour les frais de poinçonnage des matériaux précieux, obligatoire sur les bijoux** et substances précieuses et semi-précieuses commercialisés sur le marché national ou international, le montant annuel est fixé à 5 000FCFA par lettres de poinçons.
- **Pour les frais d'expertise des matériaux précieux**, obligatoire sur les substances précieuses et semi-précieuses commercialisés sur le marché international ou à l'exportation, les droits sont fixés à 150 FCFA par gramme de substance précieuse.
- **Pour les frais de consultation et d'acquisition des données géologiques et minières**, les droits sont acquittés ainsi qu'il suit :

| Données géologiques et minières | Montant en FCFA |
|---------------------------------|-----------------|
| Carte spectrométrique | 12 000 |

| Données géologiques et minières | Montant en FCFA |
|---|------------------------|
| Carte d'élévation de terrain (MNT) | 5 000 |
| Le kilomètre linéaire de vol pour l'ensemble des données (magnétiques, spectrométriques, etc.) archivées sur cd-rom (le volume minimum de données à livrer est celui contenu dans le périmètre d'une carte topographique à 1/200 000) espacement : 500 mètres | 50 |
| Données à 250 mètres d'espacement | 150 |
| Données historiques | 25 |
| Cartes géologiques sur papier | |
| Echelle 1/200 000 | 15 000 |
| Echelle 1/500 000 | 15 000 |
| Echelle 1/1000 000 | 15 000 |
| Cartes numériques | |
| Echelle 1/200 000 | 75 000 |
| Echelle 1/500 000 | 50 000 |
| Echelle 1/1 000 000 | 50 000 |
| Carte photo géologiques | 15 000 |
| Publications | |
| Notice explicative par carte | 6 000 |
| Autres | 25 000 |
| Cartes géochimiques (tirage papier) à 1/200 000 | |
| Carte d'échantillonnage | 10 000 |
| Carte monoélémentaires de stream sediment : représentation ponctuelle : symboles proportionnels aux teneurs sur fond topographique | 20 000 |
| Carte de synthèse de stream sediment zones anormales sur fonds topographique, géologique et gîtologique simplifié | 40 000 |
| Carte d'interprétation (anomalie, lithogéochimie, cartes, etc.) | 200 000 |
| Bases de données | |
| Données complètes (Arc Gis) (topographie, géologie, et gîtologie simplifiées, carte d'échantillonnage, interprétation et analyses chimiques) | 2 000 000 |
| Données analytiques sous Excel | 1 000 000 |
| Documents | |
| Notice | 20 000 |
| Atlas | 50 000 |

| Données géologiques et minières | Montant en FCFA |
|---------------------------------|-----------------|
| Manuel méthodologique | 10 000 |

ARTICLE VINGT-SEPTIEME.- Modalité de perception des frais d'inspection et de contrôle annuels

- 1) Tout établissement classé et exploitant les appareils à pression de gaz, à pression de vapeur d'eau au sens de la loi n°98/020 du 24 décembre 1998 régissant les appareils à pression de gaz et à pression de vapeur d'eau est assujetti au paiement des frais d'inspection et de contrôle annuels.
- 2) Les frais d'inspection et de contrôle annuels des établissements de première classe sont calculée sur la base de l'occupation superficiare desdits établissements et cumulativement par tranches successives, en fonction des paramètres ci-dessous :

| Superficie | Taux |
|--|-------------------------------|
| de 0 m ² à 10 m ² inclus..... | 80.000 fcfa le m ² |
| de 10 m ² à 50 m ² inclus..... | 1 600 fcfa m ² |
| de 50 m ² à 100 m ² inclus... | 960 fcfa m ² |
| de 100 m ² à 200 m ² inclus.. | 480 fcfa le m ² |
| de 200 m ² à 1000 m ² inclus | 320 fcfa le m ² |
| au-dessus de 1000 m ² | 240 fcfa le m ² |

- 3) Les tarifs prévus à l'alinéa 3 ci-dessus sont de moitié pour ce qui concerne les parties non bâties des établissements considérés et sont réduits de 50 % pour les artisans n'employant pas plus de quatre (04) salariés.
- 4) Les frais d'inspection et de contrôle annuels des établissements de deuxième classe est déterminée suivant le même mode de calcul prévu à l'alinéa 3 ci-dessus, les taux étant divisés par deux (2).
- 5) Les frais d'inspection et de contrôle annuels sont à la charge des exploitants.

ARTICLE VINGT-HUITIEME.- Dispositions relatives à l'harmonisation des frais de concours

- 1) Les frais de concours administratifs et de recrutement organisés en une phase portant uniquement sur l'écrit, sont fixés à FCFA 20 000 pour l'ensemble des départements ministériels en charge de l'organisation de cette typologie de concours.
- 2) Les frais de concours administratifs et de recrutement organisés en plusieurs phases portant notamment sur l'écrit, l'oral, les visites médicales, sont fixés à FCFA 25 000 pour l'ensemble des départements ministériels en charge de l'organisation de cette typologie de concours.

- 3) Les frais des concours de formation sont fixés à FCFA 20 000 pour l'ensemble des départements ministériels en charge de l'organisation de cette typologie de concours.
- 4) Une quote-part du produit respectif des frais de concours administratifs et recrutement visés aux alinéas 1), 2) et 3) ci-dessus est reversée au Trésor Public.

ARTICLE VINGT-NEUVIEME.- Modalité de facturation et de répartition de la Redevance d'eau

- 1) L'utilisation des eaux stockées par le Concessionnaire de Stockage d'eau pour la production de l'électricité est conditionnée par le paiement d'une redevance d'eau instituée par la Loi du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité.
- 2) Le taux fixe de la redevance d'eau par année fiscale est de seize millions (16 000 000) HT FCFA par Méga Watt installé pour les producteurs hydroélectriques et de vingt millions (20 000 000) HT FCFA par Méga Watt installé pour les auto-producteurs à des fins industrielles.
- 3) La clé de répartition de la redevance d'eau est définie ainsi qui suit :
 - une quote-part de 9% est reversée au Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité ;
 - une quote-part de 6% est reversée au compte d'affectation spéciale dédiée au financement des projets de développement durable en matière d'eau et assainissement ;
 - une quote-part de 85% est reversée au Trésor public ;

ARTICLE TRENTIEME.- Tarif et modalités de répartition du produit de la vente de l'électricité de la centrale hydroélectrique de Memve'le.

Les dispositions de l'article vingtième de la loi n° 2021/026 du 16 décembre 2021 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« **ARTICLE VINGTIÈME (nouveau).-**

- 1) Le tarif devant servir à la vente d'électricité de Memve'ele est 43,93 F CFA/KWh ;
- 2) La clé de répartition du produit de la vente de l'électricité de la centrale de Memve'le est définie ainsi qui suit :
 - une quote-part de 25% est reversée au Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité ;
 - une quote-part de 75% est reversée au trésor public. »

ARTICLE TRENT-UNIEME.- Modalités de répartition du produit des amendes et pénalités légales et contractuelles collectées au titre de la loi n° 2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité.

Les amendes et pénalités légales et contractuelles définies par la loi n° 2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité font l'objet de répartition ainsi qu'il suit :

- une quote-part de 50% est reversée au Fonds de Développement du Secteur de l'Electricité ;
- une quote-part de 50% est reversée au Trésor public.

ARTICLE TRENTE-DEUXIEME.-Frais de délivrance des licences d'entrepreneurs de spectacles vivants professionnels.

Les frais de délivrance des licences d'entrepreneurs de spectacles vivants professionnels visés par la loi n° 2004/001 du 21 avril 2004 portant régime des spectacles sont fixés ainsi qu'il suit :

- licence d'exploitation des lieux de spectacles : FCFA 1 000 000 (un million) par an ;
- licence de producteur de spectacles et d'entrepreneur de tournées : FCFA 2 000 000 (deux millions) par an ;
- licence de diffuseur de spectacles : FCFA 1 000 000 (un million) par an.

CHAPITRE QUATRIÈME
AFFECTATION DES RECETTES

SECTION 1
COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

ARTICLE TRENTE-TROISIEME.-Financement de la reconstruction des Zones Economiquement Sinistrées

- (1) Il est institué un compte d'affectation spéciale intitulé « **Fonds Spécial pour le financement de la reconstruction des Zones reconnues Economiquement Sinistrées des régions de l'Extrême- Nord, du Nord- Ouest et du Sud- Ouest** ».
- (2) Le Fonds pour le financement de la reconstruction des Zones reconnues Economiquement Sinistrées des régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest retrace :
 1. En recettes :
 - a) les dotations issues du budget de l'Etat ;
 - b) les contributions des partenaires techniques et financiers ;
 - c) les dons et legs ;
 - d) toutes autres ressources susceptibles de lui être affectées conformément à la législation en vigueur.

2. En dépenses :

- a) la réhabilitation et l'aménagement des infrastructures de base ;
- b) les projets en vue de la revitalisation économique ;
- c) les actions concourant à la promotion de la cohésion sociale ;
- d) le fonctionnement des organes dédiés à la mise en œuvre du Programme de reconstruction et de développement des Régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord.

(3) Un texte particulier du Ministre en charge des finances fixe les modalités d'exécution des ressources affectées à ce Fonds.

ARTICLE TRENTE-QUATRIEME.- Les dispositions des articles dix-neuvième, vingt-deuxième et vingt-cinquième de la loi n° 2019/023 du 24 décembre 2019 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2020 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« **ARTICLE DIX-NEUVIEME (nouveau).**»

(1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement** ».

(2) Le Compte d'Affectation Spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement retrace :

1. En recettes :

- a) la taxe d'assainissement ;
- b) la redevance de prélèvement des eaux ;
- c) les amendes et transactions ;
- d) les contributions de donateurs internationaux et toutes autres contributions volontaires ;
- e) la quote-part de la redevance d'eau ou droit d'eau ;**
- f) les dons et legs ;
- g) la subvention de l'Etat ;

2. En dépenses :

- a) le développement des ressources en eau ;
- b) l'alimentation en eau potable des centres urbains, ainsi que des zones rurales ;
- c) l'assainissement des zones urbaines et rurales ;
- d) l'hydraulique agro-pastorale ;
- e) appui au fonctionnement du compte d'affectation spéciale.

ARTICLE VINGT-DEUXIEME (nouveau).

- (1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Fonds Spécial des Télécommunications** ».
- (2) Le Fonds Spécial des Télécommunications retrace :
 1. En recettes :
 - a) la quote-part des contributions annuelles des opérateurs et exploitants de services des communications électroniques, à hauteur de 3 % de leur chiffre d'affaires hors taxes ;
 - b) les revenus issus de la production et de l'édition de l'annuaire universel d'abonnés ;
 - c) la quotité des droits d'entrée et de renouvellement issue de la vente et du renouvellement des autorisations ;
 - d) 50% de l'excédent budgétaire constaté à la fin de l'exercice sur les opérations de l'Agence de Régulation des Télécommunications ;**
 - e) les dons et legs ;
 - f) la subvention de l'Etat.
 2. En dépenses :
 - a) le financement du service universel des communications électroniques ;
 - b) les opérations de développement des communications électroniques sur l'ensemble du territoire ;
 - c) les opérations de développement des Technologies de l'Information et de la Communication ;
 - d) les activités liées à la sécurité des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information ;
 - e) les contributions financières de l'Etat aux organisations internationales du secteur des télécommunications.

ARTICLE VINGT-CINQUIEME (nouveau).

- (1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Soutien et développement des activités de tourisme et de loisirs** ».
- (2) Le Compte d'Affectation Spécial pour le soutien et développement des activités de tourisme et de loisirs retrace :

1. En recettes :

- a) La quote-part du produit de la taxe de séjour ;
- b) la location des établissements hôteliers construits sur capitaux publics et donnés en gérance libre à des personnes physiques ou morales nationales ou étrangères ;
- c) la concession à des personnes physiques ou morales des sites touristiques classés ;
- d) les frais de dossiers en vue de l'obtention des concessions touristiques ;
- e) la redevance perçue lors de la délivrance des autorisations de construction et d'ouverture d'établissements hôteliers ;
- f) les amendes et transactions ;
- g) la quote-part des recettes provenant des droits d'accès dans les parcs nationaux et les réserves de faunes ;
- h) la redevance liée aux panonceaux ;
- i) les frais de dépôt de dossier de demande de construction, renouvellement, extension, d'agrément, d'exploitation des établissements de tourisme et des loisirs ;**
- j) la subvention de l'Etat ;
- k) les dons et legs de toute origine.

2. En dépenses :

- a) la promotion du tourisme interne ;
- b) la promotion du tourisme récepteur ;
- c) la promotion des loisirs sains et éducatifs ;
- d) la promotion des activités de loisirs pour enfants, jeunes, adultes et personnes vulnérables;
- e) la valorisation des sites touristiques ;
- f) l'appui au fonctionnement du compte d'affectation. »

Le reste sans changement.

ARTICLE TRENTE-CINQUIÈME.- Les dispositions de l'article vingt-troisième de la loi n° 2021/026 du 16 décembre 2021 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2022 sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« **ARTICLE VINGT-TROISIÈME (nouveau).**-

- (1) Il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « **Fonds de Développement du Secteur de l'Électricité** ».

(2) Le Fonds de Développement du Secteur de l'Électricité retrace :

1. En recettes :

- a) les contributions annuelles des opérateurs titulaires d'un titre de concession ou de licence dans le secteur de l'électricité, à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaires annuel hors taxe, l'assiette de calcul du chiffre d'affaires étant pour les producteurs à des fins industrielles, exclusivement limitée à l'activité relevant du secteur de l'électricité ;
- b) la quote-part de la redevance d'eau ou droits d'eau ;
- c) les ressources du budget de l'État au titre de sa contribution ou de sa participation aux opérations de structuration juridique et financière des projets du secteur de l'électricité ;
- d) la quote-part de 50% des dividendes de l'État au titre de ses prises de participation dans les entreprises du secteur de l'électricité telle que fixée par la loi de finances de l'État ;
- e) les versements du budget général ;
- f) la quote-part de 50% des droits d'entrée ou de renouvellement des titres des opérateurs du secteur de l'électricité ;
- g) la quote-part des amendes et pénalités légales et contractuelles, collectées au titre de la loi n°2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité et des contrats conclus entre l'Etat et les opérateurs du secteur de l'électricité ;
- h) la quote-part du produit de la vente de l'électricité de la centrale hydroélectrique de Memve'ele ;**
- i) toute autre ressource qui pourrait lui être accordée par la loi.

2. En dépenses :

- *Pour le guichet des politiques et stratégies* :

- a) les activités relatives à l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques et stratégies dans le secteur de l'électricité ;
- b) les études dédiées à la planification des activités du secteur de l'électricité ;

- *Pour le guichet de développement du secteur de l'électricité* :

- c) les études de faisabilité et investissements nécessaires à la réalisation des infrastructures du secteur de l'électricité ;
- d) les opérations relatives à la préparation et à l'organisation des Appels d'Offres en vue de la sélection des opérateurs des centrales électriques, ainsi que les opérateurs des activités de gestion du réseau de transport, de transport et de distribution d'électricité ;
- e) la participation et la contribution de l'État au titre de la structuration juridique, technique et financière des projets du secteur de l'électricité ;

- f) la contrepartie de l'État en dépenses réelles dans le cadre des projets à financement conjoint;

- Pour le guichet du suivi, de régulation et du contrôle des activités du secteur de l'électricité :

- g) les opérations de suivi et de contrôle des activités de stockage de l'eau pour la production de l'électricité, de production, de transport, de distribution, d'importation, d'exportation et de vente de l'électricité ;
- h) les audits administratifs, techniques, financiers et comptables des activités des opérateurs du secteur de l'électricité ;
- i) les opérations d'élaboration des standards techniques et des règles de sécurité dans le secteur de l'électricité ;
- j) les activités de contrôle de conformité des équipements et installations électriques ;
- k) les contributions financières du Cameroun aux organisations internationales relevant du secteur de l'électricité ;
- l) les interventions d'urgence ;

- Pour le guichet de gestion du risque hydrologique :

- m) les coûts d'achat supplémentaires du combustible nécessaire à l'exploitation dans les centrales thermiques utilisées pour la production de l'énergie électrique de substitution ;
- n) la rémunération supplémentaire payée en compensation de l'énergie non disponible des aménagements hydroélectriques affectés par le risque hydrologique ;

- Pour le guichet de développement des ressources humaines dans le secteur de l'électricité :

- o) la formation et le renforcement des capacités des ressources humaines du secteur de l'électricité ;
- p) la formation académique et professionnelle nationale dans le secteur de l'électricité ;
- q) les travaux en matière de recherche et innovation dans le secteur de l'électricité. »

Le reste sans changement.

ARTICLE TRENTE-SIXIEME.- Le plafond du Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable est fixé à **F.CFA deux milliards (2 000 000 000)** pour l'année 2023.

ARTICLE TRENTE-SEPTIEME.- Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le soutien de la politique culturelle est fixé à F.CFA cinq cent millions (500 000 000) pour l'année 2023.

ARTICLE TRENTE-HUITIEME.- Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement est fixé à **F.CFA neuf cent millions (900 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE TRENTE-NEUVIEME.- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds Spécial de Protection de la Faune est fixé à F.CFA cinq cent millions (500 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE QUARANTIEME.- Le plafond des taxes à reverser au Fonds Spécial de Développement Forestier est fixé à F.CFA deux milliards cinq cent millions (2 500 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE QUARANTE-UNIEME.- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds Spécial des Télécommunications est fixé à F.CFA vingt-cinq milliards (25 000 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE QUARANTE-DEUXIEME.- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour le développement du secteur postal est fixé à **F.CFA neuf cent millions (900 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE QUARANTE-TROISIEME.- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds Spécial des Activités de Sécurité Électronique est fixé à F.CFA un milliard (1 000 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE QUARANTE-QUATRIEME.- Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le soutien et développement des activités de tourisme et de loisirs est fixé à F.CFA un milliard (1 000 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE QUARANTE-CINQUIEME.- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour la production des documents sécurisés de transport est fixé à F.CFA six milliards (6 000 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE QUARANTE-SIXIEME.- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds de Développement du secteur de l'Électricité est fixé à **F.CFA quinze milliards (15 000 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE QUARANTE-SEPTIEME.- Le plafond des ressources destinées à approvisionner le Fonds pour le Financement de la Reconstruction des Zones reconnues Economiquement Sinistrées des Régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est fixé à F.CFA quinze milliards (15 000 000 000) pour l'exercice 2023.

SECTION 2 **PLAFONNEMENT DES TAXES AFFECTEES AUX ORGANISMES PUBLICS**

ARTICLE QUARANTE-HUITIEME.- Le plafond de la contribution au crédit foncier (CCF) affectée au Crédit Foncier du Cameroun (CFC) est fixé à **FCFA deux milliards (2 000 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE QUARANTE - NEUVIEME.- Le plafond de la Contribution au Fonds National de l'Emploi (CFNE) affectée au Fonds National de l'Emploi (FNE) est fixé à FCFA sept milliards (7 000 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTIÈME.- Le plafond des droits de régulation des marchés publics affectés à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) est fixé à FCFA huit milliards (8 000 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTE-UNIEME.- Le plafond du produit de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP), les recettes de péage et de pesage, reversés au Fonds Routier est fixé à FCFA cinquante milliards (50 000 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTE-DEUXIEME.- Le plafond de la redevance payée par les organismes portuaires autonomes à l'Autorité Portuaire Nationale est fixé à **FCFA cinq milliards cent millions (5 100 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTE-TROISIEME.- Le plafond du produit du droit de timbre automobile affecté aux collectivités territoriales décentralisées est fixé à FCFA sept milliards (7 000 000 000) pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTE-QUATRIEME.- Le plafond de la quote-part des ressources issues de la Contribution au Crédit Foncier et du Fonds Spécial des Télécommunications affectées à l'Agence de Promotion des Investissements est fixé à **FCFA six milliards (6 000 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTE-CINQUIEME.- Le plafond de la partie de la redevance sur titre et de celle du produit des amendes affectées par la loi n° 2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité à l'Agence de Régulation du Secteur de l'Électricité, est fixé à FCFA **trois milliards cinq cents millions (3 500 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTE-SIXIEME.- Le plafond de la quote-part issue des droits d'entrée et/ou des droits de renouvellement des autorisations octroyées aux prestataires des services de sécurité des réseaux et des systèmes d'information, la quote-part des pénalités infligées, la redevance annuelle de 0,5% du chiffre d'affaires des opérateurs et exploitants des réseaux de communications électroniques, la quote-part de la redevance d'utilisation des adresses, préfixes et des numéros téléphoniques, ainsi que la quote-part issue des redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques affectées à l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication, est fixé à FCFA **quatre milliards (4 000 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTE-SEPTIEME.- Le plafond de la quote-part des droits d'entrée et/ou des droits de renouvellement des autorisations pour les activités relevant du secteur des télécommunications, la quote-part des pénalités instituées par la loi régissant les communications électroniques, la quote-part de la redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques, la quote-part de la redevance d'utilisation des adresses, préfixes et des numéros ou bloc de numéros, la redevance annuelle de 1,5% du chiffre d'affaires hors taxes des opérateurs de réseaux et des fournisseurs de services affectées à l'Agence de

Régulation des Télécommunications, est fixé à F.CFA **quinze milliards (15 000 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTE-HUITIEME .- Le plafond des redevances aéronautiques et de la quote-part des amendes perçues en application de la loi portant régime de l'aviation civile au Cameroun affecté à la « Cameroon Civil Aviation Authority », est fixé à FCFA **seize milliards cinq cent millions (16 500 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE CINQUANTE-NEUVIEME.- Le plafond de la quote-part de la taxe d'inspection issue du Programme de Vérification des Importations (PVI) affectée à « **l'Agence Nationale des Normes et de Qualité** », est fixé à FCFA **six milliards (6 000 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE SOIXANTIÈME.- Le plafond de la quote-part de la redevance sur titre prélevée sur le chiffre d'affaires des opérateurs du secteur de l'électricité et les excédents budgétaires du régulateur du secteur de l'électricité affectés à « **l'Agence d'Electrification Rurale** », est fixé à FCFA **trois milliards cinq cent millions (3 500 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE SOIXANTE-UNIEME.- Le plafond de la quote-part de la redevance à l'exportation du cacao et du café, et les produits issus des amendes résultant notamment de l'exportation des produits de mauvaises qualité affectés au « **Fonds de Développement de la Filière Cacao et Café** », est fixé à FCFA **cinq milliards (5 000 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE SOIXANTE-DEUXIEME.- Le plafond de la quote-part de la redevance à l'exportation du cacao et du café affectée à « **l'Office Nationale du Cacao et du Café** », est fixé à FCFA **six milliards (6 000 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE SOIXANTE-TROISIEME.- Le plafond du produit des cotisations annuelles des chargeurs professionnels et des droits de délivrance des Bordereaux Electroniques de Suivi des Cargaisons (BESC) affectés au « **Conseil National des Chargeurs du Cameroun** », est fixé à FCFA **six milliards cinq cent millions (6 500 000 000)** pour l'exercice 2023.

ARTICLE SOIXANTE-QUATRIEME.- Le plafond du produit des taxes d'inspection sanitaire vétérinaire sur le commerce international et des autres taxes d'inspection sanitaire vétérinaire affectées à la « **Caisse de Développement de la Pêche Maritime** », est fixé à FCFA **un milliards deux cent millions (1 200 000 000)** pour l'exercice 2023.

TITRE TROISIÈME **DISPOSITIONS RELATIVES A L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES** **ET DES CHARGES DU BUDGET DE L'ÉTAT**

ARTICLE SOIXANTE-CINQUIEME.- Le budget de l'État pour l'exercice 2023 s'équilibre en ressources et en emplois à **F.CFA 6 345 100 000 000** dont **F.CFA 6 274 800 000 000** au titre du budget général et **F.CFA 70 300 000 000** pour les Comptes d'Affectation Spéciale.

CHAPITRE PREMIER **ÉVALUATION DES RESSOURCES**

ARTICLE SOIXANTE-SIXIEME.- Les produits et revenus applicables au budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2023 sont évalués à **6 274 800 000 000 F.CFA** et se décomposent de la manière suivante, par nature de recettes :

(Unité : millions FCFA)

| COMPTES | LIBELLE | 2022 | 2023 |
|---------|---|------------------|------------------|
| | A-RECETTES | 4 243 200 | 4 676 500 |
| | TITRE I - RECETTES FISCALES | 3 148 700 | 3 709 100 |
| 711 | IMPOTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET LES GAINS EN CAPITAL | 734 790 | 838 600 |
| 712 | IMPOTS SUR LES SALAIRES VERSES ET AUTRES REMUNERATIONS | 167 000 | 295 000 |
| 713 | IMPOTS SUR LE PATRIMOINE | 22 330 | 20 800 |
| 714 | IMPOTS ET TAXES INTERIEURS SUR LES BIENS ET SERVICES | 1 754 661 | 1 977 679 |
| 715 | IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES | 392 419 | 480 521 |
| 716 | AUTRES TAXES ET IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES | 12 000 | 14 500 |
| 719 | AUTRES RECETTES FISCALES | 65 500 | 82 000 |
| | TITRE II - DONNS, FONDS DE CONCOURS ET LEGS | 142 300 | 91 000 |
| 741 | DONS DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES | 26 558 | 35 400 |
| 742 | DONS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ETRANGERES | 115 742 | 55 600 |
| | TITRE III - CONTISATIONS SOCIALES | 60 000 | 60 000 |
| 725 | COTISATION DE SECURITE SOCIALE | 60 000 | 60 000 |
| | TITRE IV - AUTRES RECETTES | 892 200 | 816 400 |
| 721 | REVENUS DE LA PROPRIETE ET DU DOMAINE DE L'ETAT AUTRES QUE LES INTERETS | 710 713 | 716 314 |
| 722 | DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS | 24 231 | 25 226 |
| 723 | AMENDES, PENALITES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES | 3 290 | 9 447 |
| 729 | AUTRES RECETTES NON FISCALES | 31 638 | 15 137 |
| 752 | RESTITUTIONS AU TRESOR DES SOMMES INDUMENT PAYEES | 608 | 426 |
| 754 | PRODUIT DES CESSION D'IMMOBILISATIONS | 10 282 | 282 |
| 759 | AUTRES RECETTES EXCEPTIONNELLES | 90 080 | 35 116 |
| 771 | INTERETS DES PRETS | 1 040 | 49 |
| 772 | INTERETS SUR LES DEPÔTS A TERME | 5 686 | 726 |
| 774 | INTERETS SUR LES TITRES DE PLACEMENT | 231 | 231 |
| 775 | GAINS DE DETENTATION SUR ACTIF FINANCIER | 13 855 | 12 900 |
| 776 | GAINS DE CHANGE | 253 | 253 |
| 779 | AUTRES PRODUITS FINANCIERS | 293 | 293 |
| | | | |
| | B - EMPRUNTS | 1 749 500 | 1 598 300 |
| 141 | OBLIGATIONS DU TRESOR | 350 000 | 450 000 |
| 151 | EMPRUNTS PROJETS MULTILATERAUX | 244 775 | 313 271 |
| 152 | EMPRUNTS PROJETS AUPRES DES GOUVERNEMENTS AFFILIES AU CLUB DE PARIS | 85 894 | 16 930 |

(Unité : millions FCFA)

| COMPTES | LIBELLE | 2022 | 2023 |
|---|---|------------------|------------------|
| 153 | EMPRUNTS PROJETS INITIAUX AUPRES DES GOUVERNEMENTS NON AFFILIES AU CLUB DE PARIS | 43 333 | 267 557 |
| 155 | EMPRUNTS PROJETS AUPRES DES ORGANISMES PRIVES EXTERIEURS | 372 497 | 197 542 |
| 161 | EMPRUNTS PROGRAMMES MULTILATERAUX | 268 000 | 254 300 |
| 162 | EMPRUNTS PROGRAMMES INITIAUX AUPRES DES GOUVERNEMENTS AFFILIES AU CLUB DE PARIS | 45 000 | 27 000 |
| 176 | AUTRES EMPRUNTS INITIAUX A L'INTERIEUR-ADMINISTRATIONS PUBLIQUES | 340 000 | 71 700 |
| TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DE L'ETAT (A+B) | | 5 992 700 | 6 274 800 |
| | C. PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ETAT | 15 000 | 0 |
| | PRELEVEMENT AU PROFIT DU FONDS SPECIAL DE SOLIDARITE POUR LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS ET SES REPERCUSSIONS ECONOMIQUE ET SOCIALE | 15 000 | 0 |
| TOTAL DES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT (A+B-C) | | 5 977 700 | 6 274 800 |

ARTICLE SOIXANTE-SEPTIEME.- Les ressources des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2023 sont évaluées à **FCFA 70 300 000 000** et se décomposent de la manière suivante par nature de recettes :

| N° | LIBELLE DE LA RECETTE | 2022 | 2023 |
|----|--|-----------------------|-----------------------|
| | FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE | 13 000 000 000 | 15 000 000 000 |
| 1 | La quote-part de la redevance d'eau ou droits d'eau | 0 | 2 000 000 000 |
| 2 | La quote-part des amendes et pénalités collectées au titre de la loi n°2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité | 2 000 000 000 | 2 500 000 000 |
| 3 | La quote-part des dividendes de l'Etat au titre de ses prises de participation dans les entreprises du secteur de l'électricité tel que fixée par la loi de finances de l'Etat | 500 000 000 | 2 000 000 000 |
| 4 | La quote-part des droits d'entrée ou de renouvellement des titres des opérateurs du secteur de l'électricité | 0 | 150 000 000 |
| 5 | La quote-part du produit de la vente de l'électricité de la centrale hydroélectrique de Memve'ele | 2 500 000 000 | 1 000 000 000 |
| 6 | Les contributions annuelles des opérateurs titulaires d'un titre de concession ou de licence dans le secteur de l'électricité à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaires annuel hors taxe, l'assiette de calcul du chiffre d'affaires étant pour les producteurs à des fins industrielles, exclusivement limitée à l'activité relevant du secteur de l'électricité | 5 000 000 000 | 6 500 000 000 |
| 7 | Les ressources du budget de l'Etat au titre de sa contribution ou de sa participation aux opérations de structuration juridique et financière des projets du secteur de l'électricité | 0 | 50 000 000 |
| 8 | Reports (solde à reporter) | 3 000 000 000 | 800 000 000 |
| | | | |
| | DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL | 1 000 000 000 | 900 000 000 |
| 1 | Autre prélèvement sur les opérateurs publics et privés au titre du financement des missions de service public | 718 000 000 | 570 000 000 |
| 2 | Prélèvements au titre de l'exercice par les opérateurs privés des activités concédées , conformément aux dispositions de la loi régissant l'activité postale | 202 000 000 | 180 000 000 |
| 3 | Reports (solde à reporter) | 80 000 000 | 150 000 000 |

| N° | LIBELLE DE LA RECETTE | 2022 | 2023 |
|----|--|-----------------------|-----------------------|
| | | | |
| | FONDS SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 1 | Contributions annuelles des autorités de certification accréditées, les auditeurs de sécurité, les éditeurs de logiciels de sécurité et les autres prestataires de services de sécurité agréés, à hauteur de 1,5 % de leur chiffre d'affaires hors taxes | 5 000 000 | 1 000 000 |
| 2 | Redevance d'utilisation des adresses, des préfixes et des numéros téléphoniques | 700 000 000 | 710 000 000 |
| 3 | Reports (solde à reporter) | 295 000 000 | 289 000 000 |
| | | | |
| | FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS | 25 000 000 000 | 25 000 000 000 |
| 1 | 50% de l'exercice budgétaire constaté à la fin de l'exercice sur les opérations de l'Agence de Régulation des Télécommunications | 0 | 500 000 000 |
| 2 | Quote-part des contributions annuelles des opérateurs et exploitants de services des communications électroniques, à hauteur de 3 % de leur chiffre d'affaires hors taxes | 13 000 000 000 | 13 000 000 000 |
| 3 | Reports (solde à reporter) | 12 000 000 000 | 11 500 000 000 |
| | | | |
| | SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE | 500 000 000 | 500 000 000 |
| 1 | Contribution des services rattachés au Ministère en charge des arts et de la culture | 20 000 000 | 20 000 000 |
| 2 | Contributions des organismes de gestion collective à la promotion de la politique culturelle | 60 000 000 | 80 000 000 |
| 3 | Doits d'exploitation des activités liées à la cinématographie | 5 000 000 | 94 000 000 |
| 4 | Doits d'exploitation du patrimoine culturel | 203 000 000 | 13 000 000 |
| 5 | Doits issus de l'activités des spectacles | 100 000 000 | 30 000 000 |
| 6 | Droits d'exploitation des activités du livre et de la lecture | 2 000 000 | 3 000 000 |
| 7 | Redevances versées au titre de la représentation ou de fixation du folklore | 50 000 000 | 100 000 000 |
| 8 | Rémunération pour copie privée des phonogrammes, vidéogrammes et œuvres imprimées | 0 | 140 000 000 |
| 9 | Reports (solde à reporter) | 30 000 000 | 0 |
| 10 | Revenus de la location des centres culturels, des salles et des cars podium | 30 000 000 | 20 000 000 |
| | | | |
| 1 | FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET ASSAINISSEMENT | 700 000 000 | 900 000 000 |
| 2 | Amendes et transactions | 50 000 000 | 50 000 000 |
| 3 | Autres Recettes Non Réparties | 0 | 220 000 000 |
| 4 | Redevance de prélèvement des eaux | 270 000 000 | 250 000 000 |
| 5 | Reports (solde à reporter) | 150 000 000 | 130 000 000 |
| 6 | taxe d'assainissement | 230 000 000 | 250 000 000 |
| | | | |
| | FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | 1 500 000 000 | 2 000 000 000 |
| 1 | Frais d'accès aux ressources génétiques | 10 000 000 | 2 000 000 |
| 2 | Frais de délivrance des manifestes de traçabilité des déchets | 50 000 000 | 50 000 000 |
| 3 | Frais de Visas techniques | 50 000 000 | 543 000 000 |
| 4 | Frais d'examen des dossiers d'agrément des bureaux d'Etudes aux Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux | 2 000 000 | 2 000 000 |
| 5 | Frais d'examen des dossiers de permis environnemental | 50 000 000 | 35 000 000 |

| N° | LIBELLE DE LA RECETTE | 2022 | 2023 |
|----|--|----------------------|----------------------|
| 6 | Frais d'examen des rapports d'Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux | 500 000 000 | 400 000 000 |
| 7 | Frais d'examen des termes de références relatifs aux Etudes d'impact Environnemental et social et Audits Environnementaux | 400 000 000 | 350 000 000 |
| 8 | Produit des amendes de transaction telle que prévue par la loi cadre relative à la gestion de l'environnement | 318 000 000 | 318 000 000 |
| 9 | Reports (solde à reporter) | 120 000 000 | 300 000 000 |
| | | | |
| | FONDS SPECIAL DE DEVELOPPEMENT FORESTIER | 2 500 000 000 | 2 500 000 000 |
| 1 | Autorisations d'ouverture des parcs de rupture | 200 000 000 | 180 000 000 |
| 2 | Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur de Bois (CEQTB) | 5 000 000 | 3 000 000 |
| 3 | Certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur de Bois (CEQEB) | 35 000 000 | 37 000 000 |
| 4 | Frais d'attribution et de renouvellement des Permis Annuels d'Exploitation (PAO) | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 5 | Frais d'attribution et renouvellement des Certificats Annuels d'Exploitation (CAO) | 40 000 000 | 30 000 000 |
| 6 | Frais de délivrance de l'attestation de matérialisation des limites | 5 000 000 | 2 000 000 |
| 7 | Frais de délivrance du certificat d'origine | 5 000 000 | 2 000 000 |
| 8 | Frais de délivrance pour l'attestation de conformité du plan de sondage | 5 000 000 | 2 000 000 |
| 9 | Frais de demande d'approbation des plans d'aménagement | 13 000 000 | 13 000 000 |
| 10 | Frais de dossier pour l'attribution des agréments | 12 000 000 | 10 000 000 |
| 11 | Frais de dossier pour l'attribution des concessions forestières | 16 000 000 | 0 |
| 12 | Frais de dossier pour l'attribution des ventes de coupes | 30 000 000 | 15 000 000 |
| 13 | Frais de dossier pour l'exploitation des produits spéciaux | 15 000 000 | 0 |
| 14 | Permis Cites | 200 000 000 | 170 000 000 |
| 15 | Permis d'exploitation pour les produits spéciaux | 8 000 000 | 10 000 000 |
| 16 | Quote-part des recettes provenant des amendes, Transactions, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou de gré à gré des produits et objets saisis | 350 000 000 | 500 000 000 |
| 17 | Reports (solde à reporter) | 250 000 000 | 700 000 000 |
| 18 | Ressources de la vente des documents sécurisés issues de la contribution des opérateurs conformément aux dispositions réglementaires dont le coût unitaire est de FCFA 100 000 | 1 281 000 000 | 796 000 000 |
| | | | |
| | FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE | 500 000 000 | 500 000 000 |
| 1 | Droits d'affermages | 100 000 000 | 100 000 000 |
| 2 | Droits de licence de "gamefarming" et "gameranching" | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 3 | Droits de licence de guide chasse | 0 | 13 000 000 |
| 4 | Droits de permis de capture des animaux sauvages | 0 | 1 000 000 |
| 5 | Droits de permis de petite chasse | 3 000 000 | 2 000 000 |
| 6 | Droits de permis de recherche à but scientifique | 3 000 000 | 3 000 000 |
| 7 | Droits de permis et licences de chasse | 9 000 000 | 14 000 000 |
| 8 | Droits d'entrée dans les aires protégées | 20 000 000 | 30 000 000 |
| 9 | Frais de dossier d'autorisation de survol à But Scientifique | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 10 | Frais de dossier pour l'attribution des agréments à une activité d'exploitation de la Faune et des aires protégées | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 11 | Frais de dossier pour l'attribution des zones de chasse | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 12 | Frais de dossier pour l'attribution et l'Exploitation des Pans de Tir et Plans de Tir Additionnels | 10 000 000 | 10 000 000 |

| N° | LIBELLE DE LA RECETTE | 2022 | 2023 |
|----|--|----------------------|----------------------|
| 13 | Frais de dossier pour l'attribution, le renouvellement ou le transfert d'un titre d'exploitation de la Faune ou des aires protégés | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 14 | Frais de dossier pour l'autorisation d'embarcation marine et sous-marine à But Cinématographique | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 15 | Frais de dossier pour l'autorisation d'embarcation marine et sous-marine à But Scientifique | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 16 | Frais d'examen des Plans de Sondage des inventaires Fauniques des ZIC, ZICGC et Game-Farming | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 17 | Frais d'examen des Rapports d'Inventaires des Inventaires Fauniques des Zic, ZICGC et Game-Farming | 25 000 000 | 20 000 000 |
| 18 | Frais d'Exploitation des Infrastructures et Equipements dans les Aires Protégés et Jardins Zoologiques | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 19 | Frais pour demande d'Examen des Plans de Gestion des ZIC, ZICGC et Game-Farming, Jardin Zoologiques Privés | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 20 | Les Certificats d'Enregistrement en Qualité de Transformateur des Produits Fauniques | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 21 | Les certificats d'Enregistrement en Qualité d'Exportateur des Produits Fauniques | 5 000 000 | 5 000 000 |
| 22 | Produit des amendes, transaction, dommages-intérêts, ventes aux enchères publiques ou gré à gré des produits et objets divers saisis | 45 000 000 | 45 000 000 |
| 23 | Reports (solde à reporter) | 117 000 000 | 78 000 000 |
| 24 | Ressources de la vente des documents sécurisés de Transport des produits Fauniques | 30 000 000 | 30 000 000 |
| 25 | Subventions, contributions, dons et legs de toute personne physique ou morale | 0 | 20 000 000 |
| 26 | Taxe d'abattage | 70 000 000 | 70 000 000 |
| 27 | Taxe de détention | 0 | 1 000 000 |
| 28 | Taxe d'exploitation | 8 000 000 | 3 000 000 |
| | | | |
| | PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT | 6 000 000 000 | 6 000 000 000 |
| 1 | Agrément de gestionnaire de terminal de transport routier interurbain | 0 | 1 500 000 |
| 2 | Agrément de gestionnaire de voyage dans un terminal de transports routier interurbain | 0 | 1 500 000 |
| 3 | Agrément de groupeur et de dégroupier de marchandise | 0 | 1 500 000 |
| 4 | Agrément des établissements de formation à la conduite automobile | 0 | 1 500 000 |
| 5 | Agréments aux professions de transporteur routier et d'auxiliaire des transports routiers | 51 500 000 | 60 000 000 |
| 6 | Agréments aux professions de transporteurs maritime et para-maritime | 0 | 100 000 000 |
| 7 | Autorisations provisoires | 0 | 3 000 000 |
| 8 | Cartes de transport public routier (cartes bleues) | 650 000 000 | 656 000 000 |
| 9 | Cartes d'identité des marins | 3 500 000 | 0 |
| 10 | Certificats de capacité | 33 500 000 | 54 500 000 |
| 11 | Certificats des capacités des pirogues motorisées | 0 | 5 000 000 |
| 12 | Certificats des capacités des remorqueurs | 0 | 3 000 000 |
| 13 | Certificats d'immatriculation des véhicules (cartes grises) | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 |
| 14 | Licences de transport | 75 000 000 | 100 000 000 |
| 15 | Livret maritime temporaire | 0 | 3 000 000 |
| 16 | Livrets professionnels maritimes | 550 000 | 2 500 000 |
| 17 | Permis de conduire des bateaux de plaisance | 0 | 2 000 000 |
| 18 | Permis de conduire national et international | 1 200 000 000 | 1 300 000 000 |
| 19 | Permis de navigation | 0 | 5 000 000 |

| N° | LIBELLE DE LA RECETTE | 2022 | 2023 |
|----|--|------------------------|-----------------------|
| 20 | Reports (solde à reporter) | 985 950 000 | 500 000 000 |
| 21 | Visites de sécurité | 0 | 200 000 000 |
| | | | |
| | SOUTIEN ET DEVELOPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| 1 | Amendes et transactions | 80 000 000 | 90 000 000 |
| 2 | Concession à des personnes physiques ou morales des sites touristiques classés | 0 | 5 000 000 |
| 3 | Frais de dossiers en vue de l'obtention des concessions touristiques | 0 | 25 000 000 |
| 4 | Les frais de dépôt de dossier de demande de construction, renouvellement, extension, d'agrément, d'exploitation des établissements de tourisme et des loisirs | 0 | 100 000 000 |
| 5 | Location des établissements hôteliers construits sur capitaux publics et donnés en gérance libre à des personnes physiques ou morales nationales ou étrangères | 350 000 000 | 180 000 000 |
| 6 | Quote-part des recettes provenant des droits d'accès dans les parcs nationaux et les réserves de faunes | 0 | 5 000 000 |
| 7 | Quote-part du produit de la taxe de séjour | 500 000 000 | 500 000 000 |
| 8 | Redevance liée aux panonceaux | 20 000 000 | 35 000 000 |
| 9 | Redevance perçue lors de la délivrance des autorisations de construction et d'ouverture d'établissement hôteliers | 15 000 000 | 30 000 000 |
| 10 | Reports (solde à reporter) | 35 000 000 | 30 000 000 |
| | | | |
| | Fonds spécial de solidarité nationale pour la lutte contre le Coronavirus et ses répercussions économique et sociale | 50 000 000 000 | - |
| 1 | Fonds de concours | | |
| | Union Européenne (UE) | | |
| | Banque Mondiale (BM) | 35 000 000 000 | |
| | Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) | | |
| | Agence Française de Développement (AFD) | | |
| | Autres versements des personnes physique et morale | | |
| | Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) | | |
| 2 | Versements du budget général | 15 000 000 000 | |
| | | | |
| | FONDS SPECIAL POUR LE FINANCEMENT DE LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPEMENT DES REGIONS DE L'EXTREME NORD, DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST | | 15 000 000 000 |
| 1 | Subvention du budget général | | 15 000 000 000 |
| | | | |
| | TOTAL DES RECETTES DES CAS | 102 700 000 000 | 70 300 000 000 |

CHAPITRE DEUXIÈME **ÉVALUATION DES CHARGES DU BUDGET DE L'ÉTAT**

ARTICLE SOIXANTE-HUITIÈME.- Les charges du budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2023 sont évaluées à **FCFA 6 274 800 000 000** et ventilées par nature économique ainsi qu'il suit :

(En milliers FCFA)

| CODE | LIBELLE | 2022 | 2023 |
|---------------------------|--|----------------------|----------------------|
| DEPENSES COURANTES | | 4 558 700 000 | 4 888 050 000 |
| Titre 1 | Les Charges Financières de la Dette | 1 476 300 000 | 1 654 641 500 |
| 14 | TITRES PUBLICS A PLUS D'UN AN | | 239 398 500 |
| 141 | Obligation du Trésor | | 239 398 500 |
| 15 | EMPRUNTS PROJETS | 982 700 000 | 534 802 000 |
| 152 | Emprunts projets auprès des gouvernements affiliés au Club de Paris | 166 000 000 | 166 474 000 |
| 153 | Emprunts projets initiaux auprès des gouvernements non affiliés au Club de Paris | | 268 120 000 |
| 155 | Emprunts projets auprès des organismes privés extérieurs | 100 000 000 | 100 208 000 |
| 156 | Emprunts projets à l'intérieur– Administrations Publiques | 88 300 000 | |
| 157 | Emprunts projets à l'intérieur- organismes privés | 628 400 000 | |
| 16 | EMPRUNTS-PROGRAMMES | 254 000 000 | 138 304 000 |
| 161 | Emprunts programmes multilatéraux | 145 000 000 | 138 304 000 |
| 162 | Emprunts projets initiaux auprès des gouvernements affiliés au Club de Paris | 109 000 000 | |
| 17 | Autres Emprunts | | 428 237 000 |
| 177 | Autres emprunts initiaux auprès des institutions et administrations | | 428 237 000 |
| 67 | Charges Financières de la Dette | 239 600 000 | 313 900 000 |
| 671 | Intérêts et Frais Financiers sur la Dette | 239 600 000 | 313 900 000 |
| Titre 2 | Les Dépenses de Personnel | 1 187 961 012 | 1 256 225 500 |
| 66 | Charges de personnel | 1 187 961 012 | 1 256 225 500 |
| 661 | Traitements bruts du personnel sous statut particulier de la fonction publique | 1 124 755 713 | 1 184 526 048 |
| 663 | Traitement brut du personnel à solde globale | 6 115 742 | 5 223 358 |
| 665 | Primes, gratifications et autres indemnités hors solde | 1 201 658 | 86 762 |
| 666 | Rémunérations du personnel hors solde | 15 132 726 | 19 661 407 |
| 669 | Autres dépenses de personnel | 40 755 174 | 46 727 925 |
| Titre 3 | Les Dépenses de Biens et Services | 818 986 253 | 1 039 501 028 |
| 60 | Achats de Biens | 202 256 254 | 310 116 773 |
| 601 | Matières, matériels et fournitures | 76 216 578 | 97 336 231 |
| 605 | Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie | 63 950 193 | 70 149 577 |
| 606 | Matériel et fournitures spécifiques | 62 089 484 | 142 630 965 |
| 61 | Achat de Services | 179 334 143 | 350 866 608 |

(En milliers FCFA)

| CODE | LIBELLE | 2022 | 2023 |
|----------------------------|--|----------------------|----------------------|
| 611 | Frais de transport et de mission | 54 992 387 | 58 376 507 |
| 612 | Loyer | 16 506 312 | 17 182 179 |
| 613 | Honoraires et études | 1 692 765 | 41 028 615 |
| 614 | Entretien et maintenance | 26 520 468 | 27 996 855 |
| 615 | Assurances | 2 157 980 | 2 754 415 |
| 617 | Frais de relations publiques-communication | 58 150 986 | 61 143 745 |
| 618 | Frais de formation du personnel | 18 322 766 | 25 231 141 |
| 619 | Autres acquisitions de services | 990 478 | 117 153 151 |
| 62 | Autres Services (Remboursement des recettes Encaissées) | 85 752 044 | 85 700 000 |
| 624 | Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services | 84 000 000 | 84 000 000 |
| 625 | Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales | 1 752 044 | 1 500 000 |
| 627 | Recettes non fiscales | | 200 000 |
| 69 | Dépenses Courantes à Ventiler | 351 643 812 | 292 817 647 |
| 690 | Dépenses Courantes à Ventiler | 351 643 812 | 292 817 647 |
| Titre 4 | Les Dépenses de Transfert | 1 073 642 874 | 935 635 972 |
| 63 | Subventions | 6 085 517 | 11 247 187 |
| 632 | Subventions aux entreprises publiques | 1 550 000 | 1 550 000 |
| 633 | Subventions aux entreprises privées | | 5 846 000 |
| 639 | Subventions a d'autres catégories de bénéficiaires | 4 535 517 | 3 851 187 |
| 64 | Transferts | 1 067 557 357 | 924 388 785 |
| 641 | Transferts aux établissements publics nationaux | 240 813 245 | 170 194 812 |
| 642 | Transferts aux Collectivités Territoriales Décentralisées | 18 885 132 | 24 162 698 |
| 643 | Transferts aux autres administrations publiques | | 159 000 |
| 645 | Transferts aux ménages | 486 120 437 | 386 142 000 |
| 646 | Transferts aux autorités supra nationales et contributions aux organisations internationales | 9 955 890 | 1 911 820 |
| 647 | Transferts à d'autres budgets publics | 66 631 807 | 51 190 000 |
| 648 | Pensions de retraites des fonctionnaires et autres agents de l'Etat | 244 200 000 | 259 296 000 |
| 649 | Autres transferts | 950 847 | 31 332 455 |
| Titre 6 | Autres Dépenses | 1 809 860 | 2 046 000 |
| 65 | Charges Exceptionnelles | 1 809 860 | 2 046 000 |
| 659 | Autres charges exceptionnelles | 1 809 860 | 2 046 000 |
| DEPENSES EN CAPITAL | | 1 419 000 000 | 1 386 750 000 |
| Titre 3 | Les Dépenses de Biens et Services | 177 790 375 | 29 421 099 |

(En milliers FCFA)

| CODE | LIBELLE | 2022 | 2023 |
|----------------|--|----------------------|----------------------|
| 61 | Achat de Services | 177 790 375 | 29 421 099 |
| 613 | Honoraires et études | 177 790 375 | 29 421 099 |
| Titre 4 | Les Dépenses de Transfert | 31 451 163 | 137 025 297 |
| 63 | Subventions | 396 500 | |
| 633 | Subventions aux entreprises privées | 50 000 | |
| 634 | Subventions aux institutions financières | 69 500 | |
| 639 | Subventions a d'autres catégories de bénéficiaires | 277 000 | |
| 64 | Transferts | 31 054 663 | 137 025 297 |
| 641 | Transferts aux établissements publics nationaux | 15 886 172 | 21 853 892 |
| 642 | Transferts aux Collectivités Territoriales Décentralisées | 1 462 424 | 115 111 405 |
| 643 | Transferts aux autres administrations publiques | 330 000 | 60 000 |
| 645 | Transferts aux ménages | 13 226 067 | |
| 646 | Transferts aux autorités supra nationales et contributions aux organisations internationales | 150 000 | |
| Titre 5 | Les Dépenses d'investissement | 1 209 758 462 | 1 220 303 604 |
| 21 | Immobilisations Incorporelles | 23 469 486 | 41 291 860 |
| 211 | Frais de recherche et de développement | 23 236 120 | 37 704 860 |
| 212 | Brevets, marques de fabrique, droits d'auteur | 178 366 | 34 800 |
| 213 | Conception de systèmes d'organisation-Progiciels | | 3 537 200 |
| 219 | Autres Immobilisations incorporelles | 55 000 | 15 000 |
| 22 | Immobilisations Non Produites | 30 206 688 | 44 323 797 |
| 221 | Terrains | 30 206 688 | 39 601 295 |
| 223 | Plantations et forêts | | 1 472 502 |
| 224 | Plan d'eau | | 3 250 000 |
| 23 | Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations des immeubles | 864 427 338 | 978 690 355 |
| 231 | Bâtiments administratifs à usage de bureau | 79 810 633 | 57 683 028 |
| 232 | Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires) | 6 040 524 | 22 114 011 |
| 233 | Bâtiments administratifs à usage technique | 87 825 959 | 35 495 509 |
| 234 | Ouvrages | 112 607 562 | 292 018 466 |
| 235 | Infrastructures | 578 142 660 | 570 876 982 |
| 236 | Réseaux informatiques | | 502 359 |
| 24 | Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations du Matériel et mobilier | 279 033 677 | 133 120 517 |

(En milliers FCFA)

| CODE | LIBELLE | 2022 | 2023 |
|---------------------------|--|----------------------|----------------------|
| 241 | Mobilier et matériel de logement et de bureau | 236 638 247 | 45 355 138 |
| 242 | Matériel Informatique de bureau | 5 287 796 | 5 875 697 |
| 243 | Matériel de transport | 4 538 470 | 12 631 687 |
| 244 | Matériel et outillage techniques | 26 519 464 | 66 707 995 |
| 245 | Objets de valeur-Collections-œuvre d'art | 5 990 200 | 1 090 000 |
| 246 | Cheptel | 14 500 | |
| 248 | Matériel et mobilier en cours | 45 000 | |
| 249 | Autres matériels et mobiliers | | 1 460 000 |
| 25 | Equipements Militaires | 2 621 273 | 12 877 075 |
| 250 | Bâtiments Militaires | | 5 061 327 |
| 251 | Bases militaires | | 722 067 |
| 252 | Ouvrages et infrastructures militaires | 2 621 273 | 3 078 221 |
| 253 | Mobiliers, matériels militaires et équipements | | 1 393 326 |
| 256 | Bâtiments à Usage de Bureau | | 757 634 |
| 258 | Equipement en cours des forces armées et de police | | 1 864 500 |
| 26 | Prises de Participation, Créances Rattachées et Cautionnement | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 262 | Prises de participation à l'extérieur | 10 000 000 | 10 000 000 |
| TOTAL DES DEPENSES | | 5 977 700 000 | 6 274 800 000 |

ARTICLE SOIXANTE-NEUVIEME.- Les charges des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2023 sont évaluées à **FCFA 70 300 000 000** et se décomposent de la manière suivante par nature de dépenses :

(Unité: milliers FCFA)

| CODE | LIBELLE | 2 022 | 2 023 |
|---------------------------|---|-------------------|-------------------|
| DEPENSES COURANTES | | 72 326 781 | 21 901 762 |
| 3 | Les Dépenses de Biens et Services | 70 661 352 | 20 319 333 |
| 60 | Achats de Biens | 8 311 262 | 9 328 081 |
| 601 | Matières, matériels et fournitures | 1 077 241 | 1 518 125 |
| 605 | Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie | 701 546 | 1 145 091 |
| 606 | Matériel et fournitures spécifiques | 6 532 475 | 6 664 865 |
| 61 | Achat de Services | 12 307 590 | 10 991 252 |
| 611 | Frais de transport et de mission | 1 610 276 | 2 016 576 |
| 612 | Loyer | 33 000 | 55 800 |
| 613 | Honoraires et études | 7 482 057 | 4 383 342 |
| 614 | Entretien et maintenance | 61 900 | 301 500 |
| 617 | Frais de relations publiques-communication | 1 031 590 | 2 406 434 |
| 618 | Frais de formation du personnel | 2 083 267 | 1 762 100 |
| 619 | Autres acquisitions de services | 5 500 | 65 500 |

(Unité: milliers FCFA)

| CODE | LIBELLE | 2 022 | 2 023 |
|----------------------------|--|-------------------|-------------------|
| 69 | Dépenses Courantes à Ventiler | 50 042 500 | 0 |
| 690 | Dépenses Courantes à Ventiler | 42 500 | 0 |
| 4 | Les Dépenses de Transfert | 1 665 429 | 1 582 429 |
| 63 | Subventions | 750 000 | 650 000 |
| 632 | Subventions aux entreprises publiques | 720 000 | 210 000 |
| 633 | Subventions aux entreprises privées | 0 | 400 000 |
| 639 | Subventions a d'autres catégories de bénéficiaires | 30 000 | 40 000 |
| 64 | Transferts | 915 429 | 932 429 |
| 641 | Transferts aux établissements publics nationaux | 481 000 | 0 |
| 646 | Transferts aux autorités supra nationales et contributions aux organisations internationales | 409 429 | 434 429 |
| 649 | Autres transferts | 25 000 | 498 000 |
| DEPENSES EN CAPITAL | | 30 373 220 | 48 398 237 |
| 3 | Les Dépenses de Biens et Services | 2 891 061 | 2 030 000 |
| 61 | Achat de Services | 2 891 061 | 2 030 000 |
| 613 | Honoraires et études | 2 891 061 | 2 030 000 |
| 4 | Les Dépenses de Transfert | 0 | 377 000 |
| 64 | Transferts | 0 | 377 000 |
| 641 | Transferts aux établissements publics nationaux | 0 | 267 000 |
| 642 | Transferts aux Collectivités Territoriales Décentralisées | 0 | 110 000 |
| 5 | Les Dépenses d'Investissement | 27 482 159 | 45 991 237 |
| 21 | Immobilisations Incorporelles | 471 600 | 481 600 |
| 212 | Brevets, marques de fabrique, droits d'auteur | 471 600 | 481 600 |
| 22 | Immobilisations Non Produites | 192 000 | 214 000 |
| 221 | Terrains | 192 000 | 214 000 |
| 23 | Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations des immeubles | 2 900 241 | 18 015 893 |
| 231 | Bâtiments administratifs à usage de bureau | 2 068 992 | 2 276 314 |
| 233 | Bâtiments administratifs à usage technique | 265 000 | 0 |
| 234 | Ouvrages | 285 000 | 739 579 |
| 235 | Infrastructures | 281 249 | 15 000 000 |
| 24 | Acquisitions, Constructions et Grosses Réparations du Matériel et mobilier | 23 918 318 | 27 255 744 |
| 241 | Mobilier et matériel de logement et de bureau | 16 261 134 | 21 716 057 |
| 242 | Matériel Informatique de bureau | 646 437 | 450 000 |
| 243 | Matériel de transport | 306 500 | 387 000 |
| 244 | Matériel et outillage techniques | 6 704 247 | 4 652 687 |
| 245 | Objets de valeur-Collections-œuvre d'art | 0 | 50 000 |
| 25 | Equipements Militaires | 0 | 24 000 |
| 258 | Equipement en cours des forces armées et de police | 0 | 24 000 |

(Unité: milliers FCFA)

| CODE | LIBELLE | 2 022 | 2 023 |
|------|-------------------------------|--------------------|-------------------|
| | TOTAL DEPENSES DES CAS | 102 700 000 | 70 300 000 |

CHAPITRE TROISIÈME **ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE**

ARTICLE SOIXANTE-DIXIÈME.- Pour l'exercice 2023, l'équilibre du budget de l'État qui résulte de l'évaluation des recettes et de la fixation des plafonds des dépenses présentées aux articles soixante-sixième, soixante-septième, soixante-huitième et soixante-neuvième ci-dessus est fixé aux montants suivants :

(En milliards de FCFA)

| RECETTES | MONTANT | DEPENSES | MONTANT |
|--|----------------|--|----------------|
| I. BUDGET GENERAL | | | |
| RECETTES INTERNES | 4 676,4 | DEPENSES COURANTES | 3 679,3 |
| Recettes fiscales brutes | 3 528,1 | Intérêts et commissions bruts | 313,9 |
| <i>dont remboursement des crédits TVA</i> | <i>84,0</i> | <i>Allègement intérêts dette extérieure</i> | <i>0,0</i> |
| Recettes fiscales nettes | 3 444,1 | Dépenses de personnel | 1 257,7 |
| Recettes pétrolières | 807,0 | Biens et services | 1 074,8 |
| Recettes non fiscales | 250,4 | <i>Dont Etudes et maîtrise d'œuvre lié à l'investissement</i> | <i>70,5</i> |
| Total Recettes internes nettes | 4 501,5 | Transferts courants | 1 033,0 |
| DONS | 91,0 | <i>Dont transferts en capital au CTD et EP</i> | <i>146,5,0</i> |
| Dons programmes | 55,6 | <i>Dont subventions versées aux CAS</i> | <i>15,0</i> |
| Dons projets | 35,4 | DEPENSES EN CAPITAL | 1 170,7 |
| RECETTES EXCEPTIONNELLES | 0,0 | Financements extérieur | 723,5 |
| Recettes de privatisations | | Ressources propres | 417,2 |
| <i>Prélèvements sur les recettes au profit du Fonds spécial de solidarité national pour la lutte contre le Coronavirus</i> | <i>0,0</i> | Participation/Restructuration | 30,0 |
| RECETTES NETTES BUDGET GENERAL | 4 592,4 | AUTRES DEPENSES | 0,0 |
| | | Prêts nets | 0,0 |
| | | DEPENSES BUDGET GENERAL | 4 850,0 |
| II – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | | | |
| Comptes d'affectation spéciale | 70,3 | Comptes d'affectation spéciale | 70,3 |
| <i>Dont Fonds Spécial reconstruction Extrême-Nord, Nord- Ouest et Sud- Ouest</i> | <i>15,0</i> | <i>Dont Fonds Spécial reconstruction Extrême-Nord, Nord- Ouest et Sud- Ouest</i> | <i>15,0</i> |
| <i>Fonds de concours (Dons)</i> | <i>0,0</i> | <i>Fonds de concours</i> | <i>0,0</i> |
| <i>Autres Comptes d'Affectation Spéciale</i> | <i>55,3</i> | <i>Autres Comptes d'Affectation Spéciale</i> | <i>55,3</i> |
| TOTAL RECETTES BUDGETAIRES NETTES DE L'ETAT | 4 662,7 | TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES DE L'ETAT | 4 920,3 |
| III - SOLDES | | | |
| | Montant | | % du PIB |
| CAPACITE/BESOIN DE FINANCEMENT | -257,6 | | -0,9 |
| SOLDE GLOBAL | -257,6 | | -0,9 |
| SOLDE DE REFERENCE DE LA CEMAC | -535,4 | | -1,8 |

CHAPITRE QUATRIÈME

FINANCEMENT GLOBAL ET HABILITATIONS

ARTICLE SOIXANTE-ONZIEME.- Pour l'exercice 2023, les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards de FCFA)

| BESOINS DE FINANCEMENT ET DE TRESORERIE | MONTANT | RESSOURCES DE FINANCEMENTS ET DE TRESORERIE | MONTANT |
|---|----------------|---|----------------|
| Déficit budgétaire global | 257,6 | Prêts projets | 795,4 |
| Amortissement Dette structurée (hors correspondants) | 1 225,8 | Emission des Titres publics | 450,0 |
| Dette extérieure | 704,0 | Appuis Budgétaires | 240,0 |
| Dette intérieure | 521,8 | Financement bancaire | 155,7 |
| Restes à payer Trésor/Dette non structurée CAA | 115,0 | <i>Compte séquestre TVA</i> | 84,0 |
| Remboursement des crédits TVA | 84 | Financements exceptionnels | 41,3 |
| Sortie nette de trésorerie au profit des Correspondants | 0,0 | <i>Appui budgétaire BAD (PARPAC)</i> | 41,3 |
| | | Autres emprunts | 0,0 |
| TOTAL | 1 682,4 | TOTAL | 1 682,4 |

ARTICLE SOIXANTE-DOUZIEME.- Au cours de l'exercice 2023, le Ministre en charge des finances est habilité à procéder à une gestion active de la dette et de la trésorerie à travers notamment des opérations de rachat, d'échange ou de remboursement anticipé des titres émis, d'utilisation des instruments de couverture contre les risques.

ARTICLE SOIXANTE-TREIZIEME.- Au cours de l'exercice 2023, le Gouvernement est habilité à recourir **aux emprunts intérieurs** notamment par des émissions des titres publics, pour des besoins de financement des projets de développement, pour un montant maximum de F.CFA 450 milliards.

ARTICLE SOIXANTE-QUATORZIEME.-

- 1) Le Gouvernement est autorisé à négocier et éventuellement à conclure au cours de l'exercice 2023, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'État ainsi que sa souveraineté économique et politique, des emprunts extérieurs **sur prêts-projets** pour un montant de F.CFA 674 milliards.
- 2) **En valeur actuelle, ce plafond de la dette extérieure représente FCFA 426 milliards.**

DEUXIÈME PARTIE MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE SOIXANTE-QUINZIEME.- La présente partie prévoit et autorise les moyens des politiques publiques consacrés à l'ensemble des ministères et institutions pour l'exercice 2023.

TITRE DEUXIÈME
CRÉDITS OUVERTS

CHAPITRE PREMIER
CRÉDITS DU BUDGET GÉNÉRAL

ARTICLE SOIXANTE-SEIZIEME.- Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement du budget général ouverts sur les programmes concourant à la réalisation des objectifs assortis d'indicateurs sont fixés comme suit .

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|---|--|--|-------------------|-------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| CHAPITRE 01 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | | | | | 51 260 000 | 51 260 000 |
| 1 | 168 | FORMULATION ET COORDINATION DE L' ACTION PRÉSIDENTIELLE | Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations | Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République | 21 583 410 | 21 583 410 |
| 2 | 169 | PROTECTION PRÉSIDENTIELLE ET INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE | Préserver l'intégrité du territoire national et la stabilité politique | Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions | 7 421 843 | 7 421 843 |
| 3 | 170 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE ET SES SERVICES RATTACHÉS | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes | Taux global de réalisation des activités budgétisées | 22 254 747 | 22 254 747 |
| CHAPITRE 02 - SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE | | | | | 7 961 000 | 7 961 000 |
| 4 | 171 | FORMULATION ET COORDINATION DE L' ACTION PRÉSIDENTIELLE | Contribuer à l'atteinte des objectifs visés par le programme des grandes réalisations | Taux de réalisation des actions approuvées par le Président de la République | 1 187 729 | 1 187 729 |
| 5 | 172 | PROTECTION PRÉSIDENTIELLE ET INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE | Contribuer à la préservation de l'intégrité du territoire national et la stabilité politique | Niveau global d'atteinte des objectifs assignés aux missions | 6 773 271 | 6 773 271 |
| CHAPITRE 03 - ASSEMBLEE NATIONALE | | | | | 29 622 000 | 29 622 000 |
| 6 | 174 | RENFORCEMENT DU CONTRÔLE PARLEMENTAIRE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE | contribuer à l'effectivité des services Publics | Taux de contrôle du programme d'investissement prioritaire du Gouvernement | 11 140 000 | 11 140 000 |
| 7 | 175 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE | Renforcer le cadre législatif national | Taux de contribution de l'AN au renforcement du cadre législatif national | 18 482 000 | 18 482 000 |
| CHAPITRE 04 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE | | | | | 24 647 341 | 19 951 000 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|--|-----------|--|--|--|-------------------|-------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 8 | 204 | COORDINATION STRATEGIQUE ET POLITIQUE | Optimiser la coordination stratégique et politique de l'action gouvernementale | Proportion des évènements supervisés par le Premier Ministre concourant au rayonnement économique par rapport à l'ensemble des évènements concourant au rayonnement économique | 3 264 154 | 3 264 154 |
| 9 | 010 | DIRECTION ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE | Veiller à l'amélioration de la gouvernance administrative, économique et financière des politiques publiques, en vue de garantir la transformation structurelle de l'économie, le développement du capital humain et du bien-être, et la promotion de l'emploi et de l'insertion économique, en cohérence avec la SND30. | Taux de responsivité dans les délais; | 2 449 268 | 2 449 268 |
| 10 | 011 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES INTERNES ET RATTACHES AUX SERVICES DU PREMIER MINISTRE | Améliorer la coordination opérationnelle des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes dans les SPM | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein des SPM | 18 933 919 | 14 237 578 |
| CHAPITRE 05 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | | | | | 1 891 000 | 1 891 000 |
| 11 | 095 | CONSEIL DE L'EXÉCUTIF EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE, SOCIALE, CULTURELLE ET ENVIRONNEMENTALE | Renforcer la participation des différentes catégories socioprofessionnelles à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques | Nombre d'avis émis par le CES | 73 000 | 73 000 |
| 12 | 096 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du CES | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CES | 1 818 000 | 1 818 000 |
| CHAPITRE 06 - MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES | | | | | 38 795 000 | 38 795 000 |
| 13 | 087 | RENFORCEMENT DU POTENTIEL DES RELATIONS BILATÉRALES | capitaliser au bénéfice du Cameroun les retombées qu'offrent les relations bilatérales en vue de son émergence diplomatique | Nombre d'instruments juridiques de coopération bilatérale en cours de négociation | 16 790 958 | 16 790 958 |
| 14 | 088 | NEGOCIATION, COORDINATION ET SUIVI DE LA COOPERATION MULTILATERALE, DECENTRALISEE, NON GOUVERNEMENTALE ET DES PROGRAMMES SUBSEQUENTS | Diversifier et accroître les opportunités de la coopération multilatérale, décentralisée et non gouvernementale pour le développement du Cameroun | Nombre d'accords, projets, programmes et mécanismes obtenus et mis en œuvre grâce à la coopération multilatérale, décentralisée et non gouvernementale | 4 295 046 | 4 295 046 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|--|---|--|-------------------|-------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 15 | 089 | GESTION DE LA DIASPORA, DES MIGRANTS ET DES CRISES NOUVELLES | Accroître la participation des Camerounais à l'étranger au développement du Cameroun et contribuer à la gestion des crises nouvelles | Nombre de migrants retournés et réinsérés | 5 793 688 | 5 793 688 |
| 16 | 090 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINREX | Taux de réalisation des activités budgétisées | 11 915 307 | 11 915 307 |
| CHAPITRE 07 - MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE | | | | | 40 827 000 | 40 441 000 |
| 17 | 161 | ADMINISTRATION DU TERRITOIRE | Accroître la représentativité de l'administration du territoire | Proportion des rapports des tournées effectuées transmis par les Autorités Administratives au cours de l'année | 11 757 928 | 11 757 928 |
| 18 | 162 | CONTRIBUTION A LA PROMOTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS | Assurer le respect de la réglementation en matière des libertés individuelles et collectives | Proportion des organisations de la société civile contrôlées par an | 6 629 553 | 6 629 553 |
| 19 | 163 | DEVELOPPEMENT DU DISPOSITIF NATIONAL DE PROTECTION CIVILE | Renforcer la résilience face aux risques, aux catastrophes et leurs effets | Nombre de départements disposant des Plans d'Organisation de Secours (ORSEC) | 7 311 838 | 7 311 838 |
| 20 | 164 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère | 15 127 681 | 14 741 681 |
| CHAPITRE 08 - MINISTERE DE LA JUSTICE | | | | | 63 521 735 | 65 915 000 |
| 21 | 050 | AMELIORATION DE L'ACTIVITE JURIDICTIONNELLE | Améliorer la qualité et l'accès équitable au service public de la Justice | Proportion des affaires traitées dans les délais raisonnables | 30 044 823 | 32 438 088 |
| 22 | 051 | AMELIORATION DE LA POLITIQUE PENITENTIAIRE | Améliorer les conditions de détention et la promotion de la réinsertion sociale des détenus | Proportion des détenus formés à la réinsertion | 22 736 054 | 22 736 054 |
| 23 | 052 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR JUSTICE | Assurer annuellement l'efficacité et l'efficience des services pour la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère de la Justice | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Justice | 10 740 858 | 10 740 858 |
| CHAPITRE 09 - COUR SUPREME | | | | | 5 120 000 | 5 120 000 |
| 24 | 114 | CONTROLE DE LA TRANSPARENCE FINANCIERE DE LA GESTION BUDGETAIRE ET DE LA QUALITE DES COMPTES PUBLICS | Renforcer le contrôle et le jugement des comptes publics | Taux de contrôle juridictionnel effectué | 843 320 | 843 320 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTF | INDICATEUR | AE | CP |
|--|-----------|--|---|--|--------------------|--------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 25 | 115 | GESTION DES CONTENTIEUX JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIFS | Améliorer le rendement de la Cour Suprême en matière Judiciaire et Administrative | Taux de décisions rendues en matière judiciaire et administrative | 362 000 | 362 000 |
| 26 | 188 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA COUR SUPRÊME | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes de la CS | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la Cour Suprême | 3 914 680 | 3 914 680 |
| CHAPITRE 10 - MINISTERE DES MARCHES PUBLICS | | | | | 14 128 000 | 14 128 000 |
| 27 | 027 | ADMINISTRATION DU SYSTEME DES MARCHES PUBLICS | Assurer le bon fonctionnement du système des marchés publics | Proportion des marchés passés suivant la procédure de gré à gré | 2 120 860 | 2 120 860 |
| 28 | 028 | PROGRAMMATION ET SUIVI DES MARCHES PUBLICS | Veiller à la programmation et à la bonne passation des marchés publics | Proportion des marchés programmés exécutés | 2 213 000 | 2 213 000 |
| 29 | 029 | CONTROLE EXTERNE DE L'EXECUTION DES MARCHES PUBLICS | Veiller à la qualité des prestations réalisées | Proportion des marchés exécutés dans le respect des spécifications techniques | 1 950 360 | 1 950 360 |
| 30 | 030 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES MARCHES PUBLICS | Améliorer la performance des services | Taux de réalisation des activités budgétisées | 7 843 780 | 7 843 780 |
| CHAPITRE 11 - CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT | | | | | 5 985 000 | 5 985 000 |
| 31 | 067 | RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES ATTEINTES A LA FORTUNE PUBLIQUE | Promouvoir la culture de la bonne gouvernance dans la gestion des affaires publiques | Proportion d'acteurs de la gestion des finances publiques hommes et femmes, s'étant appropriés les normes du contrôle interne et les mesures de prévention des atteintes à la fortune publique | 785 000 | 785 000 |
| 32 | 076 | CONTROLES, AUDITS ET SANCTIONS | Veiller à la satisfaction du niveau de qualité souhaiter dans la gestion des finances publiques, sanctionner les gestionnaires indécats et Suivre la mise en application des sanctions prises par le CDBF | Nombre d'équipes de missions d'audit déployées par an | 2 002 000 | 2 002 000 |
| 33 | 077 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU CONTRÔLE SUPERIEUR DE L'ETAT | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du CONSUPE | Taux de réalisation des activités budgétisées | 3 198 000 | 3 198 000 |
| CHAPITRE 12 - DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE | | | | | 100 567 000 | 100 567 000 |
| 34 | 062 | CONSOLIDATION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | Accroître la protection des institutions, des libertés publiques, des personnes et des biens | Taux de couverture sécuritaire du territoire national | 17 176 691 | 17 176 691 |
| 35 | 063 | RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ FRONTALIÈRE | Accroître la sécurité des frontières | Proportion d'actes criminels et d'infractions transfrontaliers maîtrisés | 4 768 300 | 4 768 300 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTF | INDICATEUR | AE | CP |
|--|-----------|--|--|---|--------------------|--------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 36 | 064 | REDYNAMISATION DU SYSTÈME DE RENSEIGNEMENT | Mettre à la disposition des autorités, des renseignements pour la prise de décisions | Quantité de notes de synthèse sécuritaires produites | 6 095 054 | 6 095 054 |
| 37 | 065 | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA DGSN | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes | Taux de réalisation des activités budgétisées à la DGSN | 72 526 955 | 72 526 955 |
| CHAPITRE 13 - MINISTERE DE LA DEFENSE | | | | | 276 083 805 | 276 941 000 |
| 38 | 001 | DÉFENSE DE L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE NATIONAL | Renforcer les mesures garantissant l'intégrité territoriale | Taux de réalisation des Tableaux des Effectifs et de Dotations Générales des armées | 139 380 543 | 140 037 738 |
| 39 | 003 | PARTICIPATION A LA SÉCURITÉ DES PERSONNES, DES BIENS ET DE L'ENVIRONNEMENT | Garantir les conditions de sécurité et de paix favorables au développement | Taux de criminalité évalué par la Gendarmerie Nationale | 70 450 363 | 70 650 363 |
| 40 | 004 | ASSISTANCE, RECONVERSION ET REINSERTION DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (ACVG) | Améliorer le suivi, la reconversion et la réinsertion des Anciens Combattants et Victimes de guerre | Nombre des ACGV ou leurs ayants causes pris en charge ou assistés | 10 354 514 | 10 354 514 |
| 41 | 005 | PARTICIPATION À L'ACTION NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT | Améliorer l'appui du MINDEF dans des domaines spécifiques contribuant au développement socio-économique du Cameroun | Taux de réalisation des diverses sollicitations infrastructurelles à l'endroit des structures du MINDEF | 10 533 649 | 10 533 649 |
| 42 | 006 | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DÉFENSE | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Défense | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Défense | 45 364 736 | 45 364 736 |
| CHAPITRE 14 - MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE | | | | | 5 555 000 | 5 555 000 |
| 43 | 148 | CONSERVATION DE LA CULTURE ET DE L'ART CAMEROUNAIS | Reconstituer et sauvegarder le patrimoine culturel et artistique | proportion de biens et éléments culturels viabilisés et opérationnels | 1 336 250 | 1 336 250 |
| 44 | 149 | DÉVELOPPEMENT ET VALORISATION DE LA PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS | favoriser l'émergence d'un secteur culturel marchand organisé, compétitif et créateur de revenus et d'emplois durables | Proportion des actions menées pour favoriser la production et la consommation des biens et services culturels | 1 839 500 | 1 839 500 |
| 45 | 182 | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère. | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINAC | 2 379 250 | 2 379 250 |
| CHAPITRE 15 - MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE | | | | | 254 232 390 | 254 232 390 |
| 46 | 101 | DÉVELOPPEMENT DU PRÉSCOLAIRE | Accroître le taux de préscolarisation sur toute l'étendue du territoire national | Taux brut de préscolarisation | 17 665 903 | 17 665 903 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|--|-----------|--|---|---|-------------------|-------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 47 | 102 | UNIVERSALISATION DU CYCLE PRIMAIRE | Améliorer l'accès et l'achèvement de tous les enfants d'âge scolaire à un enseignement primaire de qualité et inclusif | 1.Taux d'achèvement du cycle primaire | 188 633 742 | 188 633 742 |
| | | | | 2.Taux net d'admission au primaire | | |
| 48 | 103 | ALPHABÉTISATION | Accroître le pourcentage de la population alphabétisée dans les CAF, les CEBNF et les CPLN | pourcentage de la population alphabétisée dans les CAF, les CEBNF et les CPLN | 4 581 482 | 4 581 482 |
| 49 | 104 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR EDUCATION DE BASE | Optimiser la mise en œuvre efficace des programmes opérationnels | Taux moyen de réalisation des indicateurs des programmes opérationnels | 43 351 263 | 43 351 263 |
| CHAPITRE 16 - MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE | | | | | 23 644 000 | 23 644 000 |
| 50 | 007 | DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION PHYSIQUE | Accroître la pratique saine, méthodique et encadrée des Activités Physiques et Sportives (APS) | Proportion des personnes ayant participé aux activités de promotion et de vulgarisation de la pratique des APS | 4 744 633 | 4 744 633 |
| 51 | 008 | DEVELOPPEMENT DU SPORT | Améliorer le rayonnement international du Cameroun par le sport et la gouvernance du mouvement sportif national | proportion des fédérations sportives organisant des compétitions sur le plan national | 12 020 833 | 12 020 833 |
| 52 | 009 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du MINSEP | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère | 6 878 534 | 6 878 534 |
| CHAPITRE 17 - MINISTERE DE LA COMMUNICATION | | | | | 4 813 000 | 4 813 000 |
| 53 | 013 | Accroissement de l'accès des populations aux contenus médiatiques | Accroître qualitativement et quantitativement la couverture nationale de l'information par les médias publics et à capitaux privés | Taux de couverture | 1 155 000 | 1 155 000 |
| 54 | 097 | Développement d'une communication multisectorielle axée sur la performance sociétale | Accroître l'offre d'information institutionnelle pour l'accès des populations aux services sociaux de base ainsi que la disponibilité des dites informations auprès des publics concernés | Pourcentage de la population sensibilisée sur l'utilisation des services sociaux de base en vue d'améliorer leurs conditions de vie | 1 771 300 | 1 771 300 |
| 55 | 160 | Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur de la communication | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de la Communication | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Communication | 1 886 700 | 1 886 700 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|--|-----------|---|---|---|-------------------|-------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| CHAPITRE 18 - MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | | | | | 72 595 000 | 73 465 000 |
| 56 | 116 | DEVELOPPEMENT DE LA COMPOSANTE TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNELLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | Accroître en quantité et en qualité le nombre des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur | Pourcentage des étudiants formés dans les établissements technologiques et professionnels de l'enseignement supérieur | 17 708 827 | 17 708 827 |
| 57 | 117 | MODERNISATION ET PROFESSIONNALISATION DES ETABLISSEMENTS FACULTAIRES CLASSIQUES | Donner des compétences et aptitudes professionnelles aux étudiants des établissements facultaires classiques leur permettant de trouver un emploi ou de s'auto-employer | Taux d'encadrement annuel des étudiants de niveau Master | 7 487 200 | 7 487 200 |
| 58 | 118 | DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION UNIVERSITAIRE | Permettre à la recherche universitaire d'impacter positivement le développement du pays en vue de son émergence | Nombre de résultats de la recherche universitaire exploités dans les secteurs prioritaires définis dans la stratégie de développement par an. | 19 810 000 | 20 680 000 |
| 59 | 119 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes dans l'Enseignement Supérieur | Taux de réalisation des activités budgétisées au MINESUP | 27 588 973 | 27 588 973 |
| CHAPITRE 19 - MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | | | | | 12 808 000 | 12 808 000 |
| 60 | 136 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR RECHERCHE ET INNOVATION | Améliorer la coordination, le fonctionnement et la performance du sous-secteur Recherche et Innovation | Taux de mise en œuvre du plan d'action ministériel | 5 922 208 | 5 922 208 |
| 61 | 193 | DENSIFICATION DE LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION | Accroître les performances de la recherche scientifique, technologique et d'innovation | Nombre de résultats de la recherche produits et diffusés | 6 885 792 | 6 885 792 |
| CHAPITRE 20 - MINISTERE DES FINANCES | | | | | 66 665 450 | 65 868 000 |
| 62 | 031 | MOBILISATION DES RECETTES FISCALES INTERNES NON PÉTROLIÈRES | Améliorer le recouvrement des recettes fiscales internes non pétrolières et le climat des affaires | Taux de recouvrement des recettes fiscales internes non pétrolières | 9 830 287 | 9 830 287 |
| 63 | 032 | GOUVERNANCE DOUANIÈRE, PROTECTION DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE ET PARTICIPATION A LA SÉCURITÉ NATIONALE | Faciliter le commerce extérieur et contribuer à la sécurité nationale | Taux d'interception des marchandises stratégiques en circulation au Cameroun | 11 237 506 | 9 665 056 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|---|--|--|-------------------|-------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 64 | 033 | GESTION DU TRÉSOR PUBLIC ET SUIVI DU SECTEUR FINANCIER | Améliorer l'efficacité du Trésor Public et optimiser le financement de l'économie | Durée moyenne de paiement des dépenses après leur prise en charge par les services du Trésor | 13 183 084 | 12 958 084 |
| 65 | 034 | GESTION BUDGÉTAIRE DE L'ÉTAT | Assurer la préparation adéquate des Projets de Loi de Finances et l'exécution efficace des budgets des Entités Publiques | Durée moyenne de traitement des dossiers de dépenses | 14 952 677 | 14 952 677 |
| 66 | 092 | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère | 17 461 897 | 18 461 897 |
| CHAPITRE 21 - MINISTERE DU COMMERCE | | | | | 8 240 000 | 8 240 000 |
| 67 | 015 | APPUI AU DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS | Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des produits « made in Cameroon » dans les marchés d'exportation | Part des produits mis en marché à l'étranger dans l'ensemble des produits devant faire l'objet d'un encadrement du MINCOMMERCE | 489 739 | 489 739 |
| 68 | 021 | REGULATION DU MARCHÉ INTERIEUR | Veiller à l'approvisionnement régulier du marché intérieur dans les conditions de saine concurrence | Indice des prix des produits de grande consommation | 3 452 309 | 3 452 309 |
| 69 | 025 | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINCOMMERCE | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du ministère | Taux de réalisation des activités budgétisées | 3 610 344 | 3 610 344 |
| 70 | 152 | PROMOTION DE LA METROLOGIE, DE LA VEILLE NORMATIVE ET ENCADREMENT DU JUSTE PRIX | Garantir l'équité dans les activités commerciales | Taux d'équité des transactions commerciales | 687 608 | 687 608 |
| CHAPITRE 22 - MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | | | | | 64 233 000 | 64 233 000 |
| 71 | 019 | PLANIFICATION STRATEGIQUE ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE | Veiller à la mise en œuvre de la SND30, favoriser un développement harmonieux et durable du territoire et contribuer à la lutte contre la pauvreté | Taux de production des rapports et outils stratégiques attendus | 43 503 618 | 43 503 618 |
| 72 | 022 | APPUI A LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE | Contribuer à la transformation structurelle en vue de l'accélération de la croissance économique | Taux d'exécution physique du BIP. | 8 883 305 | 8 883 305 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|---|---|---|--------------------|--------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 73 | 023 | RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L'INTEGRATION REGIONALE | Améliorer l'alignement des apports de partenariats économiques et de l'intégration régionale à la réalisation des priorités de développement du Cameroun. | Ratio annuel des financements extérieurs mobilisés conformément aux termes et conditions fixés par la loi de finances | 5 013 866 | 5 013 866 |
| 74 | 024 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | Améliorer la coordination des services et appuyer la mise en œuvre des programmes opérationnels | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINEPAT | 6 832 211 | 6 832 211 |
| CHAPITRE 23 - MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS | | | | | 7 407 000 | 7 407 000 |
| 75 | 014 | PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS | Attirer les visiteurs internationaux et internes | Nombre de visiteurs internationaux | 1 337 848 | 1 337 848 |
| 76 | 150 | DIVERSIFICATION ET RENFORCEMENT DE L'OFFRE DU TOURISME ET DES LOISIRS | Accroître l'offre des produits et services touristiques et de loisirs | Valeur ajoutée créée par le secteur du tourisme et loisirs | 3 062 318 | 3 062 318 |
| 77 | 151 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR TOURISME ET LOISIRS | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes | Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées | 3 006 834 | 3 006 834 |
| CHAPITRE 25 - MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES | | | | | 461 208 000 | 461 208 000 |
| 78 | 105 | RENFORCEMENT DE L'ACCES AUX ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES | Accroître l'accès aux Enseignements Secondaires | Taux de transition du primaire au secondaire (donc celui des filles et des garçons) | 99 307 900 | 99 307 900 |
| 79 | 106 | AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EDUCATION ET DE LA VIE EN MILIEU SCOLAIRE DANS LE SOUS-SECTEUR DES SENSEIGNEMENTS SECONDAIRES | Améliorer la qualité des enseignements et des apprentissages dans le sous-secteur des Enseignements Secondaires | Taux d'achèvement des premiers et second cycle | 243 995 000 | 243 995 000 |
| 80 | 107 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES | Améliorer la gouvernance et la gestion optimale des ressources | Taux de réalisation des activités programmées au MINESEC | 44 224 100 | 44 224 100 |
| 81 | 112 | INTENSIFICATION DE LA PROFESSIONNALISATION ET OPTIMISATION DE LA FORMATION DANS LE SOUS SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES | Accroître les compétences professionnelles des apprenants du secondaire technique et professionnel | Pourcentage des apprenants par sexe, dans les filières porteuses | 73 681 000 | 73 681 000 |
| CHAPITRE 26 - MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE | | | | | 26 010 000 | 26 010 000 |
| 82 | 144 | EDUCATION CIVIQUE ET VOLONTARIAT | Inculquer les valeurs civiques, morales et éthiques aux populations | Proportion de la population ayant acquis des comportements civiques | 6 894 637 | 6 894 637 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTF | INDICATEUR | AE | CP |
|--|-----------|--|---|---|-------------------|-------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 83 | 145 | INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES JEUNES | Accroître l'insertion économique des jeunes encadrés dans les structures du MINJEC | Taux d'insertion économique des jeunes formés dans les structures d'encadrement du MINJEC | 10 094 500 | 10 094 500 |
| 84 | 146 | INTEGRATION NATIONALE ET PARTICIPATION CITOYENNE | Renforcer les valeurs républicaines au sein des populations | Nombre de personnes formées sur les valeurs républicaines (vivre ensemble et participation au développement) | 3 456 754 | 3 456 754 |
| 85 | 147 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique | 5 564 109 | 5 564 109 |
| CHAPITRE 27 - MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL | | | | | 51 047 000 | 51 047 000 |
| 86 | 098 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du MINDDEVEL | Taux de réalisation des activités budgétisées au MINDDEVEL | 4 086 305 | 4 086 305 |
| 87 | 099 | APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS DE DECENTRALISATION | Renforcer l'autonomie administrative et financière des CTD | Nombre de communes dont les ressources financières augmentent d'au moins 5% par an | 3 025 695 | 3 025 695 |
| 88 | 100 | PROMOTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL | Promouvoir la contribution des CTD à la croissance économique et le développement local | Taux d'exécution physique des projets mis en œuvre par les CTD | 43 935 000 | 43 935 000 |
| CHAPITRE 28 - MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | | | | | 6 710 000 | 6 710 000 |
| 89 | 002 | CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DESERTIFICATION ET SECHERESSE | Réduire la vulnérabilité des activités de développement des populations aux effets néfastes des changements climatiques, de la désertification et la sécheresse | Niveau d'adaptation et de résilience des secteurs de développement aux changements climatiques | 2 826 400 | 2 826 400 |
| 90 | 069 | BIODIVERSITE | Assurer le suivi et la promotion de la conservation, de l'utilisation durable, de la restauration et de la valorisation de la Biodiversité | Evolution de l'état des écosystèmes, des espèces et des ressources génétiques de la Biodiversité | 602 000 | 602 000 |
| 91 | 091 | DEVELOPPEMENT DURABLE | Promouvoir la prise en compte du développement durable dans les programmes et projets au Cameroun | Nombre des programmes et projets de développement intégrant les questions environnementales dans leurs élaborations et leurs mises en œuvre ; | 689 500 | 689 500 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|--|-----------|---|---|--|--------------------|--------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 92 | 093 | POLLUTIONS, NUISANCES ET SUBSTANCES CHIMIQUES NOCIVES ET/OU DANGEREUSES | Réduire les pollutions et nuisances environnementales | Quantité de déchets dangereux gérés de manière écologiquement rationnelle | 990 500 | 990 500 |
| 93 | 094 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes techniques du sous –secteur Environnement, à la Protection de la nature et au Développement Durable | Taux de réalisation des activités budgétisées du MINEPDED | 1 601 600 | 1 601 600 |
| CHAPITRE 29 - MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE | | | | | 7 070 000 | 7 070 000 |
| 94 | 035 | AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE DU POTENTIEL GEOLOGIQUE ET VALORISATION DES RESSOURCES MINIERES | Développer le secteur des mines et carrières | Taux de connaissance du potentiel géologique | 1 201 500 | 1 201 500 |
| 95 | 036 | DEVELOPPEMENT ET DENSIFICATION DU TISSU INDUSTRIEL | Améliorer la contribution du secteur manufacturier à l'économie locale | Taux de transformation locale des matières premières | 890 900 | 890 900 |
| 96 | 037 | MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE | Contribuer à l'amélioration de la compétitivité technique de l'industrie locale | Indice de développement de l'infrastructure qualité | 1 023 000 | 1 023 000 |
| 97 | 038 | DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES ET VALORISATION DES ACTIFS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE | Favoriser le développement des technologies et la valorisation des actifs de propriété industrielle | Proportion de technologies locales exploitées | 883 000 | 883 000 |
| 98 | 039 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au MINMIDT | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINMIDT | 3 071 600 | 3 071 600 |
| CHAPITRE 30 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | | | | | 117 014 348 | 117 014 348 |
| 99 | 184 | PRODUCTION ET PRODUCTIVITE DES FILIERES AGRICOLES | Accroître la production annuelle des principales filières végétales | Taux d'évolution de la production des principales filières agricoles | 65 211 060 | 65 211 060 |
| 100 | 185 | GESTION DURABLE DES SYSTEMES DE PRODUCTION AGRICOLE ET SECURITE ALIMENTAIRE | Améliorer l'exploitation durable des terres arables et diminuer le taux d'insécurité alimentaire | Proportion des producteurs ayant adopté des mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatique | 6 581 020 | 6 581 020 |
| 101 | 186 | DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES AGRICOLES, RURALES ET MECANISATION AGRICOLE | Améliorer l'accès aux infrastructures de production et équipements agricoles en milieu rural. | Proportion des communes dotées d'une nouvelle mini infrastructure rurale par an | 26 760 348 | 26 760 348 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|--|---|--|--------------------|--------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 102 | 187 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL | Assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural | 18 461 920 | 18 461 920 |
| CHAPITRE 31 - MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES | | | | | 51 327 860 | 51 327 860 |
| 103 | 053 | DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ET DES INDUSTRIES ANIMALES | Assurer l'accroissement de la production des produits d'origine animale | Taux d'accroissement de la production en équivalent viande des produits et denrées d'origine animale | 36 138 145 | 36 138 145 |
| 104 | 055 | AMELIORATION DE LA COUVERTURE SANITAIRE DES CHEPTELS ET DE LA LUTTE CONTRE LES ZONOSSES | Protéger le cheptel des maladies animales et améliorer la qualité sanitaire des denrées alimentaires d'origines animale et halieutiques | Proportion des foyers des maladies (animales et zoonotiques) assainies par rapport au nombre de foyers notifiés et confirmés | 4 606 617 | 4 606 617 |
| 105 | 057 | DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES | Assurer une production croissante et durable des produits halieutiques | Taux d'accroissement des quantités de produits halieutiques | 4 273 757 | 4 273 757 |
| 106 | 059 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS SECTEUR ELEVAGE, PECHEES ET INDUSTRIES ANIMALES | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) | 6 309 341 | 6 309 341 |
| CHAPITRE 32 - MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE | | | | | 285 276 000 | 284 814 000 |
| 107 | 016 | OFFRE D'ENERGIE | Produire l'énergie en quantité abondante pour améliorer le cadre de vie des populations, satisfaire l'industrialisation et devenir un pays exportateur de l'électricité | Puissance disponible (MW) | 169 036 914 | 169 036 914 |
| 108 | 137 | ACCES A L'ENERGIE | Accroître l'accès à l'énergie pour les ménages et les industries | Taux d'accès à l'électricité (%) | 43 857 000 | 43 395 000 |
| 109 | 138 | ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE | Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement liquide des ménages et des opérateurs économiques | Taux de desserte en eau (en %) | 60 164 827 | 60 164 827 |
| 110 | 139 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR EAU ET ENERGIE | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes | Taux de réalisation des activités budgétisées | 12 217 259 | 12 217 259 |
| CHAPITRE 33 - MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE | | | | | 19 005 000 | 19 005 000 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|---|--|--|--------------------|--------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 111 | 054 | Aménagement et renouvellement de la ressource forestière | Assurer la gestion durable des forêts | Superficie des forêts aménagées | 3 370 375 | 3 370 375 |
| 112 | 056 | Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des Aires protégées | Assurer la gestion durable et la valorisation de la faune et des aires protégées | Nombre d'aires protégées sous aménagement | 4 038 807 | 4 038 807 |
| 113 | 058 | Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses | Optimiser l'utilisation des ressources ligneuses et non ligneuses. | Volume de bois débités légal mis sur le marché | 2 052 015 | 2 052 015 |
| 114 | 060 | Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêts et faune | Accroître et améliorer les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles des acteurs au développement du sous-secteur | Taux de rendement dans la mise en œuvre des activités | 9 543 803 | 9 543 803 |
| CHAPITRE 35 - MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | | | | 25 423 952 | 25 465 552 |
| 115 | 120 | PROMOTION DE L'EMPLOI DÉCENT ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE | Promouvoir l'emploi décent à travers l'élargissement et la valorisation des opportunités de création d'emploi dans l'économie provenant des initiatives de promotion de l'emploi mises en œuvre par le MINEFOP | Nombre d'emplois créés et recensés à travers les initiatives de promotion de l'emploi du MINEFOP | 2 524 850 | 2 524 850 |
| 116 | 121 | DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES | Développer les compétences des personnes en quête de qualification professionnelle ou de recyclage en adéquation avec les besoins de l'économie | Nombre des sortants des CFP publics et privées disposant d'un titre professionnel délivré par le MINEFOP | 15 101 452 | 14 971 252 |
| 117 | 122 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes | Taux de réalisation des activités programmées et budgétisées | 7 797 650 | 7 969 450 |
| CHAPITRE 36 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS | | | | | 528 538 000 | 491 458 000 |
| 118 | 125 | CONSTRUCTION DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES | Développer et moderniser les infrastructures routières et de franchissement | Densité du réseau routier bitumé pour 1000 habitants | 341 603 577 | 306 353 577 |
| 119 | 126 | REHABILITATION, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES ROUTES ET AUTRES INFRASTRUCTURES | Restaurer et Améliorer le réseau bitumé et en terre | Linéaire du réseau bitumé réhabilité | 171 390 071 | 170 860 071 |
| 120 | 127 | RÉALISATION DES ÉTUDES TECHNIQUES D'INFRASTRUCTURES | Améliorer la qualité des études en vue d'optimiser le coût et la qualité des travaux d'infrastructures | % des études réalisées dans les délais et respectant l'itinéraire technique | 3 371 323 | 3 371 323 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|---|--|--|--------------------|--------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 121 | 128 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL | Optimiser les prestations réalisées | Taux de réalisation des activités budgétaires | 12 173 029 | 10 873 029 |
| CHAPITRE 37 - MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES | | | | | 18 468 000 | 18 468 000 |
| 122 | 026 | MODERNISATION DU CADASTRE | Disposer d'un cadastre national numérique apte à répondre aux défis de gouvernance foncière moderne | Proportion de communes disposant d'un plan cadastral numérique | 1 696 933 | 1 696 933 |
| 123 | 061 | PROTECTION ET DEVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT | Améliorer la gestion du Patrimoine de l'Etat | Proportion de bâtiments administratifs réhabilités. | 10 544 083 | 10 544 083 |
| 124 | 066 | PROTECTION ET VALORISATION DES DOMAINES | Améliorer la gestion domaniale | Proportion d'hectares de terrain sécurisés et incorporés dans le domaine privé de l'Etat | 924 511 | 924 511 |
| 125 | 068 | OPTIMISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIERES | Améliorer la gestion des affaires foncières | Délais moyen d'obtention d'un titre foncier à la conservation foncière. | 1 009 075 | 1 009 075 |
| 126 | 075 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des Programmes | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINDCAF | 4 293 398 | 4 293 398 |
| CHAPITRE 38 - MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN | | | | | 118 200 000 | 118 200 000 |
| 127 | 108 | DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT | Améliorer l'offre en logements décents. | Proportion de ménages vivant dans un habitat décent | 31 023 423 | 31 023 423 |
| 128 | 109 | AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT SOCIAL URBAIN | Doter le sous-secteur urbain et les CTD d'outils ou instruments appropriés de gestion urbaine et promouvoir l'inclusion sociale en milieu urbain | Proportion de municipalités dont le pilotage s'appuie sur des outils appropriés de gouvernance urbaine | 2 002 387 | 2 002 387 |
| 129 | 111 | DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT URBAIN ET DE MOBILITE DURABLE. | Améliorer les conditions de mobilité dans les villes. | Linéaire de voirie réalisée | 77 206 550 | 77 206 550 |
| 130 | 113 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR URBAIN. | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINH DU. | Taux de réalisation des activités budgétisées des programmes | 7 967 640 | 7 967 640 |
| CHAPITRE 39 - MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT | | | | | 10 261 000 | 10 261 000 |
| 131 | 043 | PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT | Accroître le nombre des Petites et Moyennes Entreprises, Unités de l'Economie et des artisans créés et viables. | Proportion des PME, unités et entreprises de l'économie sociale et artisans créées | 2 679 247 | 2 679 247 |
| 132 | 044 | TRANSFORMATION ET MODERNISATION DES UNITES DE PRODUCTION | Accroître la production de Petites et Moyennes Entreprises, unités de l'Economie sociale et des artisans du secteur secondaire | Taux d'accroissement des PMEESA transformées et/ou modernisées | 1 740 547 | 1 740 547 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|---|--|---|--------------------|--------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 133 | 167 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère | 5 841 206 | 5 841 206 |
| CHAPITRE 40 - MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE | | | | | 227 932 124 | 228 168 000 |
| 134 | 045 | PREVENTION DE LA MALADIE | Porter la couverture vaccinale au RR1 de 74% à au moins 80% | Pourcentage de Moustiquaire Imprégnée d'insecticide à Longue Durée d'Action (MILDA) distribuées parmi celles planifiées | 47 599 149 | 47 599 149 |
| 135 | 046 | PROMOTION DE LA SANTE ET NUTRITION | Amener la population à adopter les comportements sains et favorables à la santé | 1.Taux de malnutrition chronique chez les moins de 5 ans 2.Proportion des DS mettant en œuvre l'ATPC | 3 051 557 | 3 051 557 |
| 136 | 047 | RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE | Accroître les capacités institutionnelles des structures sanitaires, à assurer un accès durable et équitable des populations aux soins et services de santé de qualité | 1.Taux de personnes couvertes par un mécanisme de protection sociale en santé 2.Proportion des Districts disposant des structures sanitaires répondant aux besoins de la population en matière de santé. | 67 510 356 | 67 746 232 |
| 137 | 048 | PRISE EN CHARGE DES CAS | Faire passer le taux de mortalité en dessous de 70 pour 100 000 naissances | 1.Taux de mortalité maternelle 2.Pourcentage des PVVIH mis sous traitement | 53 314 565 | 53 314 565 |
| 138 | 049 | GOUVERNANCE ET PILOTAGE STRATEGIQUE DU SYSTEME DE SANTE | Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes au ministère | Taux de réalisation des activités budgétisées dans les programmes budgétaires | 56 456 496 | 56 456 496 |
| CHAPITRE 41 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE | | | | | 6 939 000 | 6 939 000 |
| 139 | 017 | PROMOTION DE LA SECURITE SOCIALE POUR TOUS | Améliorer la couverture de sécurité sociale au Cameroun | Proportion de la population active occupée couverte pour au moins trois (03) risques | 812 000 | 812 000 |
| 140 | 018 | PROMOTION DU TRAVAIL DECENT | Améliorer le dispositif de santé et de sécurité en milieu de travail | Proportion des travailleurs par sexe dont les entreprises appliquent les principes de travail décent | 2 401 900 | 2 401 900 |
| 141 | 0159 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE | Améliorer la Coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du Ministère du Travail et de la Sécurité | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINTSS | 3 725 100 | 3 725 100 |
| CHAPITRE 42 - MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES | | | | | 18 088 000 | 18 085 000 |
| 142 | 070 | PROTECTION SOCIALE DE L'ENFANCE | Assurer une offre de service inclusive et adéquate aux enfants ayant besoin de protection sociale | Pourcentage des enfants, filles et garçons, bénéficiant des prestations sociales de qualité | 2 714 350 | 2 714 350 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|--|---|--|-------------------|-------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 143 | 071 | PROTECTION SOCIALE DES GROUPES A VULNERABILITÉS SPECIFIQUES ET SOLIDARITÉ NATIONALE | Accroître l'offre des services de protection sociale aux groupes et communautés en fonction de leurs vulnérabilités spécifiques, en particulier dans les zones les plus défavorisées. | Taux d'accès des femmes et hommes socialement vulnérables aux services sociaux de base à l'initiative du MINAS | 10 890 900 | 10 890 900 |
| 144 | 179 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE SOUS-SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINAS | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINAS | 4 482 750 | 4 479 750 |
| CHAPITRE 43 - MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE | | | | | 9 201 000 | 9 201 000 |
| 145 | 140 | AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES | Renforcer le pouvoir économique des femmes | Taux d'activité des femmes | 2 596 246 | 2 596 246 |
| 146 | 141 | PROMOTION DU STATUT SOCIAL DE LA FEMME ET DU GENRE | Améliorer le statut et la situation de la femme | Nombre de femmes victimes de discriminations | 1 498 200 | 1 498 200 |
| 147 | 142 | DEVELOPPEMENT DE LA FAMILLE ET PROTECTION DES DROITS DE L'ENFANT | Renforcer le rôle social de la famille et la protection des droits de l'enfant. | Nombre d'enfants enregistrés à l'état civil avec l'accompagnement du MINPROFF | 1 785 189 | 1 785 189 |
| 148 | 143 | APPUI INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE | Renforcer la gouvernance et les capacités institutionnelles | Taux de réalisation des activités budgétisées | 3 321 365 | 3 321 365 |
| CHAPITRE 45 - MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | | | | | 14 748 000 | 14 748 000 |
| 149 | 129 | DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE | Accroître l'accès au réseau postal national. | Proportion des points de contacts postaux ayant une connexion internet. | 1 191 063 | 1 191 063 |
| 150 | 130 | DEVELOPPEMENT DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE | Accroître l'accessibilité du numérique et promouvoir son usage. | Indice de Développement des TIC (IDI) | 9 985 364 | 9 985 364 |
| 151 | 131 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du Ministère | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du ministère | 2 898 329 | 2 898 329 |
| 152 | 132 | SECURISATION DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE | Garantir la sécurité du cyberspace national | Indice national de cyber sécurité | 673 244 | 673 244 |
| CHAPITRE 46 - MINISTERE DES TRANSPORTS | | | | | 92 127 000 | 92 127 000 |
| 153 | 153 | DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ROUTIERS, DE L'INTERMODALITE ET DE LA SECURITE ROUTIERE | Améliorer l'offre et les services des transports routiers | Taux de réduction du nombre d'accident. | 3 413 000 | 3 413 000 |
| 154 | 154 | DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT AERIEN ET REGULATION DE L'AVIATION CIVILE | Améliorer l'offre de service aérien, la sécurité et la sûreté de l'aviation civile | Taux d'évolution du trafic fret | 487 000 | 487 000 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTF | INDICATEUR | AE | CP |
|--|-----------|---|---|--|-------------------|-------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 155 | 155 | DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME, FLUVIAL, LACUSTRE ET DES ACTIVITES PORTUAIRES | Accroître l'offre des services des transports maritimes, fluviaux, lacustres et des activités portuaires | Délais de passage portuaire | 75 836 000 | 75 836 000 |
| 156 | 156 | DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT FERROVIAIRE | Améliorer l'offre et les services du transport ferroviaire. | Taux d'évolution du trafic fret | 8 420 000 | 8 420 000 |
| 157 | 157 | DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DES SYSTEMES DE COLLECTE, DE PRODUCTION ET DE VULGARISATION DES INFORMATIONS METEOROLOGIQUES | Améliorer la production et la vulgarisation des informations météorologiques | Taux de production des bulletins météorologiques | 530 100 | 530 100 |
| 158 | 158 | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU SOUS-SECTEUR DES TRANSPORTS | Assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINT | Taux d'exécution du plan d'action du MINT | 3 440 900 | 3 440 900 |
| CHAPITRE 48 - COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION | | | | | 3 767 000 | 3 767 000 |
| 159 | 082 | DESARMEMENT DES COMBATTANTS ET DEMOBILISATION | Accroître la reddition des combattants du Boko-Haram et des groupes armés des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest | Nombre de combattants ayant déposé volontairement les armes intégrés chaque année dans les centres régionaux | 642 500 | 642 500 |
| 160 | 083 | REINTEGRATION DES EX-COMBATTANTS | Améliorer la conversion holistique (sociale, économique, culturelle, religieuse, etc.) et la réinsertion des ex-combattants | Nombre d'ex-combattants autonomisés | 513 500 | 513 500 |
| 161 | 180 | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CNDDR | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du CNDDR | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CNDDR | 2 611 000 | 2 611 000 |
| CHAPITRE 49 - CONSEIL CONSTITUTIONNEL | | | | | 3 944 000 | 3 944 000 |
| 162 | 074 | GOVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL | Assurer l'opérationnalisation et la coordination des services du Conseil Constitutionnel | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du CCC | 3 944 000 | 3 944 000 |
| CHAPITRE 50 - MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | | | | | 10 915 000 | 13 715 000 |
| 163 | 040 | AMELIORATION DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE L'ETAT | Optimiser la gestion des ressources humaines de l'Etat | 1.Pourcentage d'utilisation des outils de gestion des ressources humaines de l'Etat (SIGIPES, fiches de poste, plan de recrutement, plan de formation, fichier assaini, texte organique, cadre organique, référentiel des compétences, cartographie des postes de travail) | 3 184 772 | 5 984 772 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTIF | INDICATEUR | AE | CP |
|--|-----------|--|--|--|--------------------|--------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| | | | | 2.Proportion des personnels de l'Etat dont la carrière est à jour | | |
| 164 | 041 | MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS | Contribuer à accroître la performance des services publics | Proportion d'Administrations dotées et utilisant les outils et projets de réformes | 1 872 683 | 1 872 683 |
| 165 | 042 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL AU MINFOPRA | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes du MINFOPRA | Taux de réalisation des activités budgétisées au MINFOPRA | 5 857 545 | 5 857 545 |
| CHAPITRE 51 - ELECTIONS CAMEROON | | | | | 12 183 000 | 12 183 000 |
| 166 | 183 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE ELECAM | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes opérationnels | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de Elections Cameroon | 12 183 000 | 12 183 000 |
| CHAPITRE 52 - COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN | | | | | 3 946 000 | 3 946 000 |
| 167 | 084 | PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME | Renforcer la culture des Droits de l'homme au Cameroun et réduire les violations | Nombre de sollicitations adressées à la CDHC | 450 000 | 450 000 |
| 168 | 085 | PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME | Lutter contre l'impunité et favoriser l'accès des victimes à une réparation | Nombre d'allégations de violation des Droits de l'homme adressées à la CDHC et proportion de celles qui ont effectivement été traitées (élucidées ou classées) | 310 000 | 310 000 |
| 169 | 086 | PRÉVENTION DE LA TORTURE | éradiquer le recours à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants dans les lieux de privation de liberté au Cameroun | Nombre de visites effectuées dans les lieux de privation de liberté par le Mécanisme National de Prévention de la torture | 251 000 | 251 000 |
| 170 | 190 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL | Assurer la mise en œuvre optimale des programmes | Taux de réalisation des activités budgétisées | 2 935 000 | 2 935 000 |
| CHAPITRE 53 - SENAT | | | | | 16 162 000 | 16 162 000 |
| 171 | 178 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DES SERVICES DU SENAT | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes du SENAT | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein du SENAT | 16 162 000 | 16 162 000 |
| CHAPITRE 54 - COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME | | | | | 3 180 000 | 3 180 000 |
| 172 | 78 | PROMOTION, SUIVI ET EVALUATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DES LANGUES OFFICIELLES | Améliorer la pratique des deux langues officielles dans les entités publiques | Taux de pratique des langues officielles dans les entités publiques | 98 000 | 98 000 |
| 173 | 181 | GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DE LA CNPBM | Assurer la mise en œuvre optimale des Programmes de la CNPBM | Taux de réalisation des activités budgétisées au sein de la CNPBM | 3 082 000 | 3 082 000 |
| CHAPITRE 55 - PENSIONS | | | | | 259 296 000 | 259 296 000 |
| 174 | 200 | PENSIONS | Assurer le paiement des allocations de retraite | Taux de paiement | 259 296 000 | 259 296 000 |
| CHAPITRE 56 - DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE | | | | | 898 000 000 | 898 000 000 |

(en milliers de FCFA)

| N° | Programme | | OBJECTF | INDICATEUR | AE | CP |
|---|-----------|---|--|--|----------------------|----------------------|
| | CODE | LIBELLE | | | | |
| 175 | 199 | REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE | Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des bailleurs | Taux de paiement | 898 000 000 | 898 000 000 |
| CHAPITRE 57 - DETTE PUBLIQUE INTERIEURE | | | | | 840 637 000 | 840 637 000 |
| 176 | 203 | REMBOURSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE | Honorer les engagements de l'Etat vis-à-vis des résidents | Taux de paiement | 840 637 000 | 840 637 000 |
| CHAPITRE 60 - SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS | | | | | 520 480 000 | 520 480 000 |
| 177 | 202 | SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS | Contribuer au bon fonctionnement des organismes et établissements publics | Taux de réalisation des contributions attendu | 520 480 000 | 520 480 000 |
| CHAPITRE 65 - DEPENSES COMMUNES | | | | | 348 129 995 | 348 129 995 |
| 178 | 201 | DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT | Couvrir les charges non réparties de l'Etat en fonctionnement | Taux de couverture des charges non réparties en fonctionnement | 348 129 995 | 348 129 995 |
| CHAPITRE 92 - PARTICIPATIONS | | | | | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 179 | 198 | PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LES ENTREPRISES PARAPUBLIQUES ET PRIVEES | Couvrir les prises de participation de l'Etat | Taux de couverture des participations attendues de l'Etat | 10 000 000 | 10 000 000 |
| CHAPITRE 93 - REHABILITATION/RESTRUCTURATION | | | | | 10 000 000 | 10 000 000 |
| 180 | 196 | REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES | Assurer la réhabilitation et la restructuration des sociétés de l'Etat | Proportion d'entreprises restructurées ou réhabilitées | 10 000 000 | 10 000 000 |
| CHAPITRE 94 - INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS | | | | | 88 190 855 | 88 190 855 |
| 181 | 195 | INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT | Assurer la disponibilité des fonds de contrepartie et couvrir les autres charges non réparties de l'Etat en investissement | Taux de couverture des charges non réparties en investissement | 88 190 855 | 88 190 855 |
| CHAPITRE 95 - REPORT | | | | | 7 000 000 | 7 000 000 |
| 182 | 197 | PRISE EN CHARGE DES REPORTS DE CREDITS | Gérer efficacement les crédits reportés | Taux de couverture des reports | 7 000 000 | 7 000 000 |
| TOTAL 2023 | | | | | 6 311 026 855 | 6 274 800 000 |

ARTICLE SOIXANTE-DIX-SEPTIEME .- Les dépenses et les charges du budget général sont ventilées par chapitre et par nature de dépenses ainsi qu'il suit :

(En Millions FCFA)

| CHAPITRE | BF | | BIP | | TOTAL | | |
|----------|--|--------|--------|-------|--------|--------|--------|
| | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 | |
| 01 | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 37 102 | 42 760 | 7 500 | 8 500 | 44 602 | 51 260 |
| 02 | SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE | 5 351 | 6 861 | 1 100 | 1 100 | 6 451 | 7 961 |
| 03 | ASSEMBLEE NATIONALE | 18 482 | 18 482 | 9 700 | 11 140 | 28 182 | 29 622 |
| 04 | SERVICES DU PREMIER MINISTRE | 13 003 | 13 951 | 5 380 | 6 000 | 18 383 | 19 951 |
| 05 | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL | 1 091 | 1 391 | 500 | 500 | 1 591 | 1 891 |
| 06 | MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES | 30 291 | 35 095 | 2 858 | 3 700 | 33 149 | 38 795 |
| 07 | MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE | 34 607 | 37 941 | 1 986 | 2 500 | 36 592 | 40 441 |

(En Millions FCFA)

| CHAPITRE | | BF | | BIP | | TOTAL | |
|----------|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 |
| 08 | MINISTERE DE LA JUSTICE | 58 984 | 60 415 | 5 500 | 5 500 | 64 484 | 65 915 |
| 09 | COUR SUPREME | 2 708 | 2 920 | 1 500 | 2 200 | 4 208 | 5 120 |
| 10 | MINISTERE DES MARCHES PUBLICS | 12 760 | 13 128 | 913 | 1 000 | 13 673 | 14 128 |
| 11 | CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT | 4 059 | 4 285 | 1 650 | 1 700 | 5 709 | 5 985 |
| 12 | DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE | 85 693 | 92 667 | 2 449 | 7 900 | 88 142 | 100 567 |
| 13 | MINISTERE DE LA DEFENSE | 253 813 | 269 441 | 6 405 | 7 500 | 260 218 | 276 941 |
| 14 | MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE | 4 206 | 4 605 | 937 | 950 | 5 143 | 5 555 |
| 15 | MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE | 210 261 | 234 660 | 35 599 | 19 572 | 245 860 | 254 232 |
| 16 | MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE | 21 569 | 22 344 | 1 400 | 1 300 | 22 969 | 23 644 |
| 17 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 3 610 | 4 263 | 550 | 550 | 4 160 | 4 813 |
| 18 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR | 56 217 | 63 465 | 5 508 | 10 000 | 61 725 | 73 465 |
| 19 | MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION | 9 616 | 11 108 | 1 640 | 1 700 | 11 256 | 12 808 |
| 20 | MINISTERE DES FINANCES | 53 379 | 60 787 | 6 249 | 5 081 | 59 628 | 65 868 |
| 21 | MINISTERE DU COMMERCE | 6 693 | 7 210 | 900 | 1 030 | 7 593 | 8 240 |
| 22 | MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE | 18 685 | 27 173 | 38 310 | 37 060 | 56 995 | 64 233 |
| 23 | MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS | 3 672 | 4 207 | 3 080 | 3 200 | 6 752 | 7 407 |
| 25 | MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES | 429 093 | 451 784 | 10 300 | 9 424 | 439 393 | 461 208 |
| 26 | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE | 15 461 | 17 780 | 8 350 | 8 230 | 23 811 | 26 010 |
| 27 | MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL | 5 382 | 7 569 | 45 698 | 43 478 | 51 080 | 51 047 |
| 28 | MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | 3 567 | 5 340 | 2 600 | 1 370 | 6 167 | 6 710 |
| 29 | MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE | 5 572 | 6 070 | 1 900 | 1 000 | 7 472 | 7 070 |
| 30 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL | 23 900 | 67 138 | 62 423 | 49 876 | 86 323 | 117 014 |
| 31 | MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES | 15 683 | 20 983 | 29 205 | 30 345 | 44 888 | 51 328 |
| 32 | MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE | 5 164 | 8 644 | 238 035 | 276 170 | 243 199 | 284 814 |
| 33 | MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE | 10 037 | 12 025 | 6 180 | 6 980 | 16 217 | 19 005 |
| 35 | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 15 285 | 19 967 | 6 257 | 5 499 | 21 542 | 25 466 |
| 36 | MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS | 57 637 | 58 958 | 458 973 | 432 500 | 516 610 | 491 458 |
| 37 | MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES | 17 088 | 17 768 | 1 780 | 700 | 18 868 | 18 468 |
| 38 | MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN | 11 729 | 14 120 | 93 946 | 104 080 | 105 674 | 118 200 |
| 39 | MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE | 6 994 | 7 611 | 2 800 | 2 650 | 9 794 | 10 261 |

(En Millions FCFA)

| CHAPITRE | BF | | BIP | | TOTAL | | |
|----------|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 | 2022 | 2023 | |
| | L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT | | | | | | |
| 40 | MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE | 119 925 | 182 968 | 89 317 | 45 200 | 209 242 | 228 168 |
| 41 | MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE | 6 306 | 6 339 | 600 | 600 | 6 906 | 6 939 |
| 42 | MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES | 8 636 | 9 425 | 4 860 | 8 660 | 13 496 | 18 085 |
| 43 | MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE | 7 316 | 7 971 | 1 220 | 1 230 | 8 536 | 9 201 |
| 45 | MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS | 5 100 | 5 328 | 10 310 | 9 420 | 15 411 | 14 748 |
| 46 | MINISTERE DES TRANSPORTS | 5 487 | 6 113 | 76 614 | 86 014 | 82 101 | 92 127 |
| 48 | COMITE NATIONAL DE DESARMEMENT, DE DEMOBILISATION ET DE REINTEGRATION | 1 967 | 2 467 | 1 336 | 1 300 | 3 303 | 3 767 |
| 49 | CONSEIL CONSTITUTIONNEL | 3 244 | 3 444 | 500 | 500 | 3 744 | 3 944 |
| 50 | MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE | 9 291 | 9 315 | 4 410 | 4 400 | 13 701 | 13 715 |
| 51 | ELECTIONS CAMEROON | 11 583 | 11 583 | 600 | 600 | 12 183 | 12 183 |
| 52 | COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DU CAMEROUN | 2 496 | 2 996 | 750 | 950 | 3 246 | 3 946 |
| 53 | SENAT | 11 962 | 11 962 | 3 200 | 4 200 | 15 162 | 16 162 |
| 54 | COMMISSION NATIONALE POUR LA PROMOTION DU BILINGUISME ET DU MULTICULTURALISME | 2 380 | 2 680 | 500 | 500 | 2 880 | 3 180 |
| 55 | PENSIONS | 244 200 | 259 296 | 0 | 0 | 244 200 | 259 296 |
| 56 | DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE | 677 000 | 898 000 | 0 | 0 | 677 000 | 898 000 |
| 57 | DETTE PUBLIQUE INTERIEURE | 883 300 | 840 637 | 0 | 0 | 883 300 | 840 637 |
| 60 | SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS | 625 463 | 520 480 | 0 | 0 | 625 463 | 520 480 |
| 65 | DEPENSES COMMUNES | 360 598 | 348 130 | 0 | 0 | 360 598 | 348 130 |
| 92 | PARTICIPATIONS | 0 | 0 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| 93 | REHABILITATION/RESTRUCTURATION | 0 | 0 | 9 000 | 10 000 | 9 000 | 10 000 |
| 94 | INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS | 0 | 0 | 92 723 | 88 191 | 92 723 | 88 191 |
| 95 | REPORT | 4 000 | 4 000 | 3 000 | 3 000 | 7 000 | 7 000 |
| | TOTAL | 4 558 700 | 4 888 050 | 1 419 000 | 1 386 750 | 5 977 700 | 6 274 800 |

CHAPITRE DEUXIEME **CRÉDITS DES COMPTES SPÉCIAUX**

ARTICLE SOIXANTE-DIX-HUITIEME.- Les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement des Comptes d'Affectation Spéciale ouverts sur les programmes sont fixés comme suit :

(Unité: milliers FCFA)

| PROGRAMMES | | AE | CP |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| CODE | LIBELLE PROGRAMME | 2023 | 2023 |
| FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE | | 15 000 000 | 15 000 000 |
| 016 | OFFRE D'ENERGIE | 1 100 000 | 1 100 000 |

(Unité: milliers FCFA)

| PROGRAMMES | | AE | CP |
|--|--|-------------------|-------------------|
| CODE | LIBELLE PROGRAMME | 2023 | 2023 |
| 137 | ACCES A L'ENERGIE | 13 900 000 | 13 900 000 |
| DEVELOPPEMENT DU SECTEUR POSTAL | | 900 000 | 900 000 |
| 129 | DENSIFICATION DU RESEAU ET AMELIORATION DE LA COUVERTURE POSTALE NATIONALE | 900 000 | 900 000 |
| FONDS SPECIAL POUR LA SECURITE ELECTRONIQUE | | 1 000 000 | 1 000 000 |
| 132 | SECURISATION DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE | 1 000 000 | 1 000 000 |
| FONDS SPECIAL DEVELOPPEMENT DES TELECOMMUNICATIONS | | 25 000 000 | 25 000 000 |
| 130 | DEVELOPPEMENT DE L'ECOSYSTEME NATIONAL DU NUMERIQUE | 25 000 000 | 25 000 000 |
| SOUTIEN DE LA POLITIQUE CULTURELLE | | 500 000 | 500 000 |
| 148 | CONSERVATION DE LA CULTURE ET DE L'ART CAMEROUNAIS | 185 500 | 185 500 |
| 149 | DEVELOPPEMENT ET VALORISATION DE LA PRODUCTION DES BIENS ET SERVICES CULTURELS | 314 500 | 314 500 |
| FINANCEMENT DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MATIERE D'EAU ET ASSAINISSEMENT | | 900 000 | 900 000 |
| 138 | ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT LIQUIDE | 900 000 | 900 000 |
| FONDS NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE | | 2 000 000 | 2 000 000 |
| 002 | CHANGEMENTS CLIMATIQUES, DESERTIFICATION ET SECHERESSE | 705 000 | 705 000 |
| 091 | DEVELOPPEMENT DURABLE | 1 295 000 | 1 295 000 |
| DEVELOPPEMENT FORESTIER | | 2 500 000 | 2 500 000 |
| 054 | AMÉNAGEMENT ET RENOUVELLEMENT DE LA RESSOURCE FORESTIÈRE | 1 800 000 | 1 800 000 |
| 058 | VALORISATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES LIGNEUSES ET NON LIGNEUSES | 700 000 | 700 000 |
| FONDS SPECIAL DE PROTECTION DE LA FAUNE | | 500 000 | 500 000 |
| 056 | SÉCURISATION ET VALORISATION DES RESSOURCES FAUNIQUES ET DES AIRES PROTÉGÉES | 500 000 | 500 000 |
| PRODUCTION DES DOCUMENTS SECURISES DE TRANSPORT | | 6 000 000 | 6 000 000 |
| 153 | DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS ROUTIERS, DE L'INTERMODALITE ET DE LA SECURITE ROUTIERE | 2 942 400 | 2 942 400 |
| 155 | DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT MARITIME, FLUVIAL, LACUSTRE ET DES ACTIVITES PORTUAIRES | 3 057 600 | 3 057 600 |
| SOUTIEN ET DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE TOURISME ET DE LOISIRS | | 1 000 000 | 1 000 000 |

(Unité: milliers FCFA)

| PROGRAMMES | | AE | CP |
|--|--|-------------------|-------------------|
| CODE | LIBELLE PROGRAMME | 2023 | 2023 |
| 014 | PROMOTION DU TOURISME ET DES LOISIRS | 1 000 000 | 1 000 000 |
| FONDS SPECIAL POUR LE FIANCEMENT DE LA RECONSTRUCTION DES ZONES RECONNUES ECONOMIQUEMENT SINISTREES DES REGIONS DE L'EXTREME-NORD, DU NORD-OUEST ET SUD-OUEST | | 15 000 000 | 15 000 000 |
| 800 | RECONSTRUCTION ET DEVELOPPEMENT DES REGIONS DE L'EXTREME NORD, NORD-OUEST ET SUD-OUEST | 15 000 000 | 15 000 000 |
| TOTAL DES DEPENSES DES CAS | | 70 300 000 | 70 300 000 |

TITRE TROISIEME DISPOSITIONS SPECIALES

CHAPITRE PREMIER GARANTIES, CONVENTIONS ET DETTES DES TIERS

ARTICLE SOIXANTE-DIX-NEUVIEME.-

- 1) Le Gouvernement est autorisé à accorder, au cours de l'exercice 2023, l'aval de l'État à des établissements publics et à des entreprises publiques et privées au titre d'emprunts intérieurs, pour un montant global ne dépassant pas F.CFA 200 milliards.
- 2) Le plafond de l'aval de l'Etat accordé par le Gouvernement aux Établissements et Entreprises publics au titre des emprunts extérieurs, est fixé à un montant de F.CFA 40 milliards au cours de l'exercice 2023.
- 3) **Les garanties et avals de l'Etat visées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, donne lieu au paiement d'une commission d'aval liquidée sur la base du montant de l'emprunt au taux de 1% pour les entités publiques et 1,5% pour les entreprises privées.**
- 4) **Le paiement intégral à la Caisse Autonome d'Amortissement de la commission visée à l'alinéa 3 ci-dessus, constitue une conditionnalité pour tout décaissement de fonds.**
- 5) Les modalités d'application des dispositions des alinéas 1 à 4 ci-dessus sont précisées par voie réglementaire.

DEUXIEME PARTIE AUTRES DISPOSITIONS SPECIALES

ARTICLE QUATRE-VINGTIEME.-

- 1) Les dispositions de l'article 47, alinéa 2 de la loi du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques, concernant le plafonnement à 10% des versements du budget général au profit d'un Compte affectation spéciale, ne s'appliquent pas au Fonds spécial pour le financement de la reconstruction des Zones reconnues Economiquement Sinistrées des Régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

- 2) Les dispositions de l'article 45 de la loi du 11 juillet 2018 susvisée concernant l'interdiction d'imputer directement à un compte d'affectation spéciale des dépenses de salaires, traitements, indemnités et allocations de toute nature ne s'appliquent pas au Fonds spécial pour le financement de la reconstruction des Zones reconnues Economiquement Sinistrées des Régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

ARTICLE QUATRE-VINGT-UNIEME.- Clôture des comptes financiers des entités publiques ouverts dans les banques commerciales et établissements de microfinance.

- 1) Les comptes des entités publiques ouverts dans les livres des banques commerciales et des établissements de microfinance sont clôturés au plus tard le 31 décembre 2025, sur la base d'un chronogramme établi en liaison avec la profession bancaire.
- 2) Les modalités de clôture, ainsi que le chronogramme cité à l'alinéa 1 ci-dessus feront l'objet d'un texte réglementaire du Ministre en charge des finances.
- 3) Au terme des différentes échéances retenues dans le chronogramme cité à l'alinéa 2, le Ministre en charge des Finances ordonne d'office la fermeture des comptes des entités publiques concernées et le reversement des soldes y afférents dans le Compte unique du Trésor.

ARTICLE QUATRE-VINGT-DEUXIEME.- Modalité de recouvrement de la quote-part des ressources collectées par l'Agence de Régulation des Télécommunication au profit de l'Agence de Promotion des Investissements Publics

Le reversement de la quote-part des ressources collectées par l'Agence de Régulation des Télécommunications affectées à l'Agence de Promotion des Investissements Publics, tel que prévu par la loi n° 2017/015 du 12 juillet 2017, s'effectue par virement direct desdites ressources par cette Agence pour le compte de l'Agence de Promotion des Investissements Publics ouvert au Trésor Public.

ARTICLE QUATRE-VINGT-TROISIEME.- Institution d'une annexe budgétaire sur le genre

Conformément à l'article 15 (2) de la loi n° 2018/12 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques, la présente loi de finances modifie la liste des annexes au projet de loi de finances indiquée à l'article 15 (1) de la loi susmentionnée, par la création d'une annexe nouvelle, faisant l'analyse des priorités publiques et des dépenses du Gouvernement sous le prisme du genre.

ARTICLE QUATRE-VINGT-QUATRIEME.- Au cours de l'exercice 2023, le Président de la République du Cameroun est autorisé, pour faire face aux besoins du pays dans le cadre de son développement économique, social et culturel, à modifier, par voie d'ordonnance, les plafonds fixés aux articles soixante-treizième, soixante-quatorzième et soixante-dix-neuvième ci-dessus.

ARTICLE QUATRE-VINGT-CINQUIEME.-

1. Le Président de la République est habilité à apporter, par voie d'ordonnance, des modifications aux législations financière, fiscale et douanière.
2. Le Gouvernement est autorisé à utiliser les ressources nouvelles provenant de ces mesures pour faire face à ses engagements.

ARTICLE QUATRE-VINGT-SIXIEME.- Le Président de la République est habilité à prendre, par voie d'ordonnance, toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre des réformes structurelles prévues dans le cadre des accords conclus avec la communauté financière internationale.

ARTICLE QUATRE-VINGT-SEPTIEME.- Les ordonnances visées aux articles quatre-vingt-quatrième, quatre-vingt-cinquième et quatre-vingt-sixième ci-dessus sont déposées aux Bureaux de l'Assemblée Nationale et du Sénat aux fins de ratification à la session parlementaire qui suit leur publication.

ARTICLE QUATRE-VINGT-HUITIEME.- La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en anglais et en français. /-